



Études économiques de l'OCDE ARGENTINE

MARS 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Argentine 2019 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Argentine 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/1579d544-fr>.

ISBN 978-92-64-79060-5 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Marianna Ianovska/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

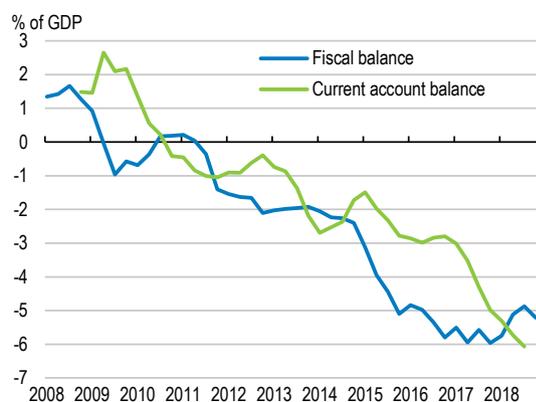
L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Résumé

L'économie est en récession après la réaction des marchés face aux fragilités existantes

L'économie est en récession. Le choix d'une approche seulement graduelle de la réduction du déficit budgétaire, de grande ampleur, la dépendance vis-à-vis de sources extérieures pour son financement et le niveau élevé des taux d'intérêt, dicté par une politique monétaire restrictive, ont engendré d'importantes fragilités (Graphique A). En avril 2018, les marchés ont réagi par une inversion de l'afflux de capitaux, aggravant ainsi le ralentissement des entrées de devises dû à un épisode de sécheresse exceptionnel. Le peso argentin s'est déprécié et la confiance des marchés s'est brusquement dégradée, occasionnant de sérieux problèmes de liquidités. La confiance et la demande intérieure ont fortement reculé, mettant un terme à sept trimestres de croissance. Comme la dette publique est largement libellée en devises, la dépréciation du peso l'a fait gonfler d'environ 30 % de PIB et atteindre des niveaux supérieurs à ceux observés dans d'autres économies de marché émergentes.

Graphique A. Les déséquilibres se sont accumulés



Sources : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) ; ministère du Trésor.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942391>

Les politiques macroéconomiques ont promptement réagi à ces difficultés. Si un effort d'assainissement budgétaire immédiat et un durcissement de la politique monétaire conduiront à une contraction de la demande

intérieure à court terme, l'ajustement en cours de réalisation devrait, *in fine*, ouvrir la voie à la correction des déséquilibres. Le déficit des paiements courants devrait diminuer et le potentiel de renforcement des exportations à terme est considérable, le taux de change déprécié du peso étant le plus compétitif que l'Argentine ait connu depuis une dizaine d'années.

Les risques tiennent aux effets récessifs des mesures prises et à des facteurs extérieurs. Le retour de la confiance pourrait être plus lent à venir que prévu si les effets des politiques macroéconomiques venaient à provoquer une contraction de l'activité plus marquée que prévu ou si la forte volatilité des marchés persistait. Les risques extérieurs auxquels est exposée l'Argentine s'atténuent, compte tenu de la diminution des déficits jumeaux du budget et des paiements courants. Les élections à venir d'octobre 2019 rendent incertaine la poursuite des réformes.

Tableau A. L'économie devrait se redresser

	2018	2019	2020
Produit intérieur brut	-2.5	-1.5	2.3
Consommation privée	-2.1	-4.1	2.1
Formation brute de capital fixe	-5.1	-15.3	3.3
Exportations	-2.0	15.0	7.9
Importations	-2.5	-4.7	4.2
Taux de chômage	9.5	12.0	13.0
Indice des prix à la consommation (de décembre à décembre)	47.6	34.0	25.0
Solde budgétaire	-5.2	-3.2	-1.7
Dette publique (brute, % du PIB)	76.1	74.1	71.2
Solde des paiements courants (% du PIB)	-5.2	-1.2	-0.6

Source : Prévisions OCDE.

Les politiques budgétaire et monétaire ont désormais des effets très récessifs

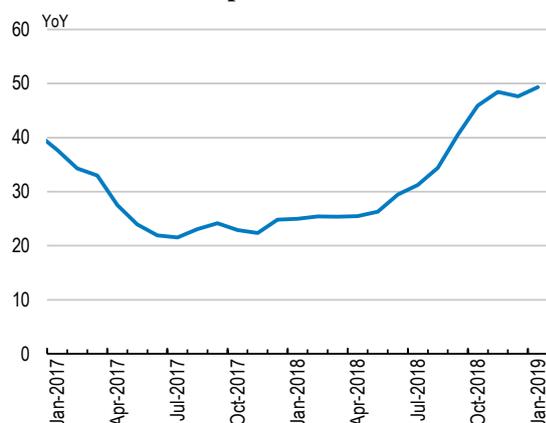
La forte dépendance initiale vis-à-vis d'une politique monétaire restrictive, alliée au caractère graduel de l'effort d'ajustement des finances publiques, a donné lieu à une phase de forte contraction budgétaire et monétaire simultanée. Les nouveaux objectifs budgétaires visent un solde primaire à l'équilibre en 2019 et

un excédent primaire de 1 % de PIB ultérieurement. Ces objectifs impliquent un effort d'assainissement solide et une compression de la demande intérieure. Leur mise en œuvre soulève des difficultés d'ordre politique, mais ne pas procéder à l'ajustement des finances publiques ne ferait qu'aggraver les risques d'une récession bien plus durable et, en définitive, plus profonde. En fait, les marchés considéreront l'adhésion aux objectifs budgétaires comme un révélateur de la volonté réelle des autorités d'Argentine de corriger les déséquilibres macroéconomiques profonds auxquels est confronté le pays.

L'inflation a connu une forte poussée

Faire retomber l'inflation s'est révélé très délicat (Graphique B). Reconnaisant la faiblesse des canaux de transmission de sa politique monétaire, la Banque centrale de la République argentine (BCRA) a renoncé au ciblage de l'inflation et s'est engagée à maintenir la masse monétaire constante en valeur nominale jusqu'en juillet 2019. De nouvelles dispositions d'encadrement des interventions sur le marché des changes permettent à la monnaie de fluctuer librement à l'intérieur d'un corridor flottant, tout en autorisant des interventions limitées si le taux de change sort du corridor.

Graphique B. L'inflation a connu une forte poussée



Source : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942296>

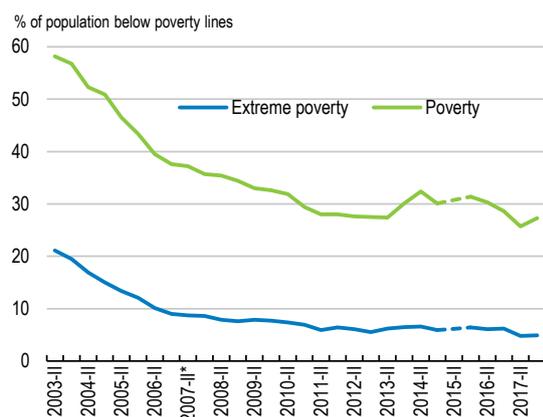
Les réformes structurelles sont la clé d'un renforcement de la croissance

Depuis 2015, le gouvernement en place n'a pas ménagé ses efforts pour instaurer les conditions d'une croissance durable et inclusive. Au nombre des réformes récemment engagées figurent une réforme fiscale, les modifications apportées aux relations budgétaires entre les provinces et l'administration centrale, une nouvelle loi sur la concurrence, des mesures pour améliorer la pérennité du système de retraite, un nouveau cadre institutionnel pour les marchés financiers et les partenariats public-privé, la création d'un conseil budgétaire indépendant et l'engagement des autorités de renforcer l'indépendance de la Banque centrale. Mais il reste encore beaucoup à faire.

De nombreuses politiques sont en place pour protéger les populations pauvres et les plus vulnérables

Les Argentins sont environ 27 % à vivre sous le seuil de pauvreté et 5 % vivent dans l'extrême pauvreté, soit des chiffres inférieurs de moitié à ceux d'après la dernière grande crise du début des années 2000. Cette baisse tendancielle s'est poursuivie en 2016 et 2017, jusqu'à ce que la récession provoque une remontée de la pauvreté au cours de l'année 2018 (Graphique C).

La politique sociale conservera toute son importance pour assurer une croissance plus inclusive et amortir les effets de la récession en cours. Les objectifs budgétaires ont été définis de manière à laisser une marge pour développer des prestations bien ciblées qui devraient être utilisés pour protéger les ménages modestes des effets de la récession.

Graphique C. La pauvreté a évolué à la baisse

Sources : Tomarolli, L. (2018), *Séries Comparables de Indigencia y Pobreza*, Centre d'étude sur la distribution, le travail et les affaires sociales (CEDLAS) de l'université de La Plata (UNLP), Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) à partir de 2016-II.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942638>

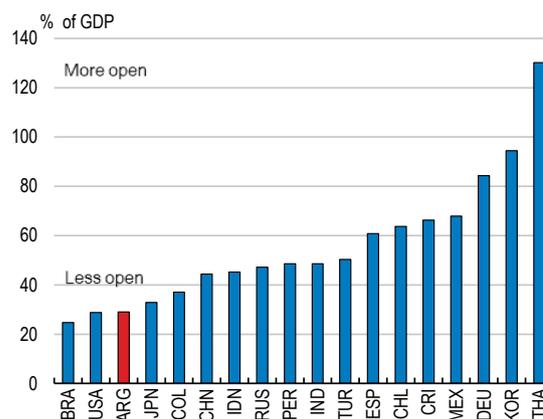
L'Argentine ne recueille pas les fruits du commerce international

L'Argentine est nettement moins intégrée dans l'économie mondiale que ne le sont d'autres économies de marché émergentes (graphique D). La première raison à cela tient au niveau élevé des droits de douane et des obstacles non tarifaires. La réduction de ces obstacles permettrait d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier pour les ménages modestes, et d'abaisser le coût des consommations intermédiaires pour les entreprises.

Peu investie dans le commerce international, l'Argentine est également restée en marge des chaînes de valeur mondiales, autant de facteurs qui lui font perdre d'importantes possibilités de croissance et de bien-être.

Une intégration plus poussée dans l'économie mondiale serait également facteur de concurrence et inciterait les entreprises des secteurs protégés à gagner en compétitivité. Actuellement, de nombreux emplois sont mobilisés dans des activités au faible potentiel de croissance en termes de productivité et de salaires. La réduction des obstacles non tarifaires appliqués aux biens

d'équipement et aux biens intermédiaires devrait être une priorité pour soutenir la compétitivité et la création d'emplois.

Graphique D. Les flux d'échanges commerciaux sont modestes

Source : OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942999>

Des politiques publiques pourraient permettre d'atténuer les coûts de l'ajustement nécessaire à l'intégration dans l'économie mondiale

De nouvelles opportunités naissent de la mobilité des emplois entre les entreprises et les secteurs. Les entreprises qui exportent sont plus susceptibles d'opérer dans le secteur formel et offrent des rémunérations supérieures de 30 % à celles versées par les entreprises non exportatrices. Toutefois, le redéploiement des emplois peut également nécessiter des reconversions et occasionner des pertes de revenu temporaires. En vue de faciliter cette transition, les autorités pourraient notamment renforcer la formation et la protection sociale, améliorer le fonctionnement des marchés de produits et renforcer l'innovation.

Le niveau élevé des indemnités de fin de contrat constitue actuellement le principal mécanisme de protection contre les pertes de revenus liées au licenciement, mais seulement pour les salariés du secteur formel. Le niveau élevé et incertain de ces indemnités dissuade les employeurs de créer des emplois déclarés, ce qui risque de différer les créations d'emplois pendant la reprise. S'agissant

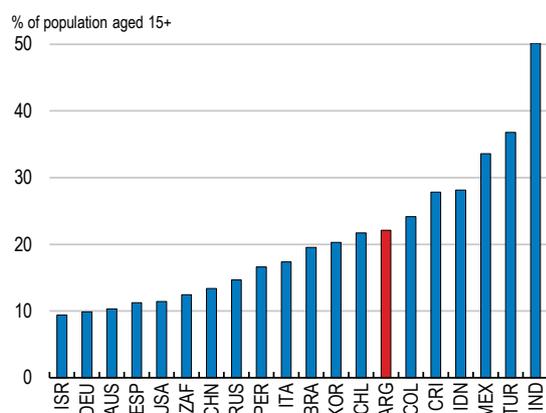
de nouveaux emplois, l'extension à toute l'économie du régime d'assurance-chômage en place dans le secteur de la construction, qui repose sur des comptes individuels, permettrait non seulement de réduire le coût des licenciements, mais aussi celui de l'embauche de salariés déclarés, tout en garantissant la protection des individus, et non d'emplois spécifiques.

Des politiques d'éducation et de santé sont essentielles pour garantir la croissance inclusive

Améliorer la qualité du système éducatif est très rentable. Un meilleur système éducatif permet de préparer les générations futures aux nouvelles opportunités, de remédier aux déficits de qualifications et peut contribuer à accroître les taux d'activité des femmes (Graphique E).

Au total, 40 % des élèves du secondaire quittent l'école sans diplôme faute d'avoir acquis des compétences essentielles durant leur petite enfance. Une réponse pourrait être apportée en développant davantage les structures d'accueil et d'éducation des jeunes enfants, ce qui permettrait en même temps à un plus grand nombre de femmes de rechercher un emploi rémunéré, d'accroître ainsi leur revenu et d'élargir l'éventail de leurs choix de vie.

Graphique E. Différences de taux d'emploi entre hommes et femmes



Sources : Bureau international du travail (BIT), Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*).

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Redresser l'économie après la crise	
Après une brusque inversion de l'afflux de capitaux, on a assisté à un assèchement des liquidités et un accord a été signé avec le FMI sur un programme.	Respecter les engagements budgétaires pris en réduisant le déficit budgétaire conformément aux objectifs chiffrés annoncés, la priorité étant accordée aux réductions de dépenses.
La récession actuelle va probablement dégrader la situation sociale. Les engagements budgétaires laissent une marge de manœuvre pour des dépenses sociales supplémentaires si les chiffres de la pauvreté venaient à augmenter.	Utiliser la marge de manœuvre laissée pour augmenter les dépenses affectées à des transferts sociaux bien ciblés si les indicateurs sociaux venaient à se dégrader.
La proportion importante de dette libellée en devises expose le secteur public à des risques de change.	Développer un marché des emprunts obligataires souverains libellés en monnaie nationale au fil du temps.
Améliorer les politiques macroéconomiques et la gouvernance de l'économie	
Les exonérations de TVA, dont l'impact social est modeste, érodent les recettes publiques. Seule 15 % de la population ayant une activité économique paie l'impôt sur le revenu.	Élargir la base d'imposition de la TVA en réduisant les exonérations et les taux spéciaux. Diminuer l'exonération de base appliquée à l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). Supprimer complètement les exonérations d'IRPP dont bénéficient les fonctionnaires de l'administration judiciaire.
L'indépendance de la Banque centrale a été mise en doute, ce qui a compliqué la lutte contre l'inflation.	Mettre en œuvre les nouvelles modalités prévues dans la charte de la Banque centrale pour renforcer son indépendance et sa crédibilité. Limiter les motifs de révocation de son gouverneur au seul cas de faute grave.
L'Office de lutte contre la corruption a joué un rôle important dans le combat contre la corruption mais son autonomie opérationnelle est insuffisante.	Renforcer l'autonomie opérationnelle et financière de l'Office de lutte contre la corruption et lui assurer des ressources suffisantes pour s'acquitter de sa mission.
Assurer une croissance plus inclusive	
Le vieillissement démographique rapide met en péril la viabilité à long terme des régimes de retraite. Les régimes spéciaux généreux dont bénéficient certaines professions sont coûteux et inéquitables.	Aligner les conditions des régimes de retraite spéciaux sur celles des autres régimes.
Les dépenses d'éducation, d'un montant élevé, produisent des résultats médiocres.	Améliorer l'efficacité de la dépense publique dans l'éducation.
La formation des enseignants est fragmentée et de nombreux instituts de formation sont trop petits pour fonctionner efficacement.	Fusionner les instituts de formation de taille modeste.
Les taux d'emploi féminin sont faibles et les taux de décrochage scolaire élevés.	Continuer de développer les structures d'accueil et d'éducation des jeunes enfants.
De nombreux travailleurs manquent des compétences nécessaires pour réaliser leur potentiel de rémunération.	Monter en régime dans les mesures d'activation contenant un volet de formation.
Un tiers de la main-d'œuvre travaille dans le secteur informel et ne bénéficie d'aucune protection sociale, tandis que les emplois déclarés sont protégés par une législation rigide.	Étendre à toute l'économie le régime d'assurance-chômage actuellement en place dans le secteur de la construction, basé sur des comptes individuels, tout en réduisant le coût des licenciements.
Les régimes d'assurance-maladie sectoriels sont éclatés et souvent de taille trop modeste, rendant leur gouvernance difficile.	Fusionner les régimes d'assurance-maladie de taille modeste.
Favoriser l'intégration dans l'économie mondiale	
Le niveau élevé des obstacles au commerce empêche l'économie de profiter de la concurrence internationale.	Réduire les droits de douane et les obstacles non tarifaires, en commençant par ceux appliqués aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires.
Une intégration plus poussée dans l'économie mondiale permettrait de redéployer la main-d'œuvre vers les emplois et secteurs plus productifs.	Renforcer les programmes de formation des adultes et d'enseignement et formation professionnels (EFP) pour faciliter les transitions, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes.
La réglementation des marchés de produits et les obstacles administratifs limitent l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché et entravent le jeu de la concurrence.	Réduire les obstacles réglementaires internes à l'entrepreneuriat et à l'entrée sur le marché, y compris au niveau des provinces et des collectivités locales.
Renforcer la croissance verte	
Les émissions de gaz à effet de serre sont en repli. La déforestation tend à diminuer.	Poursuivre le développement d'un système automatique d'alerte précoce pour stopper le déboisement. Renforcer l'application de la législation sur les forêts, en particulier au niveau des provinces.

L'usage de produits agrochimiques s'est considérablement accru et bien que les pesticides utilisés soient moins risqués que d'autres, leurs risques pour la santé restent entourés d'incertitude.

La pollution de l'air est très préjudiciable à la santé.

Procéder à une évaluation approfondie des externalités négatives des différents types de pesticides, de leur niveau d'utilisation et de leur impact sur certains sites particuliers et « points chauds », dans l'optique de mettre en place des mesures ciblées pour encadrer leur usage.

Adopter des dispositions législatives au niveau national concernant la gestion écologique de tous les produits chimiques.

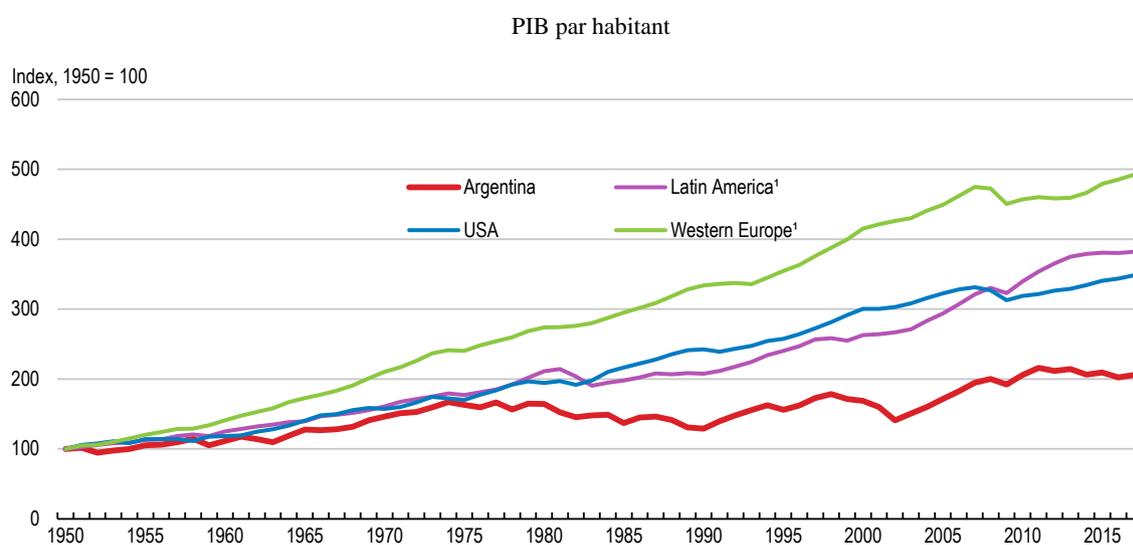
Prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air, notamment en taxant les véhicules en fonction de leurs émissions.

Principaux éclairages sur l'action publique

D'importantes réformes ont été entreprises depuis 2015 pour renforcer la croissance et le bien-être, ainsi qu'il est évoqué dans l'*Étude économique de l'Argentine 2017* de l'OCDE. L'Argentine a pu retrouver l'accès aux marchés financiers internationaux, ses statistiques nationales ont regagné en crédibilité et sa protection sociale s'est améliorée tandis que l'on taillait dans les dépenses inefficaces. Parmi les mesures engagées, l'on citera une réforme fiscale, une nouvelle loi sur la concurrence, des mesures pour améliorer la pérennité du système de retraite, un nouveau cadre institutionnel pour les marchés financiers et les partenariats public-privé, la création d'un conseil budgétaire indépendant et l'engagement des autorités de renforcer l'indépendance de la Banque centrale (BCRA).

À moyen terme, ces réformes, et d'autres, aideront à assurer plus de prospérité à l'ensemble des Argentins en renforçant la productivité, principal enjeu à long terme. L'économie a été bridée, des décennies durant, par les faiblesses de l'action publique. La croissance de la productivité a été lente, voire négative pendant les vingt dernières années, ce qui explique la baisse des revenus par rapport à ceux observés en Amérique latine et dans d'autres pays au fil du temps (Graphique 1).

Graphique 1. L'Argentine a cédé du terrain face à d'autres économies



1. L'Europe de l'Ouest recouvre les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Royaume-Uni ; l'Amérique latine recouvre les pays suivants : Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou.

Source : Calculs de l'OCDE établis à partir de Bolt et Van Zanden (2014), (voir : www.ggdc.net/maddison/maddison-project/data.htm).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942315>

Toutefois, la grave crise économique qui a sévi dès avril 2018 et plongé le pays dans une profonde récession a déplacé les priorités d'action immédiates pour les porter sur le rétablissement de la confiance et la correction de déséquilibres de grande ampleur dans les comptes budgétaires et extérieurs. Parallèlement à l'effondrement de la confiance, la monnaie a perdu la moitié de sa valeur, tandis que les taux d'intérêt, le chômage et l'inflation montaient en flèche. Une réaction rapide et décisive des pouvoirs publics s'imposait et ouvrira la voie à un retour de la stabilité macroéconomique, mais elle a accentué la récession à court terme. Les plans d'action actuellement en place devraient permettre de sortir l'économie de la récession, mais cette prévision est entourée d'une grande incertitude.

Dans ce contexte, les principaux messages de cette *Étude* sont les suivants :

- La sortie de crise exige de regagner la confiance perdue. La construction de fondements macroéconomiques solides et la poursuite des réformes sont le préalable à une croissance plus solide et plus inclusive.
- La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité sera fonction d'un accroissement de la productivité, pour lequel des réformes structurelles seront cruciales.
- Le soutien aux populations vulnérables et la lutte contre les inégalités nécessiteront un solide système de transferts sociaux compatible avec des finances publiques viables, ainsi que des politiques publiques dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé.

Encadré 1. Aperçu de l'histoire économique de l'Argentine

Le revenu par habitant de l'Argentine figurait parmi les dix plus élevés du monde il y a un siècle, où il représentait 92 % de la moyenne des 16 économies les plus riches (Bolt and van Zanden, 2014). Aujourd'hui, il équivaut à 43 % du revenu moyen par habitant de ces mêmes 16 économies riches. Les exportations de produits alimentaires constituaient initialement le fondement du niveau de revenu élevé de l'Argentine, mais la demande étrangère s'est effondrée pendant la Grande Dépression et la baisse connexe des recettes douanières a été à l'origine de la première d'une longue série de crises budgétaires. L'économie est devenue plus autocentrée à partir de 1930, lorsque le pays a subi le premier des six coups d'État militaires ayant eu lieu au cours du 20^e siècle.

Cette introversion économique a perduré après la Seconde Guerre mondiale, la période ayant été marquée par une politique de substitution de produits nationaux aux importations destinée à développer l'industrie aux dépens de l'agriculture, des nationalisations et de grandes entreprises publiques, la montée en puissance des syndicats et une réglementation stricte des activités économiques. Cette conjonction de protectionnisme commercial et d'un ample secteur public s'est atténuée quelque peu au milieu des années 1950, où se sont succédé des gouvernements militaires et civils de courte durée.

Néanmoins, tant le solde extérieur que le solde budgétaire sont restés dégradés pendant les années 1960 et au début des années 1970, ce qui s'est traduit par une croissance instable et des poussées d'inflation, allant jusqu'à un premier épisode d'hyperinflation en 1975. La dictature militaire des années 1970 et le gouvernement démocratique des années 1980 sont restés confrontés à des crises budgétaires, provoquées par des ambitions de dépenses supérieures aux recettes et exacerbées par la crise de la dette latino-américaine qui a débuté en 1982, ainsi qu'à l'absence de secteur exportateur compétitif après des décennies d'industrialisation fondée sur la substitution de produits nationaux aux importations. Le pays a basculé dans une véritable hyperinflation en 1989-90. Entre 1970 et 1990, le revenu réel par habitant a diminué de plus de 20 %.

L'économie a certes renoué avec la croissance après 1990 dans un contexte caractérisé par une diminution des droits de douane sur les importations, des investissements étrangers, un ancrage de la monnaie argentine au dollar des États-Unis et un recul de l'inflation, mais la volatilité n'a pas diminué. La compétitivité des exportations a vacillé à la suite de la crise asiatique et de la dévaluation du real brésilien, et à la fin des années 1990, l'économie connaissait une grave récession. L'accentuation des déséquilibres budgétaires a conduit au défaut de paiement de 2001 et à la fin du régime d'ancrage de la monnaie. L'effet d'appauvrissement induit par la crise a été exacerbé par la dévaluation intervenue ensuite, qui a réduit à néant un volume considérable d'épargne des ménages. Malgré ces crises récurrentes, la croissance de l'Argentine entre 1990 et 2010 lui a permis d'entamer un processus de convergence vers le monde développé.

En dépit des dernières réformes, d'importants facteurs de vulnérabilité se sont accumulés

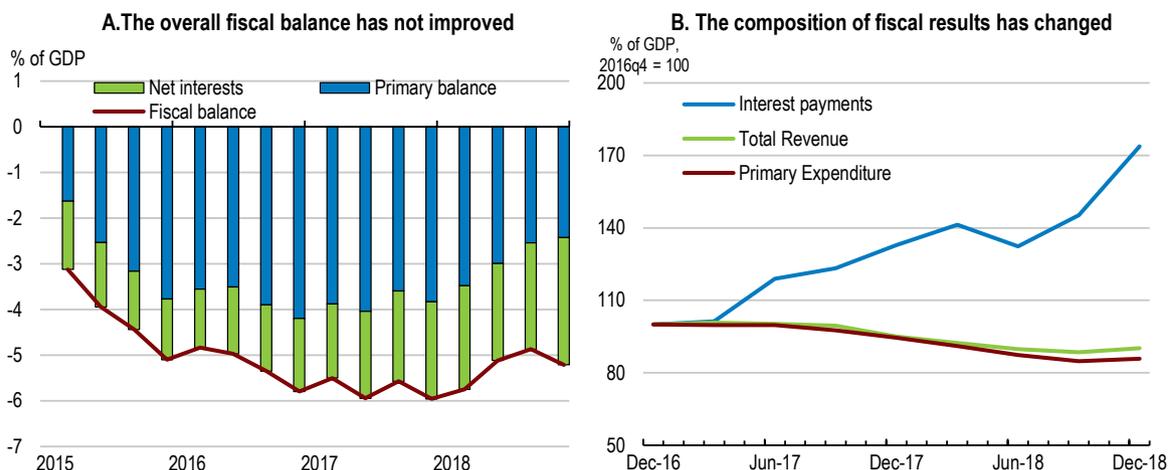
Le gouvernement actuellement en fonction s'est trouvé confronté à une économie au bord de la rupture à la fin de 2015, caractérisée par un déficit budgétaire primaire proche de 4 % du PIB ainsi que par des arriérés de paiement et des éléments de passif éventuel considérables. Entre 2007 et 2015, les dépenses publiques sont passées de 28 % du PIB à 40 %, soit un niveau proche de la moyenne de l'OCDE, de 42.4 %. Ces dépenses incluaient, pour plus de 3.5 % de PIB, des subventions aux secteurs de l'énergie et des transports, ce qui avait un impact régressif sur la collectivité puisque les ménages de la classe moyenne vivant dans la région de la capitale en étaient les principaux bénéficiaires (Castro and Barafani, 2015^[11]). Les dépenses affectées à l'emploi public et aux retraites ont également augmenté notablement, l'augmentation de la seconde catégorie de dépenses résultant d'une expansion du régime non contributif de pensions. Le recours croissant du gouvernement précédent à des sources de recettes ponctuelles et au financement par création monétaire a atteint ses limites en 2015, l'inflation s'étant envolée à 25 % et les réserves nettes de change étant quasiment épuisées. Les pouvoirs publics ont alors été confrontés à un choix délicat entre une contraction budgétaire immédiate, qui aurait plongé l'économie dans une récession profonde, et le recours à de nouvelles sources de financement.

Soucieuses de rompre avec une histoire d'ajustements successifs passant par des phases de brusque contraction, les autorités ont opté pour une réduction graduelle du déficit budgétaire, conjuguée à des efforts d'amélioration des infrastructures, pour susciter une adhésion politique aux réformes. L'épargne intérieure étant réduite et souvent investie dans des actifs libellés en devises, les marchés de capitaux argentins, insuffisamment développés, étaient de taille trop modeste pour financer cette transition. Toutefois, un accord passé avec les créanciers récalcitrants au début de 2016 a permis de rétablir l'accès au financement extérieur. L'objectif d'un budget à l'équilibre en cinq ans a suscité d'énormes besoins d'emprunt sur les marchés extérieurs, qui ont été couverts en émettant de la dette en devises. Dans un contexte de faible dette publique et d'abondance des liquidités internationales et des intérêts étrangers dans les actifs de la dette argentine en 2016-2017, les fragilités résultant de l'option choisie paraissaient gérables.

Si les dépenses primaires ont diminué progressivement, la hausse des paiements d'intérêts a empêché de réduire notablement le déficit budgétaire global (Graphique 2). Les engagements non honorés du gouvernement précédent sont venus grever les dépenses primaires en 2016, tandis que l'accord passé avec les créanciers récalcitrants gonflait les paiements d'intérêts. Tout ceci s'est vu aggravé par une réforme fiscale en 2017, qui a réduit

les recettes publiques de 2 % de PIB. Les recommandations formulées antérieurement par l'OCDE avaient prôné une réforme fiscale dont l'impact sur les recettes devait être neutre (Tableau 7).

Graphique 2. L'effort d'ajustement budgétaire n'a été que graduel

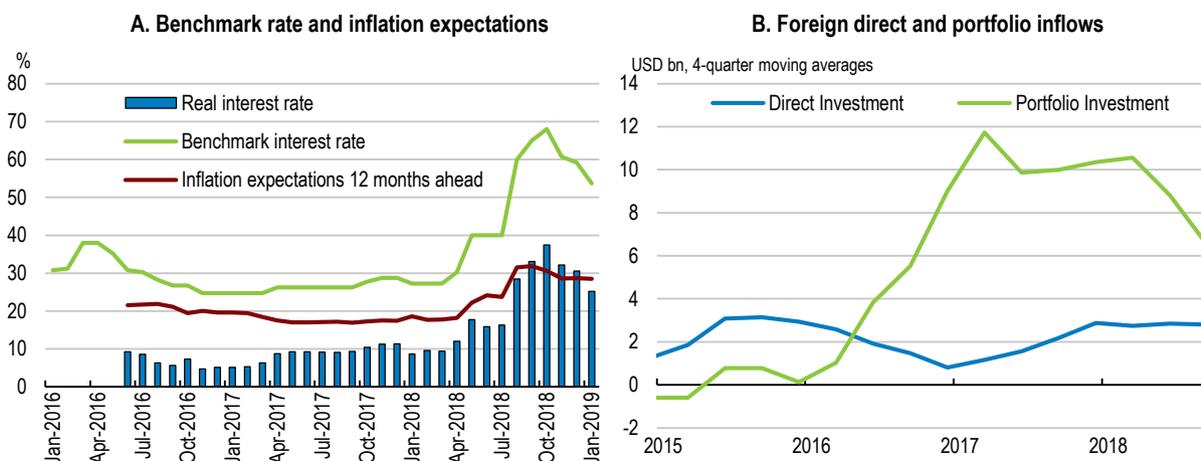


Sources : Ministère du Trésor ; base de données CEIC ; calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942334>

La lenteur du processus d'ajustement monétaire a été combinée à une politique monétaire restrictive dans le but de ramener l'inflation à un taux à un seul chiffre en l'espace de deux ans. Si les objectifs initiaux se sont révélés bien trop ambitieux, le niveau élevé des taux d'intérêt réels constatés ex ante, à plus de 8 %, était bien le reflet des fortes attentes investies dans la politique monétaire (Graphique 3). Le niveau des taux d'intérêt a attiré un afflux important d'investissements de portefeuille.

Graphique 3. Les taux d'intérêt élevés ont attiré les investissements de portefeuille

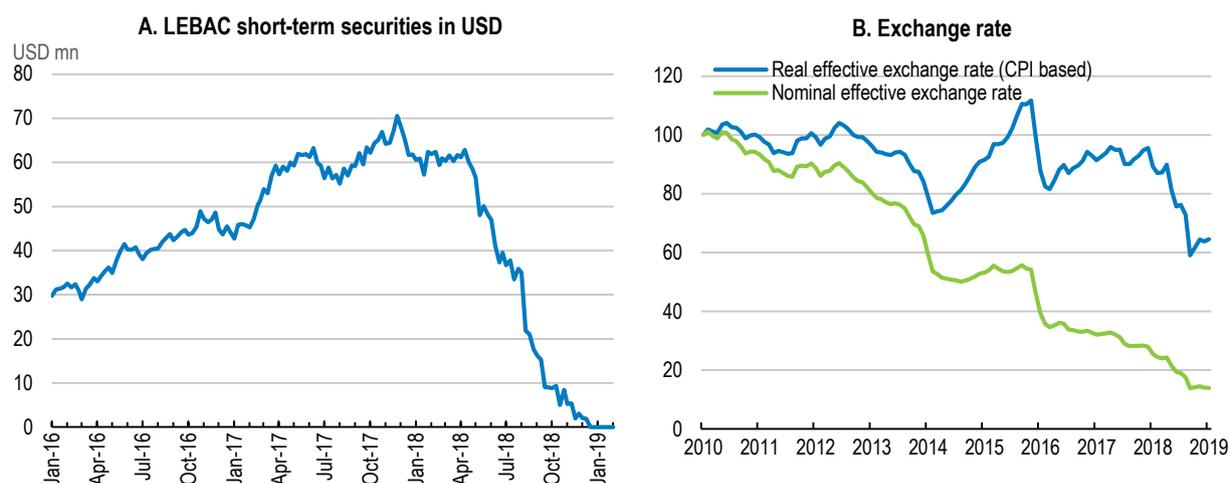


Sources : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) ; base de données CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942353>

Les entrées de capitaux ont soulevé un certain nombre de difficultés et généré des facteurs de vulnérabilité (Graphique 4). Le taux de change réel s'est apprécié, freinant les ajustements nécessaires dans l'économie réelle, y compris le développement de nouveaux débouchés d'exportation. Les échéances à court terme des capitaux entrants, parmi lesquelles des opérations de portage (*carry trade*) de grande ampleur, ont généré d'importants risques de refinancement. Les effets de la Banque centrale (LEBAC, *Letras del Banco Central*), des titres de dette à court terme utilisés pour stériliser les entrées de capitaux et accumuler des réserves, avaient atteint 10 % du PIB à la mi-2018.

Graphique 4. Les entrées de capitaux ont entraîné une appréciation du taux de change réel et généré des facteurs de vulnérabilité à court terme

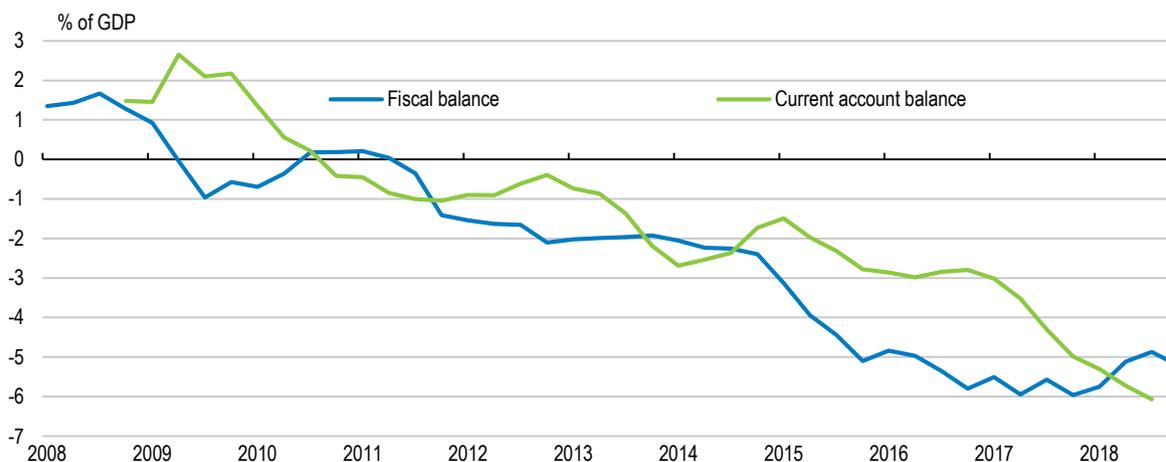


Sources : OCDE, Base de données sur les taux de change ; Banque centrale de la République argentine (BCRA).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942372>

Le déficit budgétaire continuant de se creuser et les entrées de capitaux de gagner en vigueur, les déséquilibres dans les comptes budgétaires et extérieurs se sont accentués, fragilisant de plus en plus l'économie (Graphique 5). Le déficit des paiements courants a doublé entre la fin de 2015 et le milieu de 2018, culminant à 6 % du PIB. Parallèlement, il a fallu attendre jusqu'à la mi-2018 pour voir le déficit budgétaire global, toujours croissant, prendre clairement un autre cap.

Graphique 5. Les déséquilibres des comptes budgétaires et extérieurs se sont accentués



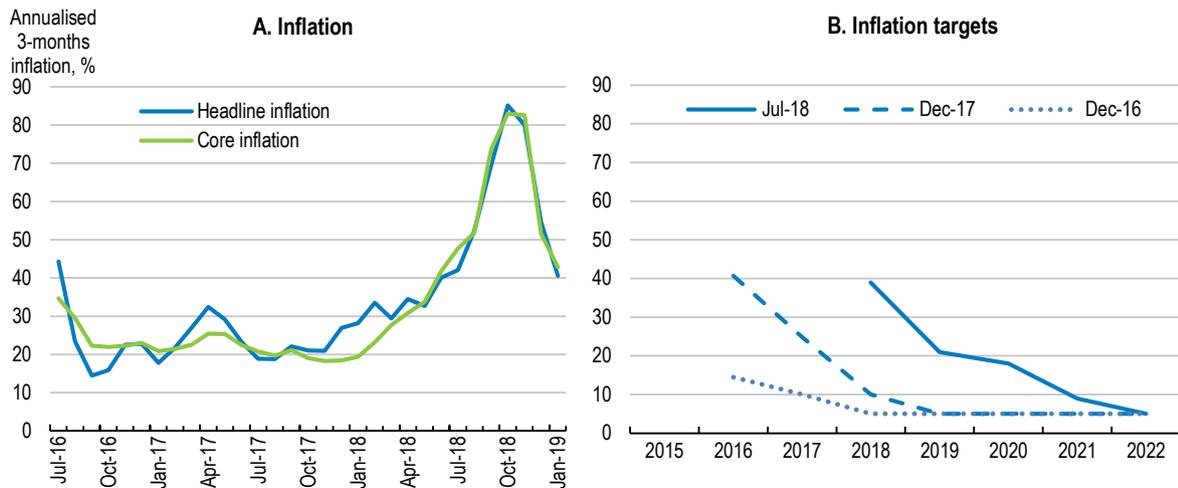
Sources : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) ; ministère du Trésor ; base de données CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942391>

Après une forte poussée initiale en 2016 liée à la suppression des subventions aux prix de l'énergie, l'inflation a reflué jusqu'au début de 2018 (Graphique 6, partie A). Quoique supérieures aux objectifs, les anticipations d'inflation se sont orientées à la baisse. Toutefois, la capacité de la politique monétaire à endiguer l'inflation s'est vu singulièrement bridée par la faiblesse du canal du crédit et par la nécessité d'ajuster simultanément les prix relatifs à mesure que l'on réduisait les subventions massives héritées des politiques antérieures. Des négociations salariales basées sur l'inflation antérieure n'ont fait qu'ajouter à une inertie déjà grande de l'inflation.

Les objectifs d'inflation ont été révisés à deux reprises par l'exécutif, ce qui a sans doute dégradé encore la faible crédibilité de la politique monétaire (Graphique 6, partie B). La révision de décembre 2017, en particulier, qui a conduit la Banque centrale à abaisser ses taux d'intérêt sur fond de forte inflation, a suscité des interrogations quant à l'indépendance de fait des autorités monétaires. D'un point de vue formel, la Banque centrale n'est pas indépendante puisque son gouverneur peut être révoqué et remplacé par le pouvoir exécutif, après consultation du Congrès dont l'avis est non contraignant. Sans compter que la pratique du financement par création monétaire *via* des transferts réguliers des bénéfices non réalisés au Trésor, qui s'est poursuivie jusqu'au 7 juin 2018, a sapé l'indépendance financière de la BCRA. L'inflation sous-jacente a amorcé une montée abrupte à la suite de ces évolutions.

Graphique 6. L'inflation est montée en flèche au fil de la révision des objectifs



Note : Dans la partie A, l'inflation globale et l'inflation sous-jacente correspondent aux indices nationaux à partir de leur création en janvier 2017, complétés par les variations mensuelles établies à partir des indices correspondant à la région de la capitale avant cette date.

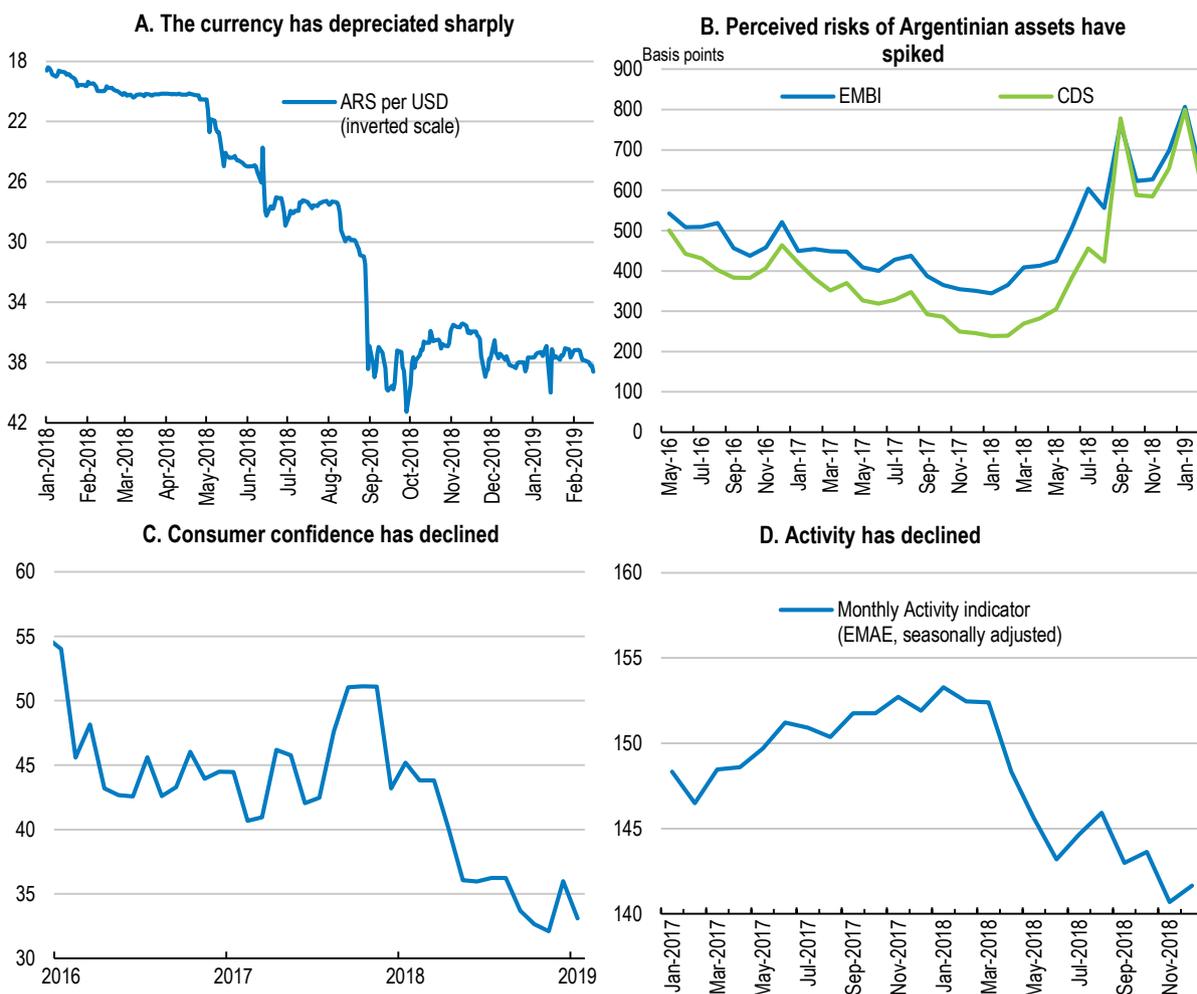
Sources : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) ; Banque centrale de la République argentine (BCRA).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942410>

Une profonde récession s'est amorcée à l'issue d'une inversion de l'afflux de capitaux

Dans un tel contexte de multiplication des facteurs de vulnérabilité, les marchés ont réagi, dès la fin d'avril 2018, par des sorties soudaines d'investissements en actifs libellés en peso. La valeur de la monnaie nationale a brusquement diminué avec, en toile de fond, une sérieuse perte de confiance, la hausse des primes de risque, une croissance en berne et une montée de l'inflation (Graphique 7). Au cours des six mois qui ont suivi, le peso a perdu près de la moitié de sa valeur. S'il est difficile de ne retenir qu'une seule et unique raison à cet enchaînement inattendu des événements, plusieurs facteurs peuvent être avancés, parmi lesquels la montée des taux d'intérêt aux États-Unis et la perte d'appétence en découlant pour les actifs de marchés émergents, le lent repli du déficit budgétaire global, une demande en berne pour le peso argentin à la suite d'un épisode de sécheresse exceptionnelle et de l'effondrement connexe des exportations agricoles, ainsi qu'un manque de confiance dans l'indépendance de la Banque centrale et la conduite de la politique monétaire. Selon certaines estimations, globalement, les entrées de capitaux dans les économies de marché émergentes ont diminué de 120 milliards USD environ entre 2017 et 2018 (Institute of International Finance, 2018^[11]), et la perte de recettes d'exportations agricoles liée aux conditions météorologiques a représenté 8 milliards USD, soit l'équivalent de 2 % du PIB argentin.

Graphique 7. Les indicateurs à court terme se sont dégradés



Sources : Banque centrale de la République argentine (BCRA) ; Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) ; base de données CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942429>

Menacées de perdre leur accès aux marchés financiers internationaux et d'une grave pénurie de liquidités, les autorités ont réagi rapidement et de manière décisive en accélérant l'ajustement des finances publiques, en relevant les taux d'intérêt, en retirant de la circulation le stock de titres LEBAC à court terme et en sollicitant un accord de financement d'un montant de 56.3 milliards USD auprès du Fonds monétaire international (FMI) (Encadré 2.).

L'approche graduelle suivie jusque lors pour ajuster les finances publiques a été abandonnée et les objectifs fixés désormais sont de résorber intégralement le déficit primaire en 2019 et d'atteindre un excédent primaire de 1 % du PIB en 2020 (Graphique 8). Ces nouveaux objectifs impliquent un effort budgétaire de près de 6 % du PIB sur la période 2018-20, ce qui constitue un assainissement de grande ampleur par rapport au passé et comparativement à d'autres pays. Cette forte contraction budgétaire pèsera sur la croissance et sa mise en œuvre sans majorité au Congrès sera difficile. Mais dans le même temps, ne pas respecter ces engagements budgétaires coûterait beaucoup plus cher à

l'économie, entraînant notamment une crise économique majeure. L'adhésion aux objectifs budgétaires constituera un révélateur de la volonté réelle des autorités et devrait être une priorité.

Encadré 2. Programme du FMI pour l'Argentine

Entre la fin du mois d'avril et septembre 2018, la monnaie de l'Argentine a perdu la moitié de sa valeur, lorsque les investisseurs ont fui le peso pour investir dans des actifs en dollar. Ce mouvement de fuite s'est expliqué par une perte de confiance engendrée par le caractère graduel du plan d'ajustement économique, notamment la lente réduction du déficit budgétaire global, qui a entraîné d'importants besoins de financement extérieur, et par le fait que l'inflation s'était à nouveau envolée après un épisode d'assouplissement de la politique monétaire.

En juillet 2018, le gouvernement a conclu un accord de financement d'un montant de 50 milliards USD avec le Fonds monétaire international (FMI), lequel a été renégocié et porté à un total de 56.3 milliards USD en septembre pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des financements de marché en 2019 et 2020. Le programme du FMI repose sur quatre piliers.

Le premier de ces piliers consiste à regagner la confiance des marchés en diminuant les besoins de financement de l'État fédéral, via de nouveaux objectifs de solde primaire fixés à 0 % en 2019 et à 1 % en 2020, dans le cadre d'un budget approuvé par le Congrès en novembre 2018. D'autres mesures structurelles sont également prévues au titre de ce pilier : assurer suffisamment de ressources à l'office budgétaire du Congrès, nouvellement créé, et renforcer les autorités fiscales.

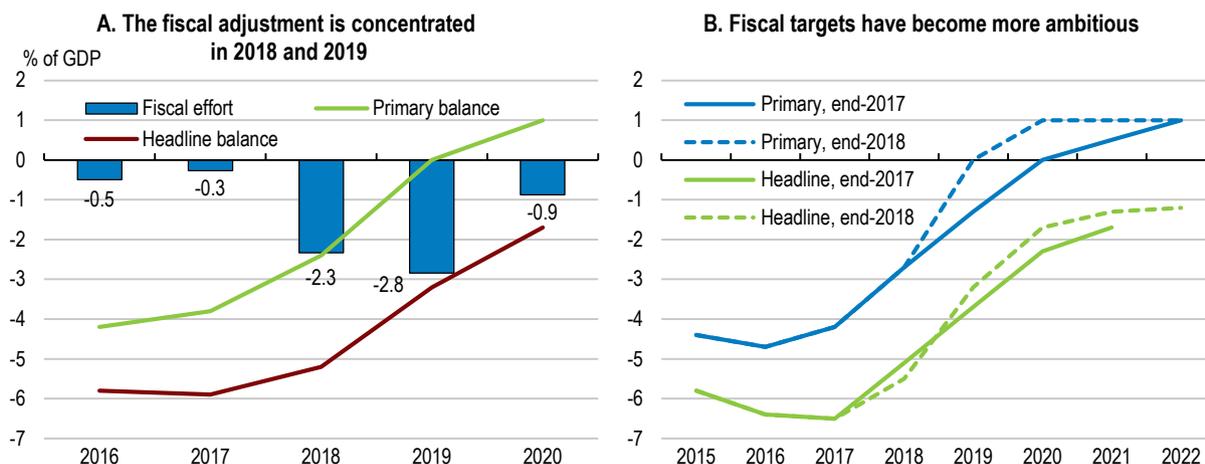
Le second pilier consiste à protéger les catégories les plus vulnérables de la société en renforçant le filet de protection sociale, notamment en révisant la conception des programmes d'aide et en « sanctuarisant » les dépenses sociales, en ménageant la possibilité, dans certaines conditions, de prendre en charge des dépenses supplémentaires au titre de mesures d'aide sociale préalablement identifiées, dispensées sous conditions de ressources.

Le troisième pilier a pour but de renforcer la crédibilité de la Banque centrale en la dotant d'une plus grande indépendance institutionnelle et de plus d'autonomie opérationnelle, grâce à une nouvelle charte qui sera soumise au Congrès. Il vise également à améliorer le bilan de la Banque centrale et à faire disparaître les effets de la Banque centrale (LEBAC, *Letras del Banco Central*), titres de dette à court terme libellés en peso, détenus par le grand public. Un nouveau type de titres de dette émis par la Banque centrale, les bons de liquidité (LELIQ, *Letras de Liquidez*), ne sera vendu qu'aux banques résidentes. Les anciens titres non transférables et non porteurs d'intérêt de la dette publique seront rachetés au fil du temps pour réduire les créances nettes de la Banque centrale sur les administrations publiques et redresser son bilan.

Enfin, le quatrième pilier consiste à alléger les tensions qui pèsent sur la balance des paiements en reconstituant les réserves internationales et en réduisant le déficit des paiements courants.

Des ajustements de cette ampleur impliquent des choix délicats. Si certaines des mesures d'assainissement envisagées auront des effets secondaires limités sur la croissance et l'inclusivité à court terme, d'autres mesures nécessiteront parfois de faire des arbitrages entre l'assainissement des finances publiques et d'autres objectifs de l'action publique, que la mise en place de réformes structurelles pourra faciliter (OCDE, 2013^[3]). L'ajustement budgétaire repose en priorité sur la réduction des dépenses, avec notamment des coupes dans les dépenses d'équipement (à hauteur de 0.5 % du PIB), de nouvelles réductions des subventions (0.7 % du PIB), le gel des salaires réels et des embauches dans la fonction publique (0.2 % du PIB) et une réduction de 20 % en termes réels de toutes les autres dépenses courantes (0.2 % du PIB).

Graphique 8. Les efforts d'assainissement budgétaire sont concentrés en début de période



Note : L'effort budgétaire se mesure par la variation du solde structurel primaire, en glissement annuel, corrigé des variations cycliques.

Sources : Ministère du Trésor ; base de données CEIC ; calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942448>

Les augmentations de recettes proviendront d'une nouvelle taxation temporaire des exportations, applicable jusqu'à la fin de 2020, de 10 % sur les exportations de produits primaires et de services, et de 7.5 % sur toutes les autres exportations. Cette mesure devrait engendrer un supplément de recettes égal à 1.1 % de PIB par an et présente l'avantage d'être d'application simple. Certes, de nouvelles restrictions aux échanges internationaux vont à l'encontre de la nécessaire réorientation de l'économie vers l'extérieur et peuvent uniquement être justifiées par l'urgence de la situation, mais les autorités ont clairement indiqué qu'elles voyaient cette taxation comme une mesure d'urgence temporaire. En outre, il importe de noter que dans le contexte actuel, ces taxes permettront de récupérer seulement en partie la dépréciation de 50 % du peso. S'agissant des exportations hors produits de base, un domaine dans lequel – à la différence de l'agriculture – la compétitivité s'est trouvée être une question sensible par le passé, les autorités devront vérifier jusqu'à quel point les nouvelles taxes ralentissent le développement de nouveaux débouchés à l'exportation. De même, il est d'une importance cruciale de veiller à ce que ces nouvelles taxes ne soient pas prolongées au-delà de 2020 dans l'hypothèse où elles n'auraient pas pu être supprimées avant.

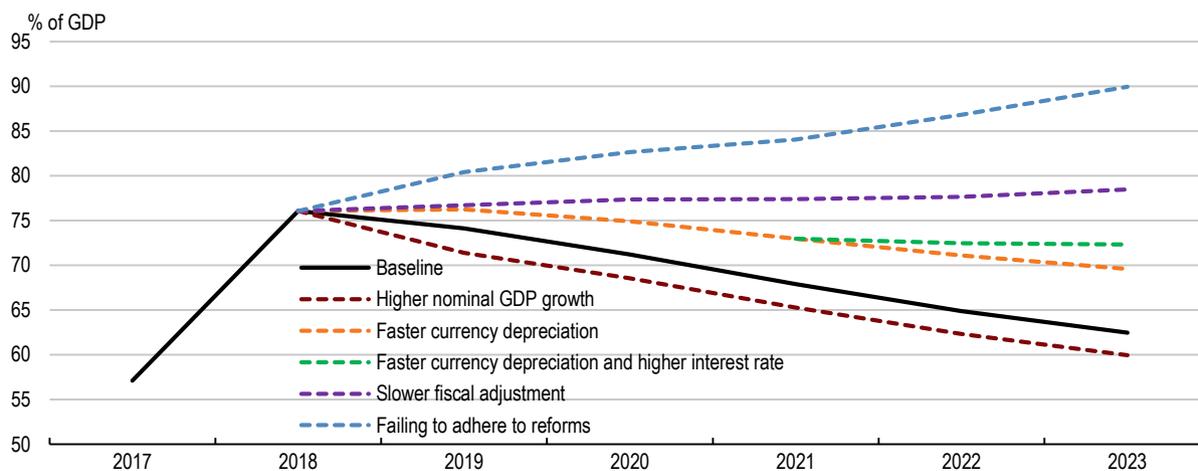
Les dépenses sociales, qui constituent plus de la moitié des dépenses primaires, bénéficient actuellement d'une protection et pourraient augmenter encore pour atténuer les difficultés sociales engendrées par la crise. En effet, l'accord conclu avec le FMI laisse une marge de manœuvre de 0.2 % de PIB pour augmenter les dépenses affectées à des prestations sociales bien ciblées pour le cas où les indicateurs de mesure en temps réel de la pauvreté viendraient à se détériorer, une marge qu'il conviendra d'utiliser aussi souvent que nécessaire.

Après une progression de plus de 30 points de pourcentage du fait de la dépréciation monétaire, la dette publique brute devrait atteindre 76 % du PIB à la fin de 2018, soit l'un des taux d'endettement parmi les plus élevés des économies émergentes. Plus de 75 % de cette dette sont libellés en devises et les paiements d'intérêts représentent 2.8 % du PIB, soit un niveau supérieur à la moyenne de l'OCDE, proche de 2 % du PIB. Selon le scénario de référence retenu dans l'exercice de simulation (Graphique 9), le programme budgétaire actuel serait suffisant pour que le ratio dette/PIB diminue dès 2020 et atteigne 62 % du PIB en 2023. La trajectoire de maîtrise de la dette publique brute serait cependant exposée à des risques et les perspectives de sa viabilité sembleraient moins favorables selon plusieurs autres scénarios. Ainsi, l'incapacité à respecter les objectifs budgétaires ambitieux fixés désormais et le maintien du déficit primaire de 2018 entraîneraient une progression continue de la dette, qui atteindrait 78 % du PIB en 2023. Un regain de turbulences sur les marchés, qui entraînerait une dépréciation plus rapide de la monnaie et un relèvement des taux d'intérêt du marché dès 2021, à un moment où les financements de marché devraient à nouveau couvrir une grande partie des besoins de financement publics, aurait pour effet de niveler la courbe descendante de la dette. Enfin, dans un autre scénario où les réformes seraient en panne, qu'il s'agisse de l'ajustement des finances publiques ou des réformes structurelles, aboutissant à une croissance plus faible, à une plus forte dépréciation de la monnaie et à une hausse des taux d'intérêt de marché, les niveaux de la dette ne cesseraient de progresser pour s'établir à 90 % du PIB.

À terme, il conviendrait que les autorités redoublent d'efforts pour accroître la part de la dette en monnaie nationale, afin de réduire les facteurs de vulnérabilité que fait peser l'évolution du taux de change sur les finances publiques, même s'il faudra du temps pour restaurer la nécessaire confiance des investisseurs dans la stabilité macroéconomique et dans les actifs libellés en peso assortis d'échéances plus longues. Actuellement, les analyses de viabilité de la dette sont hautement sensibles au taux de change retenu comme hypothèse.

Cela dit, plus de 40 % de la dette publique sont détenus par d'autres entités du secteur public, dont la caisse de sécurité sociale, et ne présentent aucun risque de refinancement. S'agissant du risque de liquidité, la dette nette, qui s'établit à 50 % du PIB, constitue sans doute une mesure plus exacte. Elle devrait être ramenée en deçà de 40 % du PIB d'ici à 2023, selon le scénario de référence, et n'excéderait 55 % du PIB cette même année dans aucun des scénarios envisagés. Il reste toutefois que si l'administration centrale venait à avoir des difficultés de paiement, celles-ci pourraient se propager à long terme à d'autres composantes des administrations publiques, notamment à l'administration de sécurité sociale, et créer une boucle de réaction négative.

Graphique 9. La dette publique brute se stabiliserait selon plusieurs scénarios



Note : Les hypothèses retenues dans le scénario de référence sont un déficit primaire égal aux objectifs fixés par les autorités et un taux de change réel qui s'apprécie, en moyenne, de 3 % par an entre 2019 et 2023. Les chiffres de croissance du PIB réel retenus sont ceux indiqués dans le Tableau 1 ; ce chiffre est de 2.5 % par an ultérieurement. La composition monétaire de la dette publique est supposée constante. L'hypothèse retenue pour un scénario d'ajustement budgétaire plus lent est de 2 % de PIB, moins l'effort d'ajustement budgétaire de chaque année sur la période 2019-2023, les autres variables demeurant inchangées. Le scénario d'une croissance supérieure du PIB nominal retient pour hypothèse une hausse combinée du taux de croissance du PIB réel et de l'inflation de 5 points de pourcentage chaque année. Le scénario d'une dépréciation plus rapide de la monnaie part de l'hypothèse d'une hausse de plus de 20 % du taux de change ARS/USD chaque année. Quant au scénario d'une dépréciation plus rapide de la monnaie et d'une hausse des taux d'intérêt, il retient en plus l'hypothèse d'un relèvement de 200 points de base des taux d'intérêt sur la dette en USD, comme sur la dette en ARS, et ce dès 2021, lorsque le recours au financement de marché gagnera à nouveau en importance. Enfin, le scénario de l'incapacité à adhérer aux réformes retient pour hypothèses un effort d'ajustement des finances publiques plus lent, de 2 % de PIB par an, une croissance plus lente, de 2 %, du fait de la non-application des réformes structurelles, auxquels il faut ajouter une dépréciation plus rapide de la monnaie et le relèvement des taux d'intérêt dès 2021, comme dans le scénario ci-dessus.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942467>

Les autorités monétaires ont mis un frein à la croissance de la masse monétaire, passée de 44 % en glissement annuel à la fin du mois de septembre à un taux mensuel de 0 % dès octobre, et se sont engagées à la maintenir quasiment constante jusqu'en juin 2019. Cette décision modifie l'objectif de la politique monétaire, qui passe du ciblage de l'inflation à celui de la masse monétaire, au moins à titre temporaire, le retour au ciblage de l'inflation étant envisagé une fois que celle-ci aura baissé notablement. Avec une inflation à 51 %, cette nouvelle politique monétaire aura un fort effet récessif et se traduit actuellement par un taux d'intérêt de référence de 64 %, en baisse par rapport au pic de 73 % qu'il avait atteint en octobre 2018. Alliée à une politique budgétaire récessif et à la modération salariale dans le secteur public, laquelle pourrait aider à guider la négociation collective dans d'autres secteurs, l'orientation actuelle de la politique monétaire entraînera sans doute une baisse significative de l'inflation.

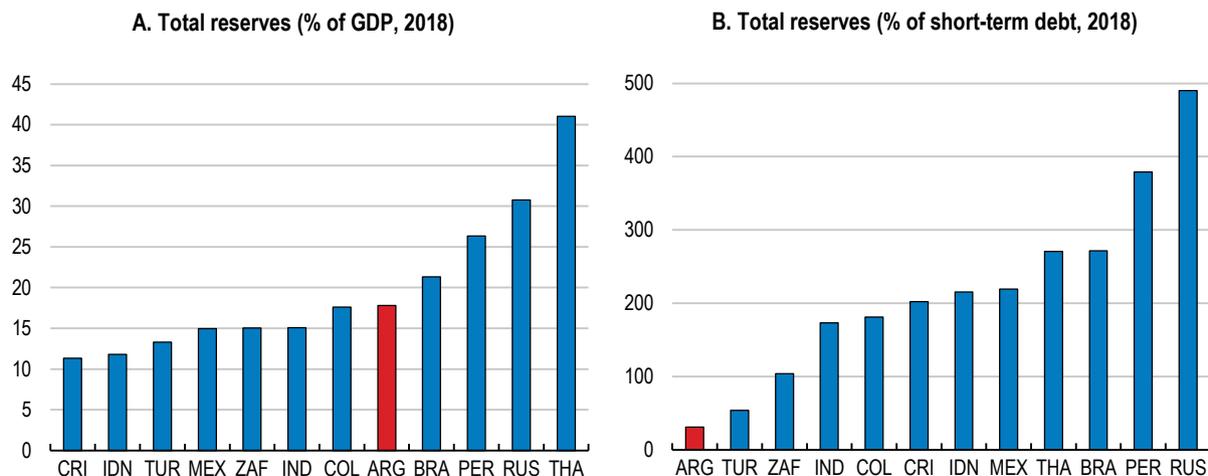
Le nouveau gouvernement en place renforce la transparence, les variations de la masse monétaire pouvant être observées rapidement. Cela étant, les inconvénients notoires d'une politique de ciblage monétaire ont conduit par le passé certains pays à l'abandonner au profit du ciblage de l'inflation. Surtout, les variations de la vitesse-revenu de la monnaie,

laquelle mesure les liens entre monnaie et revenus nominaux, peuvent entraîner une relation instable entre les agrégats monétaires et l'inflation. Dans le contexte actuel de forte inflation et de forte volatilité, cette possibilité pourrait faire perdre de l'efficacité au ciblage monétaire. Cependant, l'efficacité du précédent épisode de ciblage de l'inflation, basé sur les variations de taux d'intérêt, avait pâti de la faiblesse des canaux de transmission, en particulier en temps de crise lorsque le volume des transactions de crédit, déjà faible, s'était asséché un peu plus encore et que la crédibilité de la politique monétaire avait suscité des doutes. Dans ce contexte, la fixation d'objectifs pour l'offre de monnaie constitue une mesure temporaire raisonnable, mais les objectifs de réduction de l'inflation sont tout aussi importants.

Un nouveau cadre qui limite les interventions aux seuls cas d'extrême volatilité, c'est-à-dire lorsque le taux de change quitte un corridor flottant, rend compte des arbitrages opérés entre le maintien d'une faible volatilité du taux de change pour ancrer les anticipations et la rareté des réserves de change. Ainsi, si le taux de change ARS/USD sort du corridor de $\pm 15\%$, les interventions quotidiennes de la Banque centrale pour renforcer le peso sont limitées à 150 millions USD. Dans le même temps, la Banque centrale peut acheter des réserves de change limitées sans avoir à les stériliser, si le taux de change recule en deçà de la limite inférieure du corridor. Ce cadre devrait permettre de faire baisser les taux d'intérêt déterminés par le marché.

Avant septembre 2018, les interventions de la Banque centrale sur les marchés de change avaient abouti à des ponctions dans les réserves de 13 milliards USD, mais n'avaient eu qu'un succès limité en termes de stabilisation du peso. À 18 % du PIB, les réserves de change placent l'Argentine en milieu de classement international, mais mesurées en proportion de la dette à court terme, leur niveau est beaucoup faible (Graphique 10). Cela réduit considérablement les possibilités d'intervention sur les marchés de change. Le nouveau régime de change établit un juste équilibre entre la préservation de la flexibilité du taux de change et limitation des interventions, d'une part, et les préoccupations légitimes suscitées par l'extrême volatilité du cours du change, qui influe fortement sur les anticipations en Argentine, d'autre part.

L'Argentine est en train de remédier à un certain nombre de faiblesses institutionnelles dans son cadre de politique monétaire. Les autorités se sont engagées à recapitaliser la Banque centrale jusqu'à atteindre des niveaux de fonds propres clairement définis, et les financements futurs par création monétaire seront limités aux bénéfices réalisés, sous réserve que la BCRA ait été recapitalisée. En outre, le Trésor rachètera d'anciens titres obligataires non transférables détenus par la Banque centrale (d'un montant actuel de 33 milliards USD). Les modifications apportées à la charte de la Banque centrale renforceront son indépendance par le fait qu'elles préciseront clairement les conditions et procédures en vertu desquelles les membres du Comité de politique monétaire peuvent être révoqués, et qu'elles recentreront son mandat sur la stabilité des prix. Toutefois, ces modifications ne sont toujours pas mises en œuvre et n'ont pas encore été approuvées par le Congrès. L'entrée en vigueur de ces modifications sera d'une importance cruciale pour abaisser durablement le taux d'inflation

Graphique 10. Les réserves de change sont faibles en termes de comparaison internationale

Sources : Fonds monétaire international (FMI), Base de données CEIC, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942486>

Une reprise devrait s'amorcer en 2019

Dans ce contexte difficile, l'économie a basculé dans la récession au deuxième trimestre de 2018, la demande intérieure se contractant vivement. Simultanément, l'Argentine a vu ses exportations reculer en raison d'une sécheresse record, qui s'est traduite par une récolte exceptionnellement mauvaise.

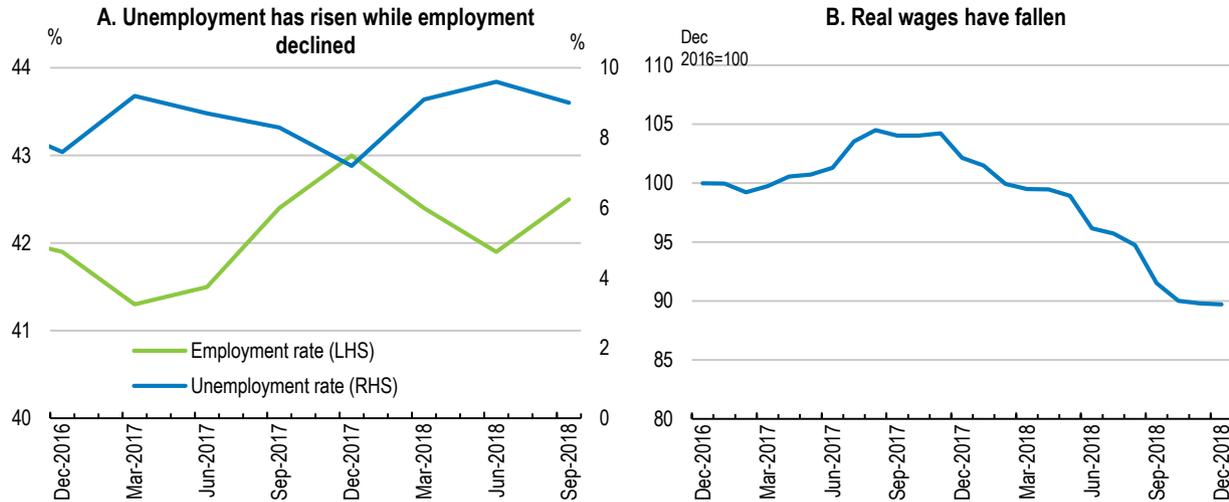
Dans les temps à venir, divers facteurs continueront de peser sur la demande intérieure. La confiance se redresse lentement à la suite des turbulences intervenues entre mars et septembre 2018, et ce rétablissement exigera à la fois des améliorations visibles des résultats budgétaires et de l'inflation, ainsi qu'une stabilisation du taux de change. Compte tenu de la forte dollarisation de l'économie, le taux de change est une des variables économiques les plus observées.

D'après les prévisions de l'OCDE, tant la politique budgétaire que la politique monétaire exerceront des effets de freinage importants sur la croissance, qui dureront au moins jusqu'en juillet 2019 dans le cas de la politique monétaire et bien au-delà du début de l'année 2020 s'agissant de la politique budgétaire. Les taux d'intérêt intérieurs, qui revêtent un caractère endogène dans le nouveau régime monétaire, diminueront pour autant que la demande d'actifs libellés en monnaie locale se redresse, ce qui dépend étroitement de la stabilisation du taux de change.

L'accélération de l'inflation a freiné la consommation des ménages et touché particulièrement durement les personnes ayant de faibles revenus d'activité. Le chômage a augmenté et le salaire réel moyen a diminué de 12 % au cours des 11 premiers mois de 2018 (Graphique 11). Ce recul a été particulièrement prononcé dans les deux régions du nord, les plus pauvres du pays. L'investissement, qui était le principal moteur de l'expansion économique, s'est vivement contracté sur fond d'incertitude grandissante, de montée des prix des importations et de durcissement des conditions financières. Peu de projets d'investissement offriront des rendements supérieurs aux taux d'intérêt actuels en monnaie

locale, et un assouplissement des conditions financières sera un déterminant essentiel du déroulement de la reprise.

Graphique 11. La situation du marché du travail s'est dégradée



Note : Les salaires réels correspondent à la rémunération des emplois publics ainsi que des emplois privés formel et informels, corrigée par l'indice des prix à la consommation (IPC).

Sources : Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) et CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942505>

Dans ce contexte, le taux de croissance s'est effondré en 2018 et selon les prévisions de l'OCDE, le retour à une croissance positive – en glissement trimestriel – ne devrait pas avoir lieu avant la mi-2019, ce qui implique que la croissance sera négative en 2019 au regard de l'évolution du niveau moyen annuel du PIB. Le chômage, dont la réaction est généralement décalée dans le temps, augmentera en 2020 (Tableau 1). L'utilisation des marges de manœuvre budgétaires prévues par l'accord conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour accroître les dépenses consacrées à des prestations sociales judicieusement ciblées peut atténuer l'augmentation probable de la pauvreté, et ces marges de manœuvre devraient être exploitées si les indicateurs de pauvreté se dégradent. Dans le cadre des mesures prises face à la crise, les personnes percevant des allocations familiales sous conditions de ressources ont déjà reçu des versements exceptionnels et bénéficié d'ajustements en fonction de l'inflation.

Les exportations ouvriront la voie à une sortie de récession en 2019, tandis qu'il faudra davantage de temps à la demande intérieure pour se redresser, compte tenu de l'orientation restrictive des politiques monétaire et budgétaire. L'amélioration anticipée des résultats à l'exportation repose sur plusieurs facteurs. Tout d'abord, les prévisions des experts concernant la production agricole sont prometteuses, dans la mesure où les conditions météorologiques devraient être favorables (USDA, 2018^[4]). La récolte de blé qui s'est récemment achevée a été très volumineuse et a confirmé ces perspectives. Pour l'heure, les produits agricoles représentent environ 40 % des exportations (Tableau 2). À supposer que les prix des exportations agricoles restent stables, la pleine concrétisation de ces prévisions en volume se traduirait par une croissance des exportations proche de 16 % en 2019.

Par ailleurs, l'amélioration de la compétitivité du taux de change réel stimulera sans doute également les exportations non agricoles. Les exportations de produits non primaires ont augmenté de 27 % en volume en rythme annuel au second semestre de 2018. Le niveau auquel s'établit aujourd'hui le taux de change est le plus compétitif que l'Argentine ait connu depuis 10 an (IERAL, 2018^[5]) s. Le déficit actuel des paiements courants, qui s'établit à 6 % du PIB, devrait diminuer en 2019, et continuer de baisser en 2020.

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB au prix du marché	-2.5	2.7	-1.8	2.9	-2.5	-1.5	2.3
Consommation privée	-4.4	3.5	-1.4	1.2	-2.1	-4.1	2.1
Consommation publique	2.9	6.8	0.3	2.2	-3.5	-4.9	-2.6
Formation brute de capital fixe	-6.8	3.8	-5.1	11.0	-5.1	-15.3	3.3
Demande intérieure totale	-3.9	4.0	-1.6	6.3	-2.6	-5.3	1.6
Variation des stocks ¹	-0.3	-1	-0.5	1.8	0.1	0.4	0.0
Exportations	-7.0	-0.6	3.7	0.4	-2.0	15.0	7.9
Importations	-11.5	5.7	5.4	15.0	-2.5	-4.7	4.2
Solde extérieur ¹	0.7	-0.9	-0.3	-2.0	0.1	3.0	0.9
Autres indicateurs							
Inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) ²	38.4	24.0	42.4	24.8	47.6	34.0	25.0
Inflation sous-jacente ³				21.1	47.7	33.0	25.0
Taux de chômage	... ⁴	...	8.5	8.4	9.5	12.0	13.0
Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)	-4.0	-5.6	-5.8	-5.9	-5.2	-3.2	-1.7
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	...	-4.4	-5.0	-3.8	-2.4	0.0	1.0
Dette du secteur public (brute, en pourcentage du PIB)			55.0	57.6	76.1	74.1	71.2
Solde des paiements courants (en pourcentage du PIB)	-1.5	-2.7	-2.8	-5.6	-5.2	-1.2	-0.6

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. Avant 2017, uniquement pour le Grand Buenos Aires. Fin de période, variation entre décembre et décembre.

3. Fin de période, variation entre décembre et décembre.

4. Non comparable avec les données ultérieures.

Sources : Prévisions de l'OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) et Banque centrale de la République argentine (BCRA).

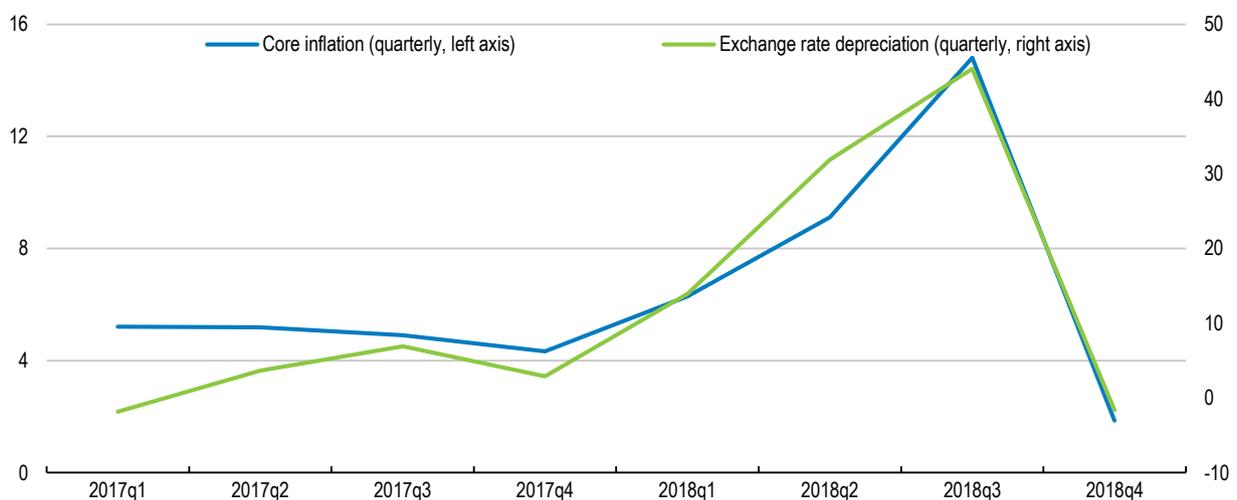
Tableau 2. Structure des exportations et des importations

Dix principales catégories de biens exportés et importés en 2017
(en % des exportations totales et des importations totales, respectivement)

Exportations (en % des exportations totales)		Importations (en % des importations totales)	
Farine de soja	15.6	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles	9.4
Maïs	6.7	Pièces et accessoires pour véhicules automobiles	4.2
Huile de soja	6.4	Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil	3.4
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	5.6	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux	3.3
Fèves de soja	4.7	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	3.1
Blé	4.0	Huiles de pétrole, autres que le pétrole brut	3.0
Or	3.9	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs parties	2.0
Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles	2.6	Médicaments	1.9
Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie	2.2	Parties et pièces détachées de machines	1.9
Crustacés	2.1	Autres véhicules aériens (hélicoptères, avions, par exemple) ; véhicules spatiaux	1.6

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données du système WITS (*World Integrated Trade Solution*).

L'inflation sera déterminée par l'évolution du taux de change, des prix administrés et des politiques macroéconomiques. Des données récentes révèlent l'existence d'une corrélation forte et presque simultanée entre la dépréciation du taux de change et l'inflation sous-jacente (Graphique 12). Le taux de change s'est stabilisé depuis septembre 2018, et les effets inflationnistes directs de la dépréciation intervenue en 2018 se sont pour l'essentiel dissipés depuis lors.

Graphique 12. La dépréciation du taux de change et l'inflation sous-jacente sont visiblement corrélées

Source : Banque centrale de la République argentine (BCRA).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942524>

Les tensions inflationnistes découlant des prix administrés, liées à la poursuite de la réduction des subventions, se sont atténuées temporairement à partir de novembre 2018, mais de nouvelles baisses des subventions sont prévues pour le premier semestre de 2019. Les prix relatifs se sont déjà considérablement ajustés. Compte tenu de l'objectif à moyen terme du gouvernement de parvenir à un taux de couverture des coûts de 90 %, il faudra réduire les subventions de 0.7 point de PIB supplémentaire en 2019. L'écart résiduel de 10 % entre les recettes et les dépenses, représentant environ 0.4 % du PIB, tient aux tarifs sociaux énergétiques récemment mis en place pour les ménages à faibles revenus et aux subventions au transport destinées aux personnes qui effectuent des déplacements domicile-travail entre la périphérie et le centre des villes en utilisant plusieurs moyens de transport.

Les politiques macroéconomiques restrictives devraient sensiblement réduire l'inflation en 2019. Néanmoins, dans la mesure où le taux d'inflation s'est établi à 51 % en glissement annuel au mois de février 2019, ce déclin sera progressif et l'Argentine devra vivre avec une forte inflation pendant un certain temps. Des analyses empiriques laissent à penser que 90 % de l'inflation mensuelle actuelle sont dus à des facteurs inertiels, une fois prises en compte les variations des politiques publiques et du taux de change. Cela limite le rythme de désinflation possible, malgré l'orientation restrictive des politiques macroéconomiques.

Les risques qui entourent la reprise subsistent

Si les prévisions actuelles se concrétisent, les paramètres macroéconomiques fondamentaux seront plus solides et les facteurs de vulnérabilité auront été réduits au terme du processus d'ajustement de l'économie. Cela se traduira par un rétablissement de la confiance et un redressement sensible de la croissance à partir de la mi-2019. Différents risques pèsent cependant sur cet ajustement.

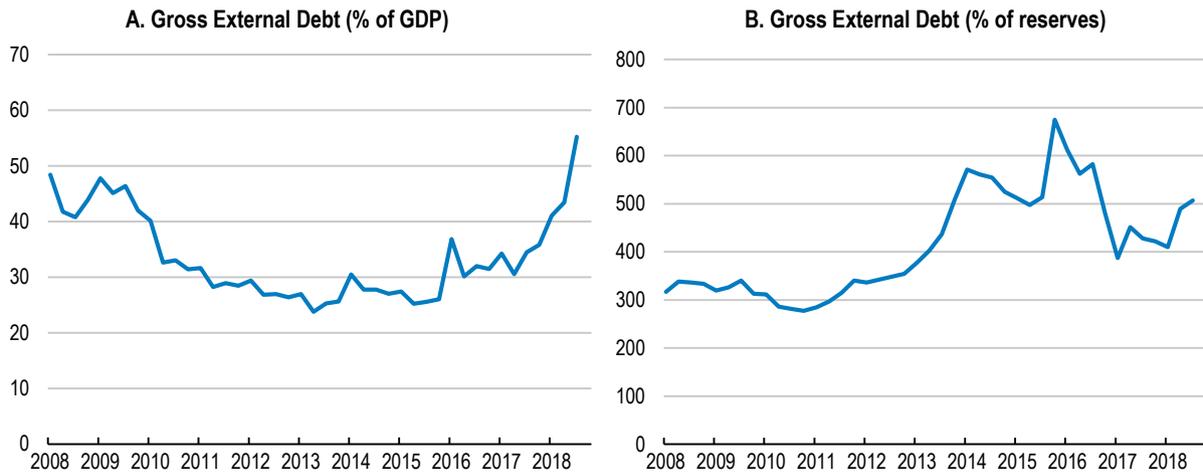
La demande intérieure pourrait se contracter davantage que prévu compte tenu du resserrement simultané des politiques budgétaire et monétaire. Les effets induits sur la demande par la contraction monétaire prévue, en particulier, sont difficiles à quantifier à ce stade. En cas de récession plus grave et plus longue, une hausse du chômage et une dégradation des indicateurs sociaux pourraient remettre en cause l'adhésion politique au processus d'ajustement et accentuer les risques politiques.

Compte tenu de l'élection présidentielle de 2019, des risques politiques entourent la mise en œuvre et le respect du programme de réformes et, partant, la sortie de la récession actuelle et la reprise économique. De fait, dans l'avenir, les phénomènes inattendus seront probablement plutôt d'origine politique qu'économique. Des réformes structurelles moins ambitieuses se traduiraient par une croissance plus faible, mais un éventuel dérapage budgétaire pourrait provoquer une soudaine perte de confiance, susceptible d'avoir des effets d'entraînement en dehors de l'Argentine, notamment une réduction de l'appétence pour le risque concernant les actifs des marchés émergents chez les investisseurs mondiaux. Un dérapage budgétaire pourrait aussi déboucher sur une augmentation des primes de risque et une dynamique non viable de la dette. Les fonds du FMI couvriront l'essentiel des besoins de financement jusqu'en 2020, atténuant les risques de liquidité à court terme.

Un regain de volatilité du taux de change éroderait sans doute la confiance et réduirait la demande d'actifs libellés en pesos, ce qui implique que les taux d'intérêt intérieurs demeureraient élevés plus longtemps, retardant le redressement de l'investissement et de la consommation. Une dépréciation plus rapide de la monnaie argentine entraînerait également une dégradation du profil de risque de la dette publique, puisque plus de 70 % de celle-ci sont libellés en devises. Cela provoquerait en outre un gonflement de la dette

extérieure, qui représente pour l'heure 55 % du PIB, soit près de 5 fois les réserves de change (Graphique 13). Cela dit, une nouvelle période d'appréciation de la monnaie argentine en termes réels pourrait annuler en partie les gains de compétitivité résultant de sa récente dépréciation.

Graphique 13. La dette extérieure a augmenté

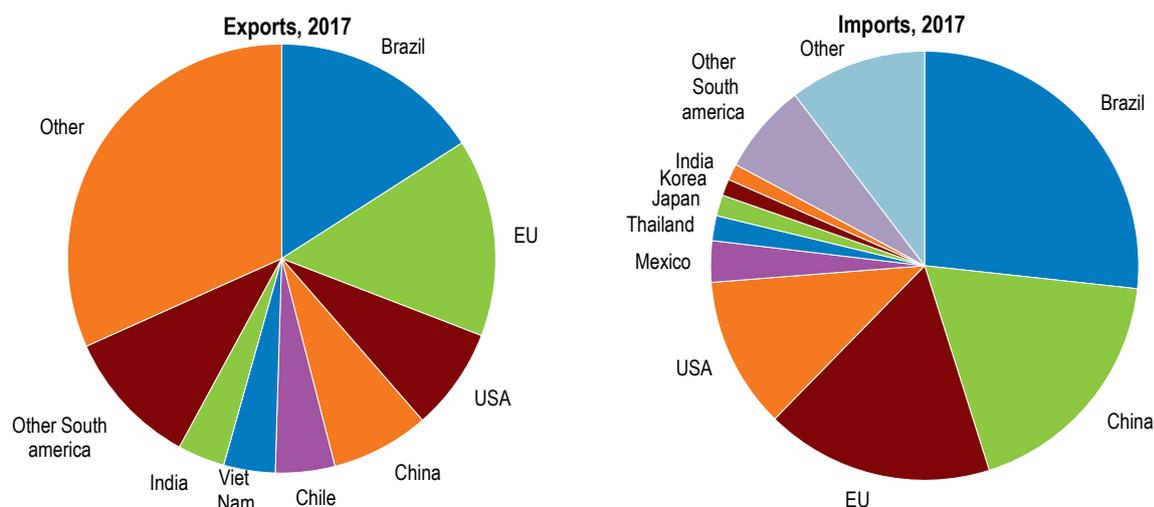


Sources : Fonds monétaire international (FMI) et CEIC.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942543>

L'ampleur de la réaction des exportations représente un risque potentiel à la hausse, compte tenu de l'incertitude qui entoure le rebond des rendements agricoles et la réaction des autres exportations à l'amélioration de la compétitivité du taux de change réel. À moyen terme, la progression des résultats à l'exportation pourrait être encore nettement plus marquée si les autorités saisissent l'occasion offerte par les récents gains de compétitivité pour réduire les obstacles aux échanges (voir le chapitre 1). À l'inverse, une croissance de plus en plus atone du commerce mondial ou un déraillement de la reprise au Brésil, qui est le principal partenaire commercial de l'Argentine, pourraient entraîner une réduction de la demande d'exportations (Graphique 14).

Graphique 14. Principaux partenaires commerciaux



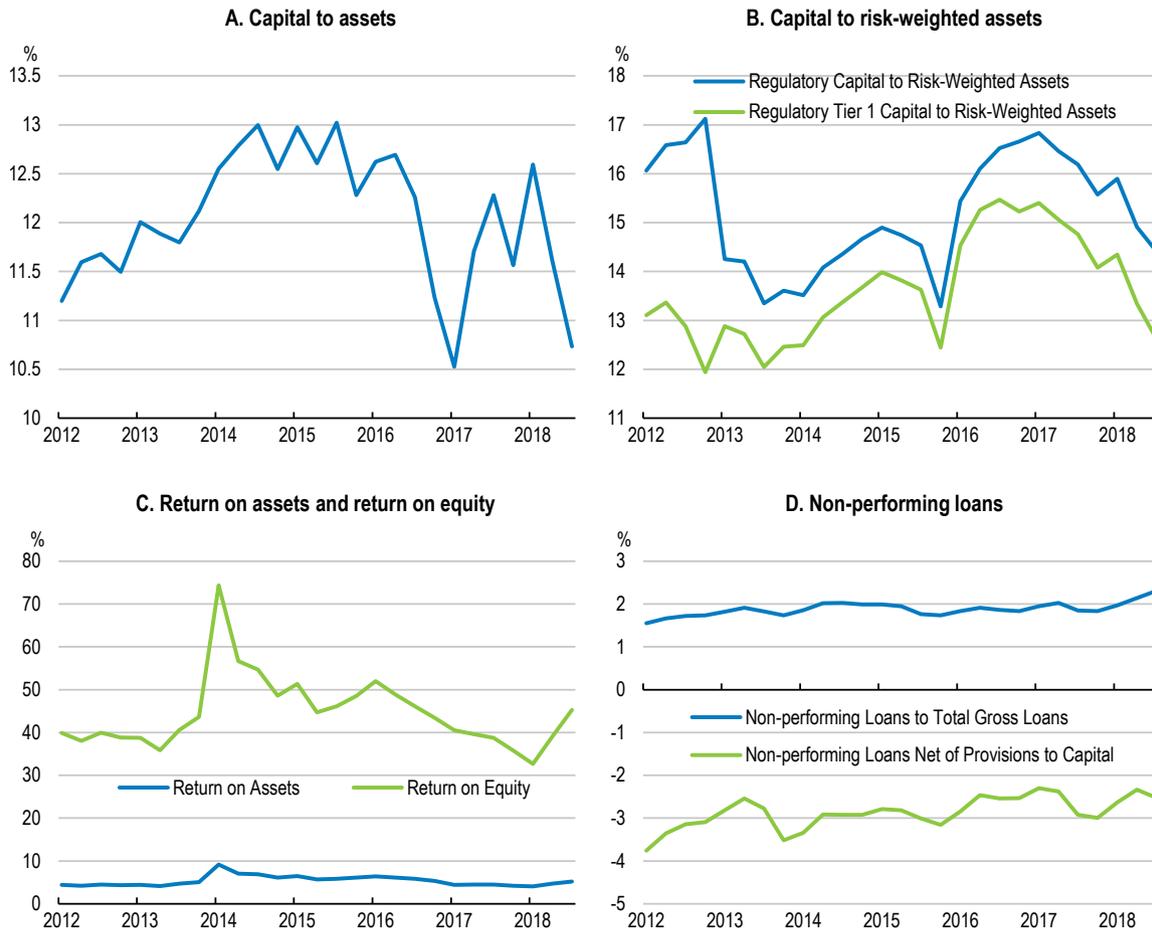
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la base de données du système WITS (*World Integrated Trade Solution*).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942562>

La réduction des risques d'inflation pourrait être remise en cause par d'éventuelles difficultés à maintenir la croissance des salaires nominaux, dans le cadre des conventions collectives, en phase avec l'inflation future probable, par opposition à l'inflation antérieure. Enfin, à l'approche des élections d'octobre 2019, un des risques politiques réside dans un affaiblissement de la détermination à honorer les obligations de l'Argentine vis-à-vis de ses créanciers internationaux, qui pourrait déboucher sur une grave crise. Les révélations récentes de corruption généralisée sous le précédent gouvernement pourraient retarder la mise en œuvre de projets d'infrastructure. Les entreprises de construction mises en cause par ces révélations pourraient se voir interdire l'accès aux marchés de travaux publics ou aux partenariats public-privé (PPP), ce qui réduirait l'investissement.

Le secteur financier constitue également une source potentielle de risques. Les autorités estiment que la plupart des banques sont solides et peuvent résister à des niveaux de tensions importants, compte tenu de l'ampleur de leurs volants de fonds propres et de liquidité, ainsi que de la qualité de leurs actifs (Graphique 15; BCRA, 2018). Soixante et une des 77 banques que compte l'Argentine ont un ratio de fonds propres de base supérieur au seuil de 6 % préconisé par le dispositif de Bâle III. Cela dit, les ratios de fonds propres n'ont qu'une capacité prédictive limitée concernant les difficultés des banques. Sur la base des informations disponibles, les banques sont rentables et 3.1 % des prêts au secteur privé sont des créances douteuses ou litigieuses. Il existe des problèmes d'asymétrie de devises, mais en raison de règles strictes, 22 % seulement des engagements des banques sont libellés en devises. Les prêts en devises au secteur privé, qui sont uniquement accordés aux exportateurs et à leurs fournisseurs, ne représentent que 13 % des actifs bancaires et 29 % du crédit au secteur privé.

Graphique 15. Indicateurs des marchés de capitaux



Sources : Banque centrale de la République argentine (BCRA) et Fonds monétaire international (FMI).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942581>

Tableau 3. Principaux facteurs de vulnérabilité

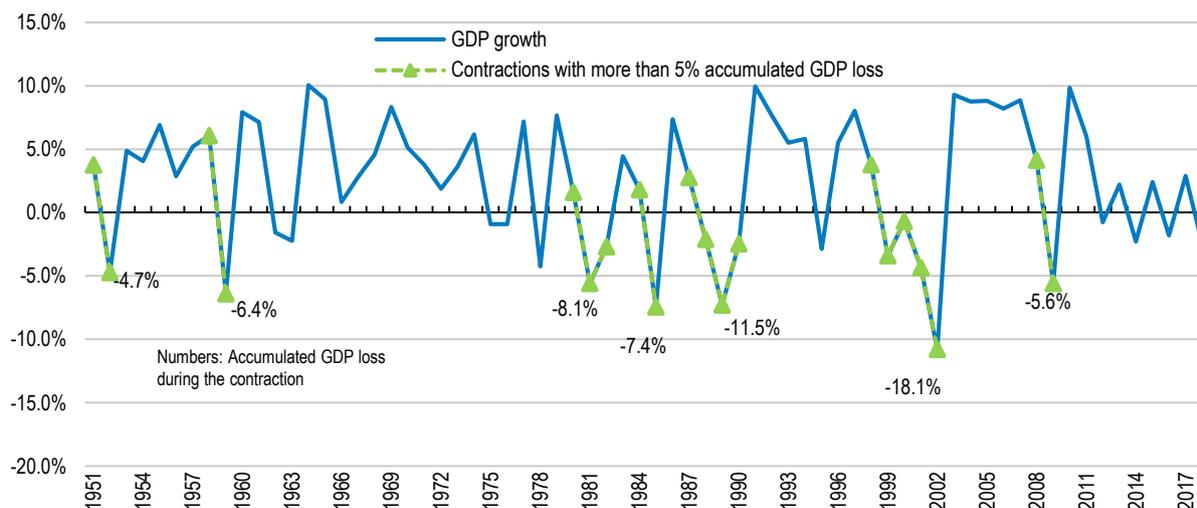
Source d'incertitude	Conséquences possibles
Non-respect des engagements budgétaires	Si un futur gouvernement décidait de ne pas honorer les engagements budgétaires pris auprès du Fonds monétaire international (FMI), celui-ci pourrait mettre fin à ses financements et l'Argentine pourrait perdre l'accès aux marchés de capitaux, ce qui déclencherait une pénurie de liquidités immédiate.
Nouvel épisode de dépréciation soudaine du taux de change	Une forte dépréciation du peso soulèverait des problèmes de viabilité de la dette publique. Cela provoquerait également une nouvelle flambée d'inflation et réduirait la confiance. L'économie basculerait alors de nouveau dans la récession.

Priorités à moyen terme pour une croissance inclusive et durable renforcée

La reprise est la priorité la plus urgente à court terme, mais l'amélioration du bien-être et de la prospérité nécessite aussi de s'attaquer à différents problèmes à moyen terme. Pour cela, il convient de concevoir des mesures qui s'appuient sur des données factuelles, mais aussi de veiller au bon échelonnement des réformes.

La trajectoire stable et durable à trouver pour sortir le pays de la crise est étroitement liée à certains enjeux structurels. Les cycles successifs de forte hausse et d'effondrement des prix des actifs, souvent déclenchés par des politiques budgétaires expansionnistes non viables, ont favorisé les mesures à court terme plutôt que la mise en œuvre de stratégies de développement à long terme, entravé le développement des marchés des capitaux et entraîné une forte dollarisation. En l'absence d'accord sur la résolution des faiblesses structurelles, il n'a été possible de corriger les excès passés que par une succession de crises et de phases de contraction qui ont en général pesé de façon disproportionnée sur les populations les plus vulnérables (Graphique 16).

Graphique 16. La croissance a fluctué

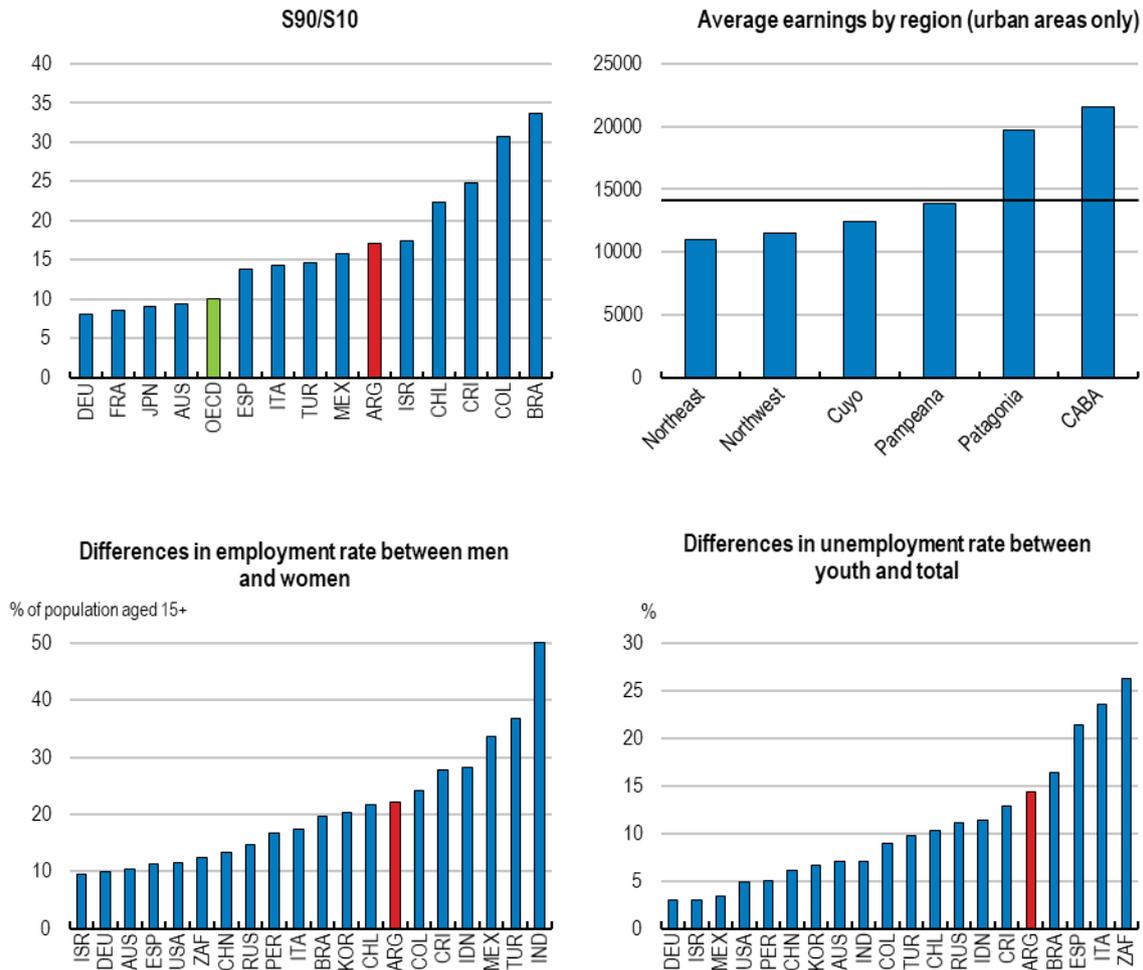


Source : Kidyba, S. et L. Suárez (2017), « Aplicación de índices encadenados al empalme de series. Argentina 1950 – 2015, Programa de investigación en cuentas nacionales (PICNA) – FCE – UBA ; calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942600>

Le pays doit d'abord se doter des bases nécessaires à l'instauration d'une période de croissance sans crise majeure pour améliorer le niveau de vie moyen. Le renforcement de la productivité jouera un rôle essentiel à cet égard, compte tenu des résultats médiocres enregistrés par l'Argentine depuis 20 ans sur ce plan (Baumann Fonay and Cohan, 2018_[6]). La création d'emplois de qualité et l'amélioration durable des salaires et des conditions de vie en dépendront. Mais la hausse de la productivité doit aussi permettre de développer les actifs productifs, en particulier d'investir dans le renforcement des compétences des citoyens, d'offrir à chacun la possibilité de contribuer aux gains de productivité et de veiller à ce que ceux-ci profitent à l'ensemble de la société (OECD, 2018_[7]).

La faible croissance de la productivité et l'instabilité économique ont entraîné de fortes inégalités. Les 10 % de la population les plus riches perçoivent un revenu 17 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres, même si l'écart est encore plus prononcé dans d'autres pays d'Amérique latine (Graphique 17). En revanche, les disparités régionales de revenu sont plus élevées que partout ailleurs dans la région (Gennaioli et al., 2014_[8]). La corrélation étroite entre le milieu socio-économique et les résultats en matière d'éducation et de santé semble témoigner de l'absence d'égalité des chances.

Graphique 17. Les inégalités présentent des aspects divers


Note : Le chômage des jeunes concerne la tranche des 15-24 ans. Les données se réfèrent à l'année 2017 ou à la dernière année connue.

Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; OIT, INDEC (enquête permanente auprès des ménages 2017).

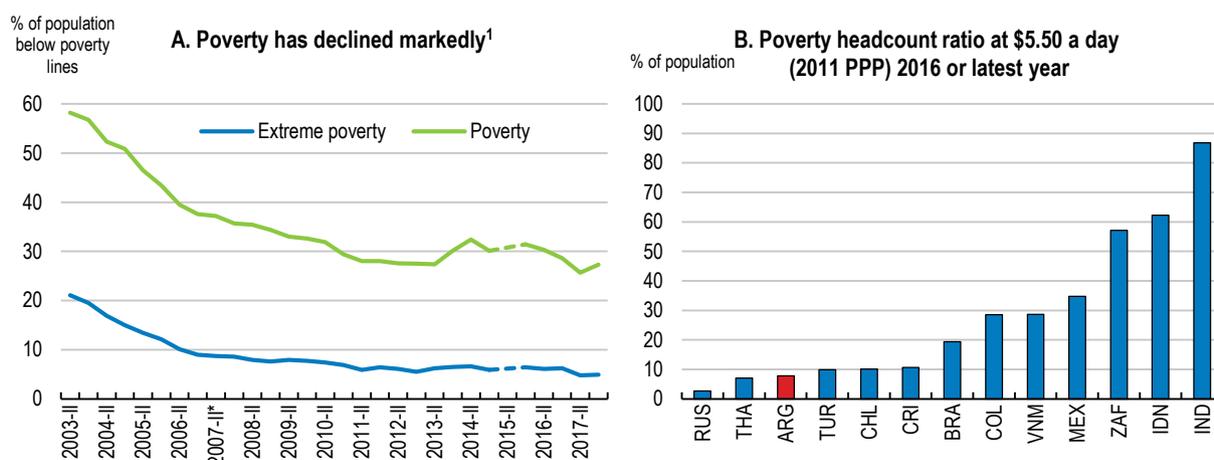
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942619>

Les femmes sont sous-représentées dans les fonctions de haut niveau de différents secteurs, en particulier dans le système judiciaire et le secteur privé. Les femmes et les jeunes réussissent moins bien sur le marché du travail, les taux de mortalité maternelle et infantile des provinces les plus pauvres sont plusieurs fois supérieurs à ceux de la capitale. En outre, ce sont souvent les femmes qui se chargent des tâches domestiques non rémunérées dans la famille. Les services sociaux et les infrastructures de garde des enfants diffèrent selon les régions, de sorte que les inégalités entre les sexes et les difficultés rencontrées par les femmes, en particulier celles qui ont de faibles revenus, pour accéder à un emploi formel, sont souvent plus prononcées dans les régions en retard et les zones rurales. Il pourrait être utile de renforcer et de développer dans ce domaine un système public complet pour atténuer les disparités sociales et géographiques, et de prendre des mesures plus vigoureuses pour que les femmes comme les hommes puissent concilier travail et vie de

famille. Les femmes sont aussi victimes de violence et rencontrent des difficultés pour accéder à des services de santé procréative. Il devrait être possible également d'appliquer des mesures, y compris temporaires, pour lutter contre les stéréotypes sociaux préjudiciables aux femmes. Les populations autochtones ont une probabilité deux fois plus élevée que les autres de vivre dans des zones insalubres et rencontrent des difficultés pour accéder à la justice, à des terres, à l'éducation, aux soins de santé et à des services fondamentaux. Enfin, la situation des migrants pourrait être améliorée, en particulier sur le plan de l'accès aux services sociaux.

Les Argentins qui vivent dans la pauvreté représentent 27 % environ de la population et ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté 5 %, bien que ces pourcentages aient baissé de moitié par rapport à ceux qui prévalaient après la dernière grande crise du début des années 2000 (Graphique 18). La pauvreté a continué de reculer en 2016 et 2017, jusqu'à ce que la récession déclenche une nouvelle hausse en 2018. Les poches de pauvreté persistantes sont inégalement réparties sur le territoire, avec une plus forte concentration dans le grand Buenos Aires et les provinces du nord.

Graphique 18. La pauvreté est en recul et plus faible que dans d'autres économies émergentes



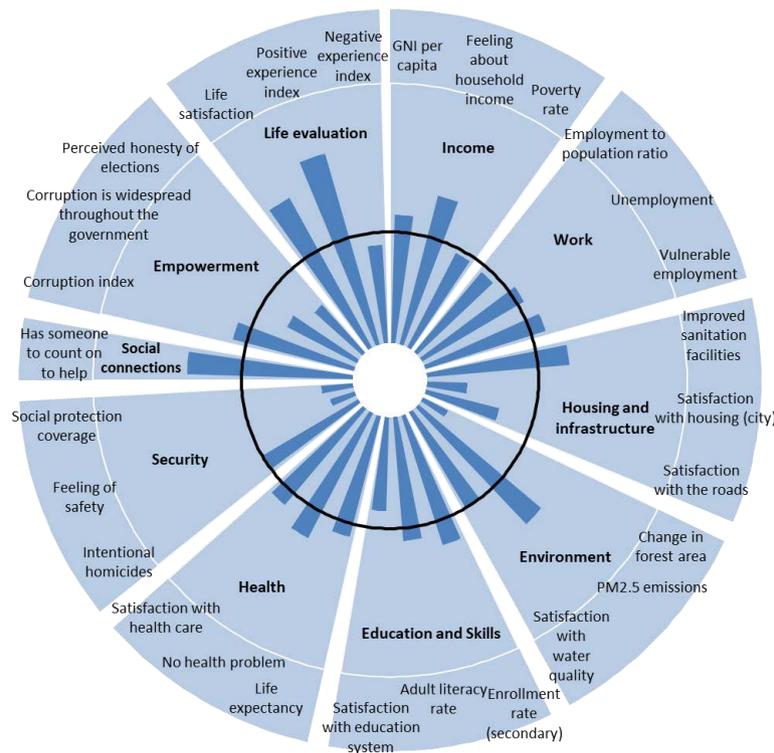
1. Les données portent sur les centres urbains de plus de 100 000 habitants. Les séries antérieures à 2016 reprennent dans la mesure du possible la méthodologie actuellement utilisée par l'INDEC, à des fins de comparabilité. Les données relatives au deuxième semestre 2015 ne sont pas disponibles.

Sources : Tornarolli (2018), Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942638>

Les résultats obtenus au regard des indicateurs du bien-être sont relativement bons pour ce qui est des liens sociaux, de la satisfaction générale et de la santé, mais plus faibles dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité, des conditions de logement et de la perception de la corruption (Graphique 19).

Graphique 19. Indicateurs du bien-être



Note : Les barres représentent les valeurs attribuées en Argentine aux différentes dimensions du bien-être et le cercle noir les valeurs attendues compte tenu du niveau de PIB par habitant du pays, sur la base d'une analyse de régression. Les valeurs qui se trouvent à l'intérieur du cercle noir correspondent aux domaines dans lesquels l'Argentine présente des résultats médiocres par rapport à ce qui pourrait être attendu d'un pays au niveau de PIB par habitant similaire.

Sources : OCDE (2015), Base de données PISA, www.oecd.org/pisa/data/2015 ; Transparency International (2016), 2016 Corruption Perceptions Index, www.transparency.org/cpi2016 ; Gallup (2017), Gallup World Poll, www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx ; et Banque mondiale (2017), Indicateurs du développement dans le monde (base de données), <https://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>. Calculs de l'OCDE fondés sur l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE – Édition 2017, www.oecdbetterlifeindex.org/fr.

Les réformes structurelles passées et récentes pourraient avoir des retombées considérables

Le pays a déjà pris d'importantes mesures pour constituer un cadre durable de politiques économiques qui offre à tous la possibilité de saisir de nouvelles opportunités de croissance, tout en protégeant ceux qui risquent de se laisser distancer (Encadré 3). D'après les estimations de l'OCDE, les réformes entreprises depuis début 2016 feront progresser le PIB de plus de 7 points de pourcentage en 10 ans, soit 0.7 point de croissance de plus chaque année.

D'autres améliorations des paramètres des politiques structurelles influenceront de façon positive sur le bien-être, l'emploi et la prospérité. À long terme, les réformes structurelles pourraient entraîner une hausse de 20 % du PIB en 10 ans, soit une croissance annuelle moyenne de 2 points de pourcentage (Tableau 4). Cette évolution se répercutera favorablement sur les revenus, mais nombre de ces réformes auront aussi pour effet de rendre la croissance plus inclusive.

La réduction des obstacles aux échanges internationaux et à l'entrepreneuriat, par exemple, renforcerait la croissance et conférerait des avantages considérables aux ménages à faible revenu (chapitre 1). Les réformes du marché du travail favoriseraient la création d'emplois de meilleure qualité et permettraient à de nombreux travailleurs exerçant à l'heure actuelle dans le secteur informel d'obtenir un emploi formel. L'amélioration du fonctionnement du secteur public contribuerait aussi à l'égalité des chances, qui dépend largement de l'existence d'institutions plus fortes. Plusieurs autres domaines d'action pourraient aussi tirer profit des réformes, même s'il n'est pas toujours facile de chiffrer leurs effets possibles sur la croissance. L'amélioration des dépenses publiques, de la fiscalité et du cadre budgétaire pourrait se traduire par des services publics de meilleure qualité, réduire les distorsions et libérer des ressources au profit de la protection sociale, particulièrement importante dans cette période difficile. En outre, la responsabilité de chacun à l'égard des générations futures doit inciter à faire un usage durable des riches ressources naturelles de l'Argentine.

Tableau 4. Des gains considérables sont attendus des réformes structurelles passées et récentes

Effets estimés de certaines réformes sur le PIB réel

Réforme	Effets des réformes mises en œuvre depuis 2016	Gains à attendre de réformes complémentaires
Réformes des marchés de produits :		
Abaissment des obstacles aux échanges (par la réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires par exemple)	2.6%	13%
Réduction des obstacles à l'entrepreneuriat (par l'allègement des charges administratives et la limitation des effets anti-concurrentiels de la réglementation)	2.6%	5.3%
Réforme du marché du travail	-	0.5%
Réduction de la corruption (par l'amélioration des lois sur la passation des marchés et des procédures de signalement par les lanceurs d'alerte par exemple)	0.8%	1.0%
Amélioration de l'efficacité du secteur public (au moyen d'audits et d'évaluations systématiques par exemple)	0.6%	0.5%
Total	6.6%	20.3%
Correspondant à une augmentation du taux de croissance annuel moyen de :	0.7 point de pourcentage	2.0 points de pourcentage

Note : Ces estimations reposent sur : i) un indicateur de l'orientation de la politique de l'Argentine dans chaque domaine d'action, établi sur la base des indicateurs OCDE/Banque mondiale sur la réglementation des marchés de produits, des indicateurs de gouvernance dans le monde, de l'indice de la facilité de faire des affaires et des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; ii) une simulation de choc dû à l'action des pouvoirs publics sur l'indicateur, consistant à rapprocher l'Argentine de la moyenne de trois pairs de la région, le Chili, la Colombie et le Mexique ; iii) le cadre analytique défini par Égert (2017)^[9], qui propose une estimation de l'impact des variations de l'indicateur de la croissance de la production à long terme sur 10 ans. Ces tentatives de quantification sont sujettes à une incertitude qui porte aussi bien sur l'ampleur des effets anticipés que sur l'horizon temporel de leur concrétisation.

Source : Calculs de l'OCDE.

Encadré 3. Réformes récentes et en cours

Depuis fin 2015, les réformes suivantes ont été mises en œuvre :

- Les contrôles des changes ont été abolis et un accord conclu avec les créanciers réfractaires à la suite du défaut de 2001 sur la dette a permis de rétablir l'accès au financement par les marchés.
- Un système complexe de licences d'importation a été remplacé par un nouveau dispositif et le nombre de biens soumis à un régime de licences non automatiques a été réduit. Les droits de douane ont été ramenés à zéro sur quelques produits comme les bloc-notes électroniques et les tablettes.
- Les statistiques nationales ont été réformées.
- Les subventions élevées et non ciblées à l'énergie et au transport ont été progressivement supprimées, mais certaines prestations ciblées à destination des usagers à faible revenu ont été maintenues.
- Les prestations sociales ont été élargies, y compris aux travailleurs indépendants.

Depuis les élections de mi-mandat d'octobre 2017, d'autres réformes ont été mises en place :

- Une réforme fiscale réduira progressivement certaines des taxes qui créent le plus de distorsions, notamment la taxe provinciale sur le chiffre d'affaires et la taxe sur les transactions financières. Elle réduit également le coin fiscal en faveur des contribuables à faible revenu, de façon à atténuer les contre-incitations à la formalisation.
- Une loi sur la concurrence a porté création d'une nouvelle autorité de la concurrence plus indépendante sur le plan personnel et financier.
- Un nouveau mécanisme d'indexation des retraites des personnes âgées a amélioré la viabilité du système.
- De nouvelles lois sur les partenariats public-privé (PPP) et sur les marchés financiers ont été adoptées.
- Une nouvelle loi sur la responsabilité budgétaire a limité de nombreux postes de dépenses des administrations au niveau national et infranational et réduit l'incertitude budgétaire pour les provinces.
- Un Service d'études budgétaires du Congrès a été créé.
- Les autorités se sont engagées à présenter un projet de loi au Congrès pour renforcer l'indépendance de la Banque centrale en interdisant le financement monétaire et en définissant clairement les conditions de licenciement de son personnel de direction.

L'efficacité des dépenses publiques et de la fiscalité pourrait être améliorée

Les dépenses publiques ont enregistré une forte augmentation, représentant 15 points de PIB en plus de dix ans, jusqu'en 2016. Une partie de ce surcroît de dépenses a débouché sur des améliorations de la protection sociale, notamment sur des dépenses supplémentaires au titre des retraites et des prestations sociales, mais les subventions et les dépenses croissantes de personnel des administrations publiques représentent une large part de ce surcroît de dépenses (Tableau 5). Cette forte augmentation a ouvert des possibilités de

réduction des dépenses publiques dans les temps à venir, notamment *via* une amélioration de leur efficacité.

Tableau 5. Compositions des recettes et des dépenses publiques

	% du PIB	2016	2017
Solde budgétaire		-5.8	-6.1
Solde primaire		-4.2	-3.8
Charges d'intérêts nettes		-1.6	-2.1
Dépenses (de l'administration centrale uniquement)		24.1	22.8
Pensions contributives		8.0	8.7
Autres dépenses sociales		3.7	3.6
Subventions		3.6	2.1
Dépenses de fonctionnement, dont la masse salariale et les transferts aux provinces		6.7	6.3
Investissement public		2.2	2.0
Recettes		30.8	30.3
Impôt sur le revenu des personnes physiques		2.1	2.2
Impôt sur les sociétés		2.9	2.8
Cotisations de sécurité sociale		6.8	6.9
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)		7.1	7.3
Taxe provinciale sur le chiffre d'affaires		3.9	4.0
Droits d'accises spécifiques		1.7	1.8
Taxes sur les exportations		0.8	0.6
Taxes sur les importations		0.8	0.6
Taxe sur les transactions financières		1.6	1.7
Impôts sur le patrimoine (aux niveaux fédéral et provincial)		1.4	1.5
Autres impôts		1.7	0.7

1. Contribution aux variations du PIB réel.

Sources : Prévisions de l'OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) et Banque centrale de la République argentine (BCRA).

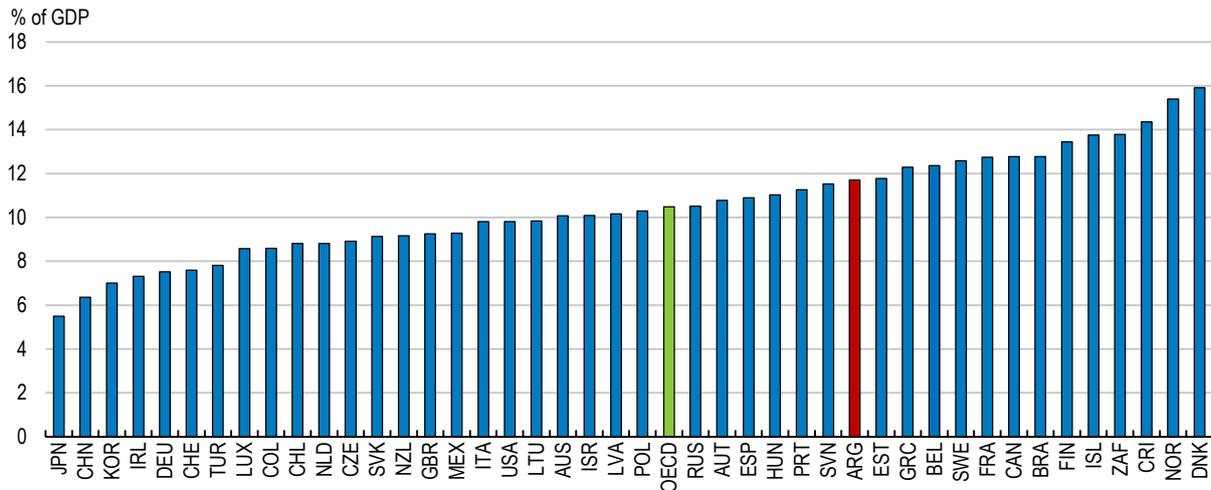
La taille de l'administration publique constitue un exemple à cet égard. L'emploi public a augmenté de 70 % entre 2001 et 2014, en particulier au niveau provincial, et à 11.7 % du PIB, la masse salariale du secteur public était supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE en 2016 (Graphique 1). Depuis 2017, la croissance de l'emploi public a été plafonnée au niveau de l'augmentation de la population. Il s'agit d'une avancée dans la bonne direction, mais il serait sans doute possible d'aller plus loin. Les autres dépenses courantes sont également élevées et le bilan du système de passation des marchés publics laisse à désirer, ainsi que l'illustrent les révisions récentes de contrats de sous-traitance aux montants précédemment gonflés, qui ont permis de réaliser des économies considérables. L'accélération de l'ajustement budgétaire se traduit notamment par un gel des salaires réels des fonctionnaires et de leurs recrutements, ainsi que par une réduction de 20 % des autres dépenses courantes, qui constituent deux initiatives bienvenues.

Des progrès sensibles ont été accomplis dans le secteur des entreprises publiques, qui sont présentes dans des domaines tels que le pétrole et le gaz, la production d'électricité, les transports aérien et ferroviaire, la production de papier, les activités bancaires et les chantiers navals, entre autres, et emploient 125 000 personnes. Récemment, le secteur considéré dans son ensemble a cessé d'être déficitaire (OECD, 2018^[9]). Néanmoins, supprimer progressivement les transferts dont bénéficient encore quelques entreprises publiques pourrait permettre de réaliser des économies supplémentaires. L'État devrait

évaluer avec soin et rendre publics les objectifs justifiant sa présence capitalistique dans l'économie, et les réexaminer périodiquement. Les autorités devraient également continuer de suivre la réalisation des objectifs financiers et non financiers des entreprises publiques.

Graphique 20. Les dépenses de personnel des administrations publiques sont élevées

Rémunération des salariés des administrations publiques en pourcentage du PIB, 2016 ou dernière année connue



Source : OCDE (2017), *Panorama des administrations publiques 2017*.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942657>

L'investissement public, qui était déjà insuffisant pour remédier en temps voulu aux problèmes généralisés de goulets d'étranglement infrastructurels, a été réduit de 0.7 point de PIB dans le contexte des nouveaux objectifs budgétaires. Dans la mesure où il est facile de les réduire, les nouveaux investissements publics supportent souvent une part disproportionnée du fardeau des ajustements budgétaires. Les autorités ont l'intention de financer en grande partie les ambitieux plans d'infrastructure antérieurs au moyen de partenariats public-privé (PPP), pour lesquels une nouvelle loi-cadre a été adoptée il y a peu. Les PPP peuvent constituer dans certains cas un instrument utile de financement de l'investissement public, si le partage des risques est convenablement défini et si l'ensemble de leurs conséquences budgétaires sur tout leur cycle de vie est correctement pris en compte dans le cadre budgétaire à moyen terme. Suivant l'accord conclu avec le FMI, les dépenses au titre des PPP seront intégrées dans la mesure du déficit lorsque ces dépenses seront réalisées. La valeur actualisée de tous les futurs éléments de passif éventuel liés aux PPP, dont bon nombre sont libellés en devises, a été plafonnée à 7 % du PIB.

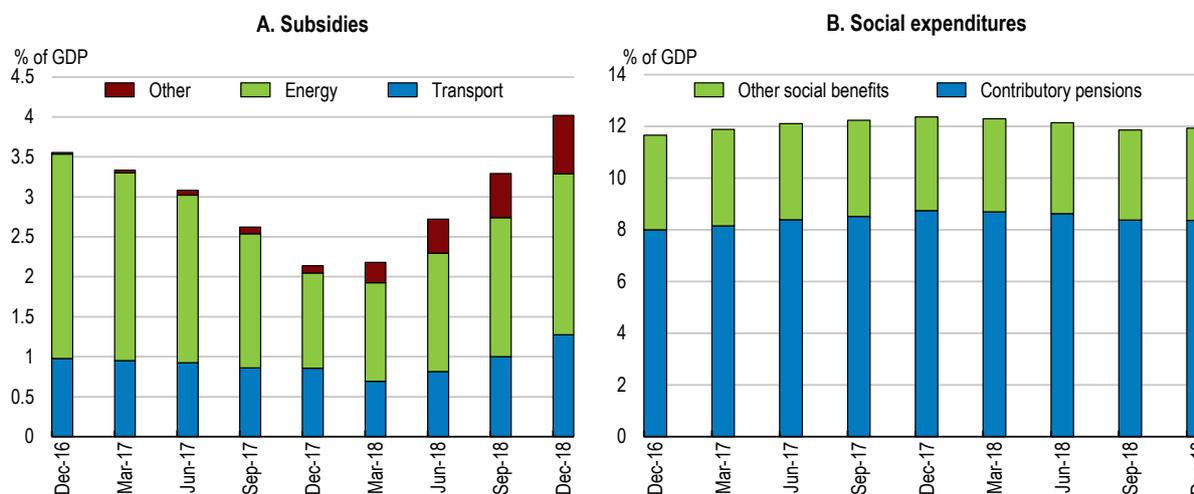
Les subventions à l'énergie et au transport ont atteint 3.6 % du PIB et leur élimination progressive est en cours (Graphique 21). Les récents projets d'accélération de la suppression progressive des subventions énergétiques sont bienvenus, compte tenu de leurs effets redistributifs régressifs, et du fait qu'elles ont un effet dissuasif sur les efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique (Castro and Barafani, 2015^[1]; World Bank, 2015^[10]; Lakner et al., 2016^[11]). Les principaux bénéficiaires des subventions à l'électricité et au gaz distribué par canalisation sont des ménages urbains relativement aisés vivant dans la région de la capitale, sachant que les ménages vulnérables résidant dans des zones moins

favorisées ne sont souvent pas raccordés au réseau et doivent acheter du gaz en bouteille, plus coûteux.

Les subventions au transport public ont un meilleur impact social, en particulier pour les déplacements entre les centres villes et les banlieues, où habitent de nombreux ménages à faibles revenus. Il est cependant possible d'améliorer encore le ciblage de ces subventions, notamment depuis l'introduction de cartes électroniques de transport prépayées. Celles-ci ont permis de réduire le coût global des déplacements relativement longs entre les centres villes et les banlieues conjuguant différents moyens de transport.

Un des arguments qui militent en faveur du maintien de ces subventions spécifiques réside dans leur impact social judicieusement ciblé. D'après des données relatives à la ville de Bogotá, située en Colombie, des subventions au transport public ciblées sur les ménages pauvres ont permis une augmentation du salaire horaire des travailleurs bénéficiant de ces aides, ce qui laisse à penser qu'elles ont rehaussé leur productivité en leur donnant accès à de meilleurs emplois et en améliorant la gestion de leur temps (ITF, 2017_[12]). Les subventions ciblées facilitent en outre la facturation aux autres usagers de prix couvrant l'intégralité des coûts d'exploitation, ce qui permet de dégager des ressources pouvant être affectées à l'amélioration du service et de contribuer à réduire la pollution découlant du trafic automobile. Des politiques intégrant les démarches de planification en matière de logement et de transport au niveau métropolitain peuvent également contribuer à promouvoir l'utilisation des transports publics. L'élaboration d'indicateurs d'accessibilité spatiale concernant les transports constitue une première avancée utile dans cette direction (ITF, 2017_[12]).

Graphique 21. Les dépenses sociales augmentent tandis que les subventions ont diminué



Source : Ministère du Trésor.

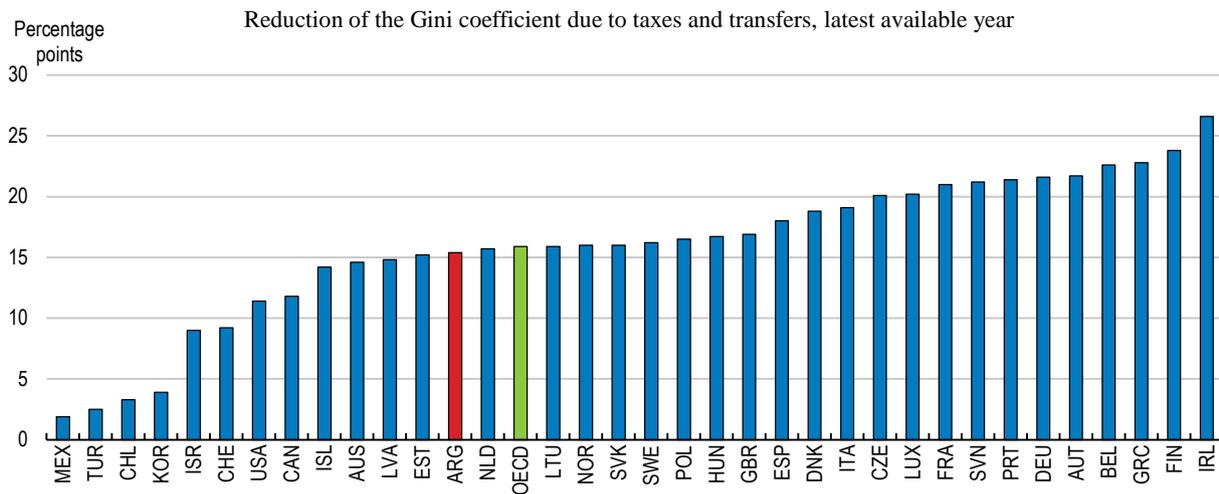
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942676>

Les prestations sociales ont un effet sensible sur la pauvreté et les inégalités

Les dépenses sociales sont d'une ampleur similaire à celle observée dans certains pays de l'OCDE et elles sont préservées dans le contexte de l'assainissement budgétaire (Graphique 21). Elles sont par ailleurs efficaces en termes de réduction des inégalités de

revenu (Graphique 22). La politique sociale demeurera un instrument important pour rendre la croissance plus inclusive et atténuer les effets de la récession actuelle. Néanmoins, étant donné le manque de ressources, il est possible de réaliser des gains d'efficacité économique en coordonnant mieux la multitude de politiques et de programmes proposés par les différents niveaux d'administration et ministères, par exemple en recourant à des instruments de ciblage partagés entre divers programmes (World Bank, 2015_[10]). La mise en place d'un guichet unique permettant d'accéder aux prestations sociales et la fusion de plusieurs programmes antérieurs constituent des avancées dans cette direction.

Graphique 22. Les impôts et transferts atténuent les inégalités



Source : Rossignolo et Arnold (2019)_[13].

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942695>

La conjonction de pensions contributives et non contributives permet de ramener en dessous de 10 % le taux de pauvreté parmi les personnes âgées. L'Argentine se distingue des autres pays d'Amérique latine par la couverture quasiment universelle de son système de retraite, mais elle se caractérise aussi par un niveau élevé de dépenses de retraite, proche de 11 % du PIB. Leur montant est supérieur à celui de l'ensemble des dépenses de santé et d'éducation, même si celles-ci ne concernent que 15 % de la population.

Il faut avoir cotisé 30 ans pour percevoir une pension contributive, et l'âge de la retraite est fixé à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. Une application plus progressive du seuil de 30 années de cotisation requis pour l'ouverture des droits à la pension contributive pourrait rendre le système plus équitable et renforcer les incitations à la régularisation des emplois informels. La pension non contributive, qui représente 80 % de la pension contributive minimum, a un fort effet redistributif et l'âge est le seul critère d'attribution de cette prestation, destinée aux personnes n'ayant pas droit à une pension contributive.

Le déficit du système de retraite, qui représente 3 % du PIB, est couvert par les recettes fiscales générales. Ce déficit de financement devrait rester stable jusqu'à ce que l'avantage démographique dont bénéficie actuellement l'Argentine disparaisse, à la fin des années 2030. Néanmoins, les dépenses de retraite grimperaient à 21 % du PIB d'ici à 2065 en l'absence de modifications des paramètres du système, ce qui laisse à penser qu'une

réforme plus vaste s'impose à moyen terme (Izquierdo, Pessino and Vuletin, 2018^[2]). Parmi les mesures prises récemment figurent l'instauration de la possibilité de repousser à 70 ans l'âge du départ à la retraite et une modification de la formule d'indexation des prestations – qui ne sont plus ajustées en fonction de l'évolution de certaines recettes publiques, mais indexées sur l'inflation et la croissance des salaires – qui ont permis d'améliorer légèrement la viabilité du système à long terme.

Compte tenu des évolutions démographiques et du biais marqué des dépenses sociales en faveur des personnes âgées, un débat politique sur l'avenir du système de retraite sera inévitable pour garantir sa viabilité. Dans l'intervalle, une façon de rationaliser les dépenses de retraite, tout en réduisant l'inéquité du système, consisterait à aligner sur le régime général les régimes spéciaux plus généreux dont bénéficient certaines professions, telles que les enseignants, les juges, les militaires et les parlementaires.

L'allocation universelle pour enfant (AUH, *Asignación Universal por Hijo*), un transfert monétaire conditionnel dont la portée a été récemment élargie, bénéficie à 4 millions d'enfants, pour un coût de 1.3 % du PIB. L'incidence de cette allocation judicieusement ciblée se concentre sur les 20 % les plus pauvres de la population, pour lesquels elle représente 40 % du revenu familial. Les prestations par enfant équivalent approximativement à 70 % du seuil de pauvreté et ont été rehaussées récemment dans le contexte de la récession. Ce dispositif contribue également à réduire les disparités entre régions en garantissant le même niveau de prestations dans tout le pays. Le versement de ces allocations est conditionné par le fait que les enfants fassent l'objet de contrôles sanitaires et qu'ils soient scolarisés.

Ces prestations ont débouché sur des améliorations sensibles en termes de taux de fréquentation scolaire, de taux d'abandon scolaire en cours d'année et de taux d'achèvement de l'enseignement primaire, ces effets positifs étant particulièrement marqués pour les filles âgées de 12 à 17 ans (Edo et al., 2017^[14]; Edo and Marchionni, 2018^[15]). Le grand nombre de bénéficiaires offre l'occasion de construire une base de données unique et partagée sur les familles pauvres, comparable au registre unique (*cadastro único*) créé au Brésil ou à l'instrument similaire qui existe au Chili (Arnold and Jalles, 2014^[16]) i. Des outils et des registres partagés pourraient améliorer la coordination et le ciblage des différents programmes, qui sont souvent administrés par des ministères distincts, et permettre de renforcer l'efficacité de la protection sociale tout en réduisant son coût (World Bank, 2015^[17]). Les récents projets d'accorder à l'administration de sécurité sociale l'accès aux données fiscales pour déterminer l'admissibilité au bénéfice des prestations versées sous conditions de ressources et réduire les chevauchements constituent une avancée dans la bonne direction.

Une récente réforme des impôts réduit les distorsions, mais il faut aller plus loin

Le système fiscal argentin demeure fragmenté et source de distorsions. Insuffisamment progressif, il ne contribue guère à la réduction des inégalités existantes. Une réforme des impôts décidée en 2017 réduira certaines distorsions et allègera la charge fiscale globale qui pèse sur les entreprises sur une période de 5 ans, afin de stimuler l'investissement et l'emploi formel.

Pour les entreprises, la réforme est axée sur une diminution du taux légal de l'impôt sur les sociétés, conjuguée à un alourdissement de la fiscalité des bénéfices distribués et à une suppression progressive des impôts les plus distorsifs, tels que la taxe provinciale sur le chiffre d'affaires. Celle-ci a un effet en cascade et crée artificiellement une incitation à l'intégration verticale, dans la mesure où il n'existe pas de mécanisme de déduction des

taxes acquittées aux stades antérieurs du processus de production – comme celui d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette taxe nuit à la compétitivité et est assimilable à un obstacle tarifaire aux échanges entre provinces, dans la mesure où différents taux s'appliquent suivant l'origine intérieure des biens. Dans le cadre de l'accélération de l'ajustement budgétaire, la suppression progressive du barème de cette taxe a été revue et reportée en partie à la demande des provinces, pour lesquelles ce prélèvement constitue une source essentielle de recettes. À moyen terme, il sera important de poursuivre le processus de suppression progressive de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Les régimes fiscaux préférentiels spéciaux applicables à des secteurs et à des lieux de production spécifiques, comme celui dont bénéficie l'assemblage de composants électroniques importés dans la province éloignée de Terre de Feu, devraient faire l'objet d'évaluations coûts-avantages approfondies. Les avantages potentiels évalués devraient être les gains de productivité et les perspectives que ces activités deviennent viables sans avantages fiscaux dans l'avenir, et non uniquement les augmentations de production. Si certaines des incitations intégrées dans ces régimes sont simplement des exemptions de dispositifs restrictifs faisant obstacle aux importations, leur efficacité serait sans doute amoindrie en tout état de cause dans un contexte d'ouverture accrue à l'économie mondiale, qui pourrait avoir des retombées positives considérables pour l'Argentine (chapitre 1).

Une taxe sur les transactions financières, appliquée à toutes les opérations sur compte-chèque ou compte d'épargne, incite les agents économiques à effectuer leurs règlements en liquide, ce qui entrave l'inclusion financière et la réduction de l'économie informelle. Le projet de rendre cette taxe intégralement déductible de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été reporté, compte tenu de l'ampleur de ses recettes, qui représentent 1 % du PIB. Dans les temps à venir, la taxe sur les transactions financières devrait être supprimée une fois que la situation budgétaire le permettra.

S'agissant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la réforme fiscale n'a pas réduit l'important abattement à la base supérieur à 2.3 fois le revenu moyen, correspondant au seuil en deçà duquel les contribuables n'ont pas à acquitter cet impôt. En conséquence, 15 % seulement de la population économiquement active paient l'impôt sur le revenu des personnes physiques (Graphique 23). Abaisser les seuils de son barème tout en veillant à ce qu'il soit progressif permettrait très probablement de collecter davantage de recettes de manière plus progressive. Étant donné le niveau élevé du seuil actuel de non-imposition, il est possible de le réduire sensiblement sans pénaliser pour autant les travailleurs à faibles revenus, qui font partie de l'économie informelle. L'imposition des revenus financiers des personnes physiques, mise en place en 2018, va sans doute améliorer la progressivité du régime d'imposition des revenus des personnes physiques.

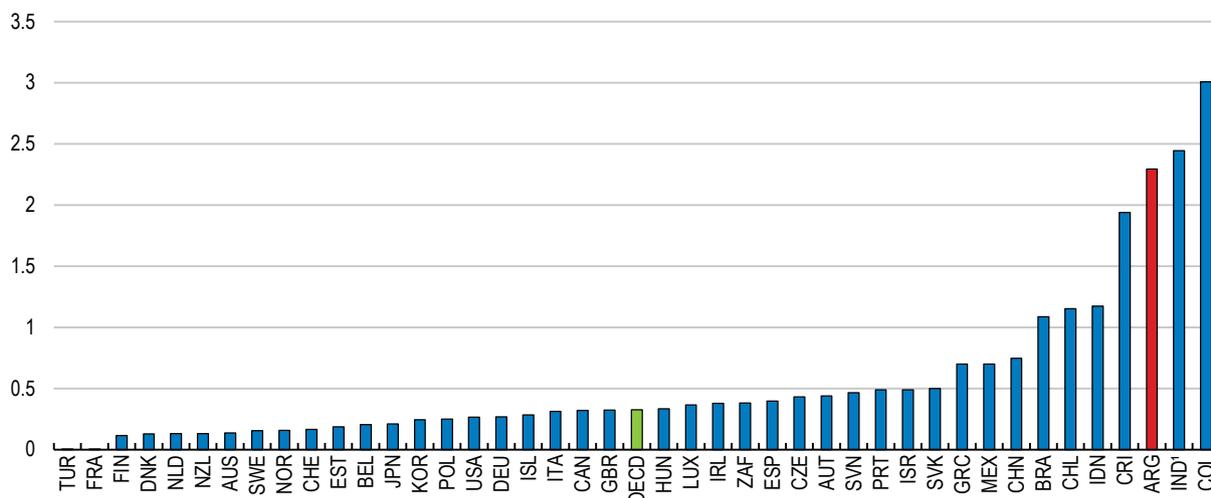
Il serait également possible d'élargir encore l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en incluant dans son champ d'application les juges et autres salariés de l'appareil judiciaire, dont la rémunération est actuellement exonérée d'impôt dans la plupart des cas. Cela se traduit par un manque à gagner fiscal de l'ordre de 0.05 % du PIB. En vertu d'un récent accord, les salariés du système judiciaire embauchés après 2017 acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais uniquement sur une fraction modeste de leur salaire. Il n'existe aucune raison décisive d'exonérer certaines professions de l'impôt sur le revenu, et cette exemption est aux antipodes des pratiques observées actuellement dans les autres pays, ainsi que de l'opportunité communément admise de définir des bases d'imposition aussi larges que possible.

En outre, un régime d'imposition simplifié applicable aux travailleurs indépendants et aux microentreprises (*Monotributo*), dont le principal objectif est d'intégrer dans le secteur

formel les personnes ayant de faibles revenus d'activité, peut également être utilisé par des individus aux revenus plus élevés. En conséquence, ce régime permet aux professions libérales ayant des revenus moyens ou élevés d'être faiblement imposées et de bénéficier d'une exonération de TVA sur les services qu'elles fournissent.

Graphique 23. Peu d'individus acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques

Seuil de revenu à partir duquel les contribuables célibataires commencent à payer des impôts, mesuré sous forme de multiple du salaire moyen



Note : Dans le cas de l'Inde, le revenu du travailleur moyen correspond au secteur manufacturier structuré, tel qu'il ressort de l'Enquête annuelle sur les industries (ASI, *Annual Survey of Industries*).

Sources : Calculs de l'OCDE pour l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ; et OCDE (2017), *Les impôts sur les salaires 2017* pour les autres pays.

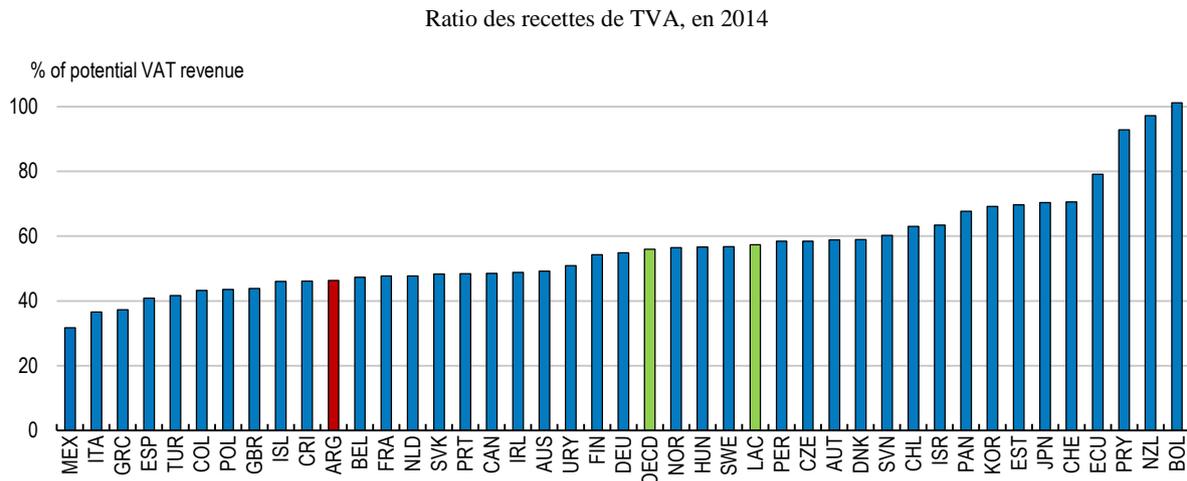
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942714>

Une des façons d'accroître les recettes fiscales pourrait consister à élargir l'assiette de la TVA. Le ratio des recettes de TVA est faible, puisque l'Argentine ne collecte que 46 % des recettes de taxe sur la valeur ajoutée qu'elle pourrait obtenir en l'appliquant au taux normal à l'ensemble de la consommation (Graphique 24). Cela correspond à 3.5 % du PIB environ. Les exonérations et les taux réduits représentent près de 1 point de PIB de manque à gagner fiscal, le reste étant imputable à la fraude, selon certaines estimations (Artana et al., 2015_[18]). Les produits exonérés tels que les médicaments ainsi que les services d'enseignement et de transport, constituent une part importante du panier de consommation des ménages à faibles revenus, mais ils sont également consommés par les ménages plus aisés, qui bénéficient de l'essentiel de cette dépense fiscale. En fait, seul le taux réduit appliqué aux produits alimentaires profite davantage aux ménages à faibles revenus qu'à ceux qui ont des revenus élevés (Artana et al., 2015_[18]). D'après les résultats de simulations fondées sur des données relatives aux ménages, une application du taux normal de TVA actuel, qui est de 21 %, à l'ensemble de la consommation aurait des effets redistributifs limités, qui pourraient être compensés par des transferts aux ménages à faibles revenus dont le financement exigerait des ressources nettement inférieures aux pertes de recettes résultant des taux réduits (Artana et al., 2015_[18]).

Les autorités ont contribué à l'amélioration du recouvrement de la TVA en favorisant la facturation électronique, qui sera obligatoire pour tous les contribuables à compter d'avril

2019. Les récentes directives visant à imposer l'acceptation des cartes de débit peuvent contribuer à réduire les transactions en espèces et les possibilités de fraude à la TVA.

Graphique 24. Les recettes de TVA pourraient être plus importantes si les obligations fiscales étaient davantage respectées et les taux réduits moins utilisés



Note: Le ratio des recettes de TVA (RRT) est le rapport entre les recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) effectivement collectées et celles qui auraient théoriquement été obtenues si la TVA avait été appliquée au taux normal à l'ensemble de la consommation finale. L'agrégat OCDE est une moyenne simple des données relatives aux pays représentés sur ce graphique (à l'exception de la Lettonie), et les données relatives au Canada couvrent uniquement la TVA fédérale.

Sources : Calculs fondés sur OCDE (2016), Base de données fiscales de l'OCDE, Statistiques des recettes publiques de l'OCDE, Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (bases de données) et Statistiques des recettes publiques de l'OCDE relatives aux pays d'Amérique latine, 2016.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942733>

Tableau 6. Évaluation financière des recommandations budgétaires

Recommandation budgétaire	Effet estimé sur le solde budgétaire
Utiliser les marges de manœuvre budgétaire prévues à cet effet pour accroître les dépenses consacrées à des transferts sociaux judicieusement ciblés.	-0.2 point de PIB
Aligner sur les règles du régime général de retraite celles des régimes spéciaux applicables à certaines professions.	1 point de PIB (dans un avenir proche, davantage ultérieurement)
Élargir l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en réduisant les exonérations et les taux spéciaux.	1 point de PIB
Réduire l'abattement à la base au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.	1 point de PIB
Chercher à améliorer l'efficacité de l'enseignement, notamment en fusionnant des établissements dans le cadre du système fragmenté de formation des enseignants.	Sans incidence sur les recettes.
Utiliser les économies résultant de ces mesures pour : - étoffer le système d'éducation des jeunes enfants - renforcer les programmes de formation des adultes.	Sans incidence sur les recettes.
Réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges.	-0.6 point de PIB en cas d'élimination de la totalité des droits de douane.

Note : Les chiffres figurant dans ce tableau sont des estimations et certaines d'entre elles sont entourées d'une incertitude considérable.

Le cadre budgétaire a été amélioré

Les relations budgétaires entre l'administration centrale et les provinces sont problématiques depuis longtemps. La plupart des recettes étant collectées par l'administration centrale, les provinces dépendent de longue date de ses transferts pour fournir des services sociaux essentiels tels que l'enseignement et les soins de santé de base. Ces transferts sont dans une large mesure discrétionnaires et font l'objet de négociations politiques, dans le cadre desquelles ils constituent souvent la contrepartie de votes des représentants des provinces au Sénat. Cela se traduit par des incertitudes budgétaires et entrave la planification à moyen terme de l'action publique au niveau des provinces, ce qui exacerbe les inégalités entre régions. Une loi de 2017 a sensiblement accru la part des transferts automatiques, ce qui devrait atténuer les tensions entre l'administration centrale et les provinces concernant le partage des ressources. Ce nouveau pacte budgétaire a été adopté en contrepartie de l'instauration d'une règle de dépenses applicable aux provinces, qui limite la croissance de l'essentiel de leurs dépenses courantes primaires à l'inflation et confirme que les provinces ne peuvent émettre des emprunts qu'avec le consentement de l'administration centrale. Un conseil fédéral spécial est chargé de veiller au respect de cette règle de dépenses par les provinces.

La même loi impose également une croissance réelle nulle des dépenses courantes primaires au niveau fédéral, hors augmentations des dépenses de retraite résultant de l'indexation automatique des prestations. Une règle de dépenses est un instrument utile pour préserver les avantages durement conquis d'une amélioration du solde budgétaire, dans la mesure où son respect peut être évalué à l'aune d'un objectif perceptible et simple, les dépenses, qu'il est facile de calculer et d'expliquer aux électeurs et aux marchés. Étant donné que les stabilisateurs automatiques fonctionnent principalement du côté des recettes, une règle de dépenses ne devrait pas être très procyclique. L'expérience de ce type de règle a été positive au Pérou et aux Pays-Bas, par exemple (Berganza, 2011^[19]; Ayuso-i-Casals, 2012^[20]). Par ailleurs, les autorités pourraient envisager d'élargir le champ d'application de cette règle à l'ensemble des dépenses de l'administration fédérale, étant donné que toutes les dépenses influent en dernière analyse de la même façon sur l'évolution de la dette publique. Sous sa forme actuelle, cette règle n'est pas suffisante pour garantir la viabilité de la dette publique et elle est moins rigoureuse que les objectifs budgétaires à court terme pour 2019 et 2020.

Le Service d'études budgétaires du Congrès (OPC, *Oficina de Presupuesto del Congreso*) récemment mis en place a commencé à produire des prévisions d'effets budgétaires et des analyses coûts-avantages. Tirer parti de ces progrès en chargeant l'OPC de réaliser régulièrement des évaluations *ex ante* de la conformité aux plans budgétaires à moyen terme, et en instaurant éventuellement une future règle budgétaire, pourrait améliorer la crédibilité de la politique budgétaire. La quasi-totalité des pays de l'Union européenne (UE) sont aujourd'hui dotés d'une institution budgétaire indépendante à laquelle a été confié un tel mandat (Beetsma et al., 2018^[21]; Hagemann, 2011^[22]). En Amérique latine, le Brésil a récemment créé une telle institution pour assurer une plus grande transparence concernant l'application de sa nouvelle règle de dépenses, et elle publie des rapports de haute qualité sur les perspectives d'évolution des finances publiques et la conformité aux règles budgétaires.

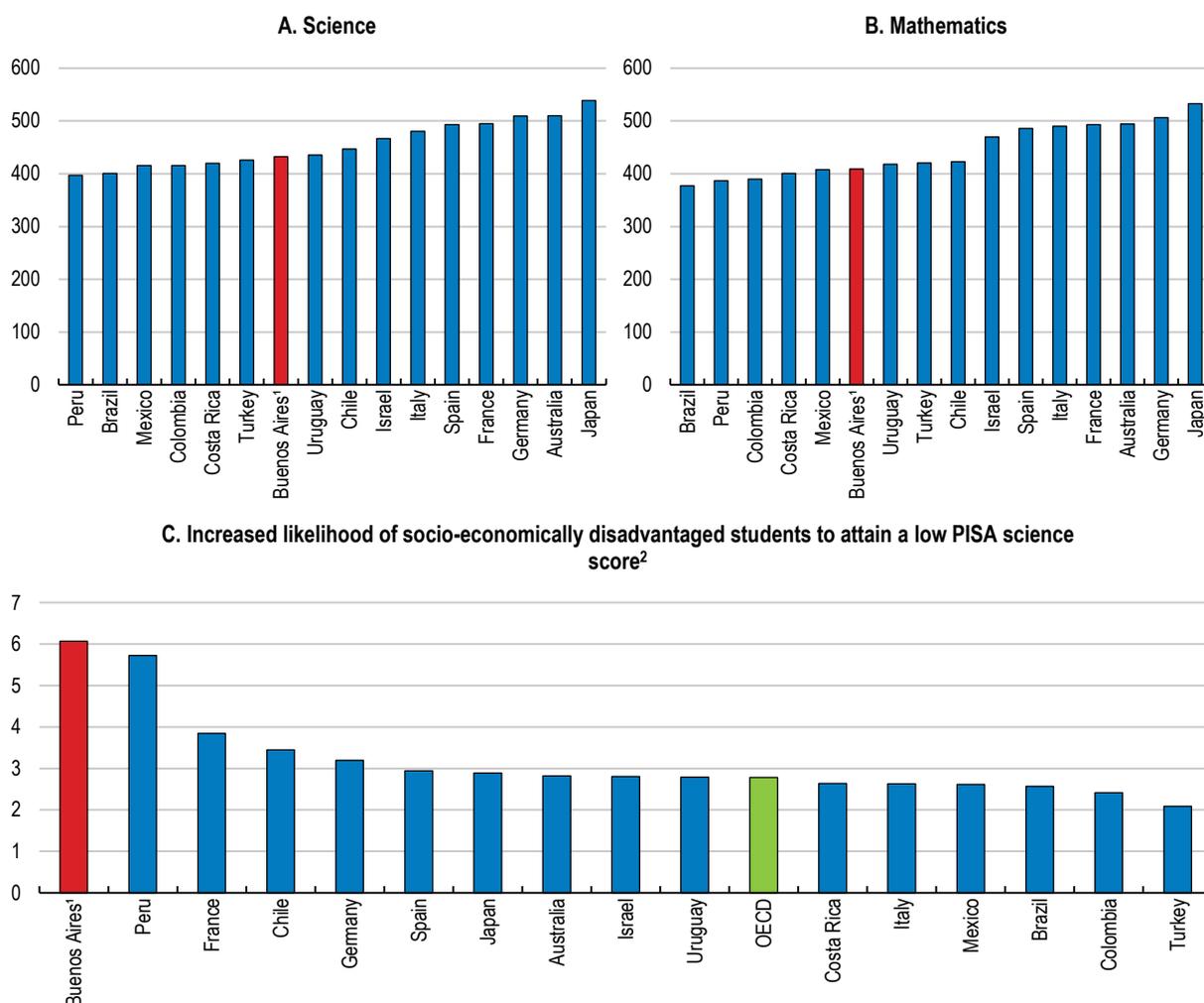
Tableau 7. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques macroéconomiques

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2017
<p>Garantir la viabilité des finances publiques en continuant de poursuivre les objectifs budgétaires fixés, mais en autorisant des divergences temporaires de part et d'autre des objectifs si la croissance se révèle plus faible ou plus forte que prévu.</p> <p>Supprimer progressivement les subventions à l'énergie.</p> <p>Rationaliser l'emploi public, en particulier dans les provinces.</p> <p>Réaliser des économies supplémentaires dans les entreprises publiques et améliorer leur gouvernance.</p> <p>Réaliser un examen des dépenses.</p>	<p>Les résultats budgétaires se sont améliorés et l'objectif budgétaire récemment révisé correspond à une accélération sensible de l'assainissement des finances publiques.</p> <p>Les subventions à l'énergie diminuent visiblement.</p> <p>L'emploi public recule.</p> <p>Le secteur des entreprises publiques considéré dans son ensemble a cessé d'être déficitaire.</p> <p>Aucun examen général des dépenses réalisé de manière systématique n'a eu lieu.</p>
<p>Engager une réforme fiscale sans incidence sur les recettes, consistant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - abaisser le seuil de revenu à partir duquel les contribuables acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; - supprimer progressivement la taxe provinciale sur le chiffre d'affaires et la taxe sur les transactions financières ; - élargir l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ; - donner un caractère progressif aux cotisations de sécurité sociale ; <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> - alléger temporairement les cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs informels faiblement rémunérés dont la situation est régularisée. 	<p>Une réforme des impôts a réduit les recettes de 2 points de PIB environ en deux ans.</p> <p>Le seuil à partir duquel est acquitté l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'est élevé, au lieu de diminuer.</p> <p>Le démantèlement progressif de ces deux taxes est en cours.</p> <p>Aucun progrès n'a été réalisé.</p> <p>Les revenus inférieurs à un certain seuil ont été exonérés de cotisations de sécurité sociale.</p> <p>Cet allègement a été effectué dans le cadre de la réforme des impôts. En outre, certaines prestations sociales peuvent être maintenues à titre d'aide à l'emploi pendant une période pouvant aller jusqu'à 2 ans pour les travailleurs informels dont la situation est régularisée.</p>
<p>Instaurer une règle de dépenses et envisager d'appliquer un objectif de dette au fil du temps.</p>	<p>Une nouvelle loi impose une croissance réelle nulle de l'essentiel des dépenses courantes primaires aux niveaux fédéral et provincial, mais son champ d'application pourrait être élargi à l'ensemble des dépenses.</p>
<p>Créer un conseil budgétaire indépendant chargé d'évaluer la conformité aux règles.</p>	<p>Un Service d'études budgétaires du Congrès (OPC, <i>Oficina de Presupuesto del Congreso</i>) a été créé et le Conseil fédéral de responsabilité budgétaire (CFRF, <i>Consejo Federal de Responsabilidad Fiscal</i>) a été renforcé.</p>
<p>Limiter les possibilités de renvoi du gouverneur de la Banque centrale aux agissements gravement répréhensibles.</p> <p>Simplifier le mandat de la Banque centrale, en donnant la priorité à la stabilité des prix.</p> <p>Renforcer les capacités et l'indépendance des organismes qui enquêtent sur les faits de corruption, réorganiser et renforcer les tribunaux, et adopter le projet de loi sur la responsabilité des entreprises afin que puissent être poursuivis les auteurs de faits de corruption.</p>	<p>Aucune mesure concrète n'a encore été prise, mais l'engagement a été pris d'appliquer une loi couvrant ces deux questions.</p> <p>Le projet de loi sur la responsabilité des entreprises a été adopté.</p>

Le système d'éducation peut en faire plus pour réduire les inégalités

L'Argentine consacre près de 6 % de son PIB à l'éducation, plus que d'autres pays (Graphique 25). Ces dépenses ont toutefois un rendement comparativement faible. La faiblesse des acquis scolaires laisse supposer des failles dans la qualité de l'enseignement (Graphique 26). À Buenos Aires, deux tiers des élèves âgés de 15 ans n'atteignent pas le niveau de compétences de base en lecture, en mathématiques et en sciences (OECD, 2016^[23]). Les résultats de l'enquête PISA de l'OCDE ne sont disponibles que pour la capitale, Buenos Aires ; or, les résultats des élèves des grands centres urbains sont généralement supérieurs à la moyenne nationale. Qui plus est, le système éducatif accentue les inégalités car les élèves de milieux défavorisés sur le plan socioéconomique sont six fois plus susceptibles d'afficher un faible niveau scolaire que les autres.

Graphique 25. Les acquis scolaires mettent en évidence des problèmes qualitatifs et des inégalités



1. Les données pour l'Argentine portent uniquement sur la capitale, Buenos Aires, en raison de défauts méthodologiques dans la façon dont les tests sur lesquels elles se fondent ont été conduits dans d'autres provinces. Il se peut donc que la moyenne nationale soit surestimée.

2. Un élève défavorisé sur le plan socioéconomique est un élève se situant dans le quart inférieur de la distribution de l'indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC) dans son pays/économie. Un score PISA faible se définit comme un score inférieur au niveau 2 en sciences.

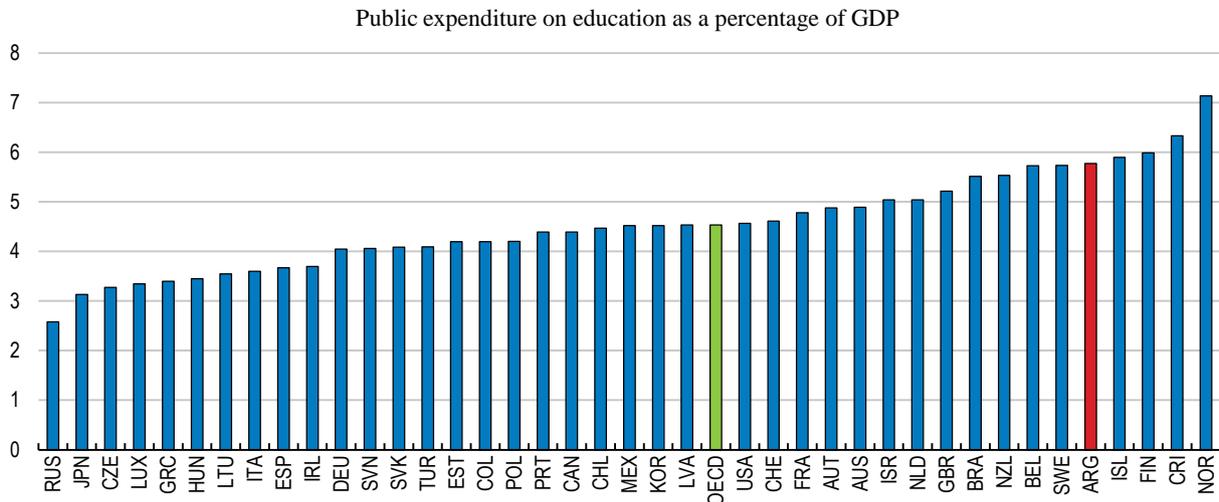
Source : OCDE, base de données PISA 2015.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942752>

Les niveaux d'instruction sont supérieurs à la moyenne de l'OCDE dans l'enseignement secondaire, mais faibles et en recul dans l'enseignement supérieur (Graphique 27). Toujours est-il que 40 % des élèves du secondaire quittent l'école sans diplôme. L'abandon scolaire découle souvent de l'échec des élèves à acquérir les compétences essentielles dans la petite enfance, aggravé par des redoublements à répétition par la suite. Le redoublement est une pratique généralement coûteuse qui a peu d'effets positifs perceptibles sur les acquis scolaires (Ikeda and García, 2014^[24]). Une solution pourrait consister à développer l'éducation préprimaire, qui renforce en général les compétences des élèves pour les années

à venir et améliore davantage les résultats en lecture qu'une année supplémentaire de scolarité institutionnelle (OCDE, 2012_[25]). Le renforcement de l'enseignement préscolaire offrirait un double avantage, car il favoriserait également l'augmentation du taux d'activité des femmes. L'enseignement préscolaire ne couvre que 43 % des enfants de trois ans, alors que la moyenne pour l'OCDE s'établit à 76 % (OCDE, 2018_[26]). Pour qu'il soit efficace, un niveau de qualité satisfaisant et un suivi régulier devront toutefois être assurés.

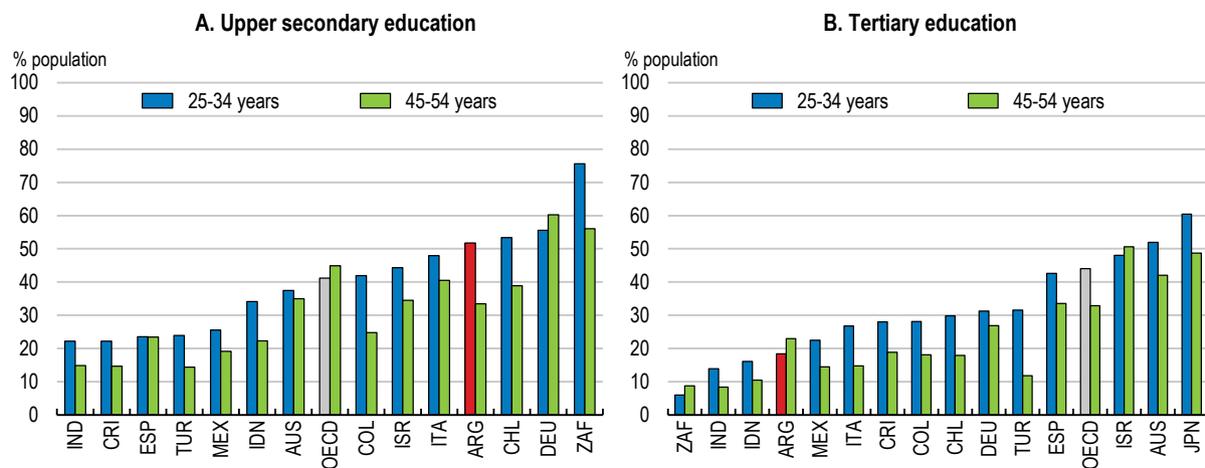
Graphique 26. Les dépenses d'éducation sont élevées



Sources : Banque mondiale et OCDE, Regards sur l'éducation.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933942771>

Graphique 27. Les niveaux de formation soutiennent la comparaison dans l'enseignement secondaire, mais pas dans l'enseignement supérieur



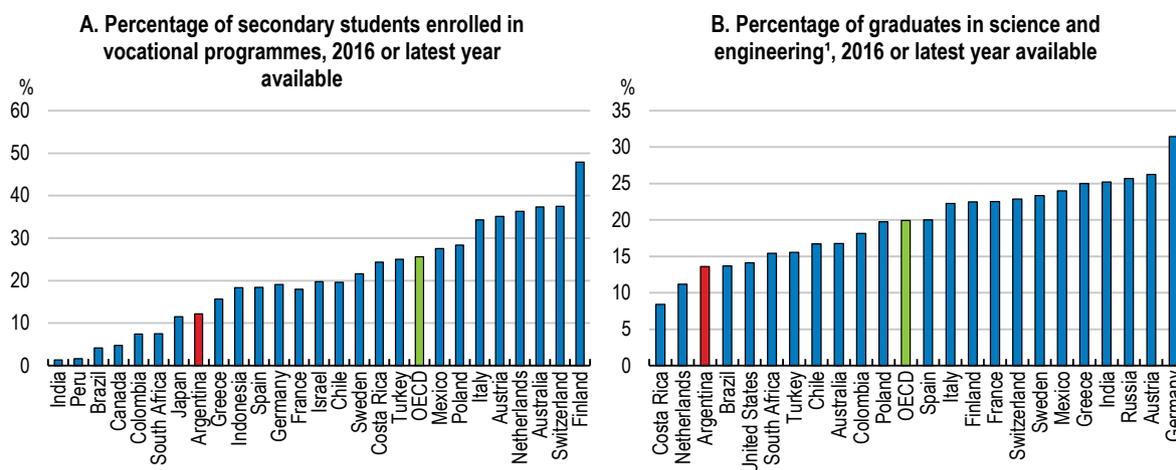
Sources : OCDE, *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*. Institut national de statistique et de recensement (INDEC, *Instituto Nacional de Estadística y Censos*) (2016e) pour l'Argentine.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933942790>

L'amélioration de la qualité des enseignants moyennant le renforcement de leur formation peut rehausser les acquis scolaires tout en permettant de réaliser des économies, renforçant du même coup l'efficacité des dépenses d'éducation. L'Argentine compte plus de mille établissements de formation d'enseignants, souvent caractérisés par l'absence de normes de qualité, le manque d'évaluations systématiques et une taille insuffisante. La fusion de certains d'entre eux et la professionnalisation de leur gestion pourraient produire des économies substantielles et améliorer en outre la gouvernance et la transparence, actuellement faible, de l'utilisation des fonds publics. En outre, il serait également possible de remédier aux pénuries de compétences pédagogiques en permettant aux diplômés des universités de devenir enseignants.

Il serait possible de développer l'offre de programmes d'enseignement et de formation professionnels et de diplômes techniques (Graphique 28, partie A). L'expansion de la formation professionnelle améliorerait en outre l'équité dans la mesure où elle pourrait offrir des formations utiles aux élèves qui ont moins de dispositions pour les études et risquent de quitter prématurément le système scolaire. La pénurie de compétences dans le domaine de l'ingénierie et les professions techniques s'explique par un système d'enseignement supérieur qui produit trop peu de diplômés en sciences, en technologie, en ingénierie ou en mathématiques (Graphique 28, partie B).

Graphique 28. Peu d'étudiants suivent des cursus et des filières techniques



1. Comprend tous les diplômés de l'enseignement supérieur dans les domaines de l'ingénierie, de la production industrielle, de la construction, des sciences naturelles, des mathématiques et des statistiques. Les données se rapportent à la dernière année disponible.

Sources : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; OCDE, base de données de Regards sur l'éducation; et UNESCO, base de données sur l'éducation.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942809>

L'accès aux services de santé est inéquitable

Si l'accès aux soins est en principe universel, le système de santé est fragmenté et caractérisé par des inégalités en fonction des revenus, des modalités des régimes d'assurance-maladie et des provinces. Les taux de mortalité maternelle et infantile peuvent varier de un à huit selon les régions. Les maladies non transmissibles sont devenues l'une des principales causes de décès. La pollution atmosphérique compte parmi trois des quatre

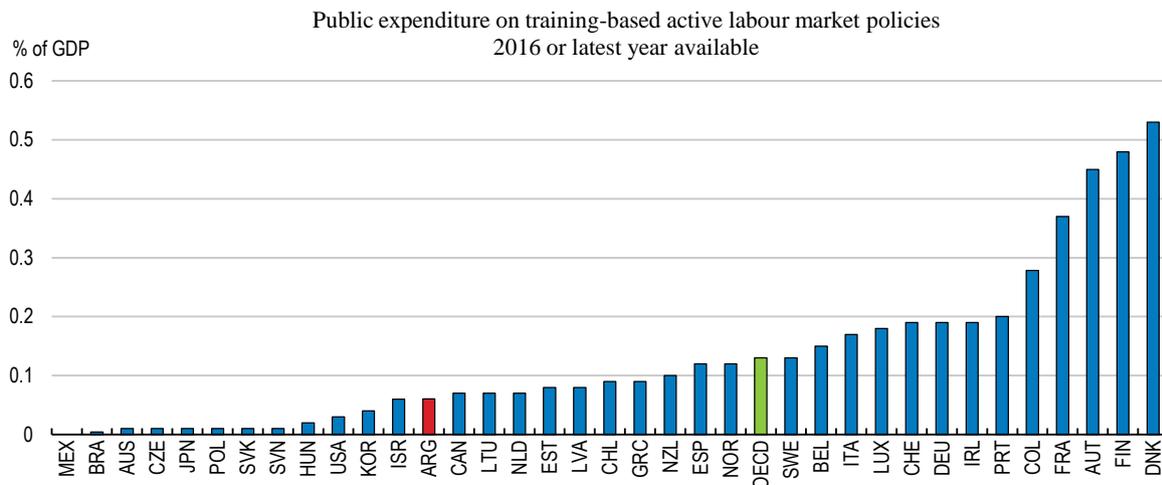
principales causes de perte d'années de vie (World Bank, 2016^[3]). Le système est aussi confronté à des problèmes de viabilité, car les dépenses devraient passer de 7.1 % du PIB actuellement à 10.3 % à l'horizon 2065 sous l'effet du vieillissement démographique (Izquierdo, Pessino and Vuletin, 2018^[2]).

Le système universel de santé publique assure la prestation des services de base. Néanmoins, sa couverture n'est dans la pratique pas universelle et il existe encore dans de nombreuses régions de sérieux problèmes d'accès aux services de santé. Le système public est la seule couverture dont disposent 30 % de la population. La prestation des services, hôpitaux publics compris, relève de la responsabilité des provinces, et les dépenses par habitant varient sensiblement selon les régions. Il convient d'éviter toute nouvelle dégradation de l'infrastructure sanitaire dans le contexte de l'ajustement budgétaire en cours. Un recentrage sur les soins primaires permettrait éventuellement d'améliorer l'efficacité des services, de même que des manuels de soins nationaux centralisés pour guider le choix des traitements.

Environ 60 % de la population dispose d'une couverture supplémentaire dans le cadre de régimes d'assurance-maladie professionnels (*obras sociales*). Ces régimes, dont on recense plus de 300, sont généralement administrés par les syndicats et n'ont pas une portée suffisante. Certains ont été confrontés à des problèmes de gouvernance, des fonds destinés à la prestation de services de santé ayant manifestement été détournés à d'autres fins. D'autres ont souvent échoué à fournir les services prévus. Des mesures récentes exigent que les comptes financiers annuels soient déposés auprès d'un organisme public, ce qui pourrait être suivi d'une collecte systématique d'indicateurs de qualité. La centralisation des achats pourrait supprimer les écarts entre les prix payés et, partant, éliminer les possibilités de pots-de-vin. Au bout du compte, le meilleur moyen de dégager des économies et d'améliorer les services de santé consisterait toutefois à fusionner tous ces régimes professionnels et à professionnaliser en parallèle leur gestion. Étant donné les problèmes de qualité que ces régimes présentent, de 10 % à 15 % de la population ont souscrit une assurance privée pour bénéficier de services de santé plus performants.

Les politiques actives du marché du travail sont insuffisantes

Les politiques actives du marché du travail qui visent à améliorer les compétences des Argentins d'âge actif sont insuffisamment développées (Graphique 29). Les politiques de formation peuvent avoir une incidence durable sur l'employabilité et améliorer les possibilités pour leurs bénéficiaires d'exercer une activité rémunératrice. Leurs retombées peuvent être très bénéfiques, surtout pour les femmes (Bergemann and Van Den Berg, 2006^[4]). Comme l'économie poursuit sa transformation structurelle et que certains salariés vont devoir trouver de nouveaux emplois dans d'autres entreprises ou d'autres secteurs, ces programmes vont gagner en importance. Le programme de transferts monétaires récemment mis en place pour les adultes qui reprennent des études ou suivent une formation professionnelle compte 260 000 participants et va dans la bonne direction. Une évaluation d'impact de ce programme serait utile à terme.

Graphique 29. Les politiques de formation professionnelles pourraient être élargies

Sources : OCDE, Base de données sur les dépenses publiques au titre des programmes du marché du travail (PMT) et le nombre de participants aux PMT ; OIT.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942828>

La dualité du marché du travail favorise l'économie informelle

Un tiers de la population active ne peut bénéficier des avantages de l'emploi formel, notamment de l'accès au régime de retraite contributif, aux régimes d'assurance maladie sectoriels et à la protection contre les pertes de revenus liées au chômage. Le faible niveau de protection sociale des travailleurs du secteur informel contraste avec la législation comparativement rigide en vigueur à cet égard sur le marché structuré du travail (Graphique 30). La lutte contre l'informalité appellera une stratégie globale, comportant à la fois le renforcement des incitations en faveur de l'emploi formel et celui du respect des obligations de déclaration des salariés et des entreprises.

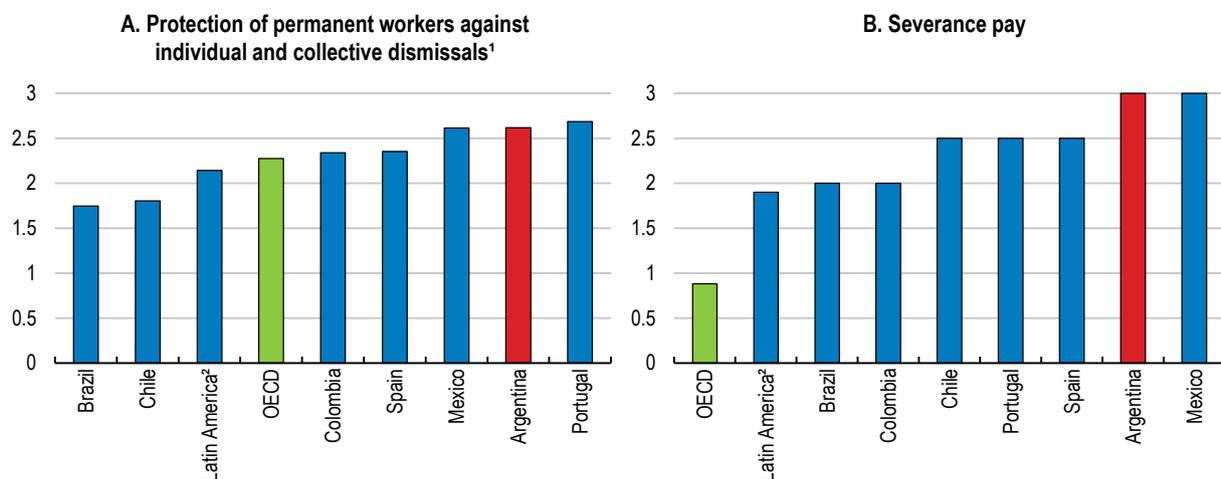
Les incitations à déclarer des emplois auparavant informels ou à créer de nouveaux emplois formels ont été renforcées en 2017 par un programme dénommé EMPALME qui autorise les bénéficiaires de programmes sociaux à conserver leurs prestations lorsqu'ils trouvent un emploi formel, l'employeur pouvant pour sa part déduire le montant des prestations de la masse salariale. Concrètement, cela signifie que les prestations sociales de ces travailleurs sont converties en subvention à l'emploi pendant 24 mois.

Les réformes des marchés du travail jouent un rôle central. Le montant élevé des indemnités en cas de licenciements individuels, qui se terminent souvent devant les tribunaux, accroissent les coûts et les incertitudes liées aux embauches formelles. De fait, il ressort d'une analyse empirique que les entreprises qui sont confrontées à de plus grandes difficultés avec la réglementation du travail et à la concurrence du secteur informel ont une productivité plus faible (chapitre 1, annexe). Cette dualité fait qu'il est difficile pour certaines catégories de travailleurs, les femmes et les jeunes notamment, d'entrer sur le marché formel de l'emploi et, associée à d'autres facteurs comme la fiscalité et les réglementations, conduit souvent des entreprises entières à rester dans le secteur informel. Une analyse de l'OCDE fondée sur une enquête récemment menée auprès des ménages indique que les salaires des travailleurs informels sont inférieurs de 36 % environ à ceux

des travailleurs formels une fois prises en compte d'autres caractéristiques personnelles et professionnelles.

Il convient d'établir un meilleur équilibre entre le niveau de protection à accorder contre la perte d'emploi et la réduction de l'informalité. Un moyen de renforcer les incitations à créer des emplois formels consisterait à étendre le régime d'assurance chômage actuellement en vigueur dans le secteur de la construction à l'ensemble de l'économie. Dans ce régime, chaque salarié dispose d'un compte individuel sur lequel les cotisations mensuelles des employeurs s'accumulent à la longue. Ces comptes peuvent ensuite servir à financer un soutien au revenu en cas de licenciement, selon un système similaire à celui en vigueur au Chili. Appliquée aux nouveaux emplois, cette protection pourrait remplacer le soutien au revenu actuellement lié aux indemnités de licenciement. Du côté des employeurs, elle allègerait le fardeau financier des licenciements puisque les sommes auraient déjà été versées sous forme de cotisations mensuelles. Le régime pourrait ainsi réduire les obstacles à l'embauche formelle sans pour autant entraîner de coûts budgétaires, et favoriser une reprise plus rapide de la création d'emplois. Si le solde du compte pouvait être transféré au nouvel emploi, le système offrirait un moyen efficace de protéger les salariés plutôt que les relations professionnelles individuelles. La rotation des emplois serait sans doute substantielle à moyen terme, les structures professionnelles actuelles étant le fruit d'un environnement fortement protégé et réglementé qui ne permet plus d'exploiter au mieux les possibilités futures. Par ailleurs, les débouchés nouveaux qu'offre une économie plus ouverte peuvent créer des emplois mieux rémunérés, mais appelleront un certain esprit d'entreprise, en termes d'expérimentation notamment, qui serait favorisé par un marché du travail moins rigide.

Graphique 30. La réglementation du marché du travail est relativement rigide
2014 ou dernière année connue



Note : Les indicateurs OCDE de protection de l'emploi sont des indicateurs synthétiques du degré de rigueur de la législation concernant les licenciements et l'utilisation des contrats temporaires, exprimés sur une échelle comprise entre 0 (degré le moins restrictif) et 6 (le plus restrictif). Ils sont établis à partir de 21 éléments couvrant différents aspects de la réglementation en matière de protection de l'emploi en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année.

1. Correspond à la moyenne des indemnités de licenciement après 4 ans et 20 ans d'ancienneté.

2. Amérique latine = Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou.

Source : Base de données de l'OCDE/IAB sur la protection de l'emploi, mise à jour de 2013.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942847>

Réduire les inégalités entre les sexes et aider les jeunes

Les femmes sont désavantagées à divers égards sur le marché du travail, et leur taux de participation est inférieur de plus de 20 points de pourcentage à celui des hommes. Celles qui travaillent consacrent en moyenne 31 heures à un emploi rémunéré, soit dix heures de moins que les hommes (González Rozada, 2017_[29]). Cet écart explique leur revenu mensuel inférieur de 23 % à celui des hommes, alors que leur salaire horaire est en fait légèrement supérieur, dans le secteur formel comme dans le secteur informel (INDEC, n.d._[5]). Le moins grand nombre d'heures rémunérées des femmes tient peut-être à ce qu'elles consacrent davantage de temps aux tâches domestiques non rémunérées (Ministerio de Trabajo Empleo y Seguridad Social, 2017_[31]). Ces disparités entre les sexes renforcent l'argument en faveur du développement de l'éducation préprimaire, car l'existence de services d'accueil d'enfants financièrement abordables est un élément déterminant qui explique les variations des taux d'activité féminins selon les pays (OECD, 2012_[32]).

Les disparités entre les sexes sont particulièrement visibles aux postes de responsabilité, dont 64 % sont occupés par des hommes (Ministerio de Trabajo Empleo y Seguridad Social, 2017_[31]). Étant donné le niveau d'instruction moyen supérieur des femmes, il y aurait là des possibilités inexploitées d'améliorer la qualité de la gestion, dont les études internationales soulignent les failles substantielles (Bloom et al., 2014_[33]).

Les jeunes femmes sont particulièrement défavorisées et leur taux d'activité est souvent faible. Trente pour cent des femmes âgées de 15 à 29 ans ne sont ni scolarisées, ni en emploi, ni en formation (NEET). Comme deux tiers d'entre elles ont des responsabilités familiales, leur situation est souvent liée aux difficultés à concilier un travail rémunéré avec l'éducation d'enfants, problème auquel le développement de l'enseignement préscolaire permettrait de remédier. De longues périodes hors scolarisation, emploi et formation assombrissent les perspectives professionnelles de ces femmes, et concourent à la persistance intergénérationnelle de l'inégalité.

Tableau 8. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la croissance inclusive

Recommandations	Mesures prises depuis l'étude de 2017
Renforcer les mécanismes permettant d'identifier et d'aider les élèves en risque de décrochage scolaire dans le cadre de tutorat et d'un soutien personnalisé	Aucun progrès.
Fusionner les établissements de formation d'enseignants et renforcer leurs critères de qualité, leur gouvernance, leurs normes comptables et leur transparence	À Buenos Aires, la capitale, une nouvelle loi a institué un établissement centralisé de formation d'enseignants. Aucun progrès dans les autres juridictions infranationales.
Développer la formation, les services d'emploi et les incitations à la création de petites entreprises.	Le budget alloué aux politiques actives du marché du travail et à la formation professionnelle en collaboration avec des entreprises privées a été augmenté. Une nouvelle extension des politiques actives du marché du travail est toutefois possible.
Développer l'éducation préscolaire, encourager les aménagements du temps de travail et développer le congé paternité.	De nouveaux centres d'enseignement préscolaire sont en construction. La durée du congé de paternité a été portée à 15 jours.
Assurer l'intégration au secteur formel et le respect de la réglementation moyennant un plus grand nombre d'inspections du travail et d'autres mesures visant à renforcer les incitations à la formalisation susmentionnées.	La récente réforme fiscale a diminué les cotisations sociales des travailleurs faiblement rémunérés. Par ailleurs, certaines prestations sociales peuvent être maintenues sous forme de subventions à l'emploi pendant une durée maximum de deux ans pour les salariés dont les emplois sont intégrés au secteur formel. .
Indexer les prestations de retraite sur les prix à la consommation.	Une nouvelle formule d'indexation des pensions est en grande partie fondée sur l'évolution des prix à la consommation.
Aligner l'âge de la retraite des femmes sur celui des hommes.	Aucun progrès.
Intégrer les régimes de protection sociale existants et leur permettre d'échanger les registres et les outils de ciblage.	Aucun progrès.

Lutte contre la corruption et renforcement des institutions

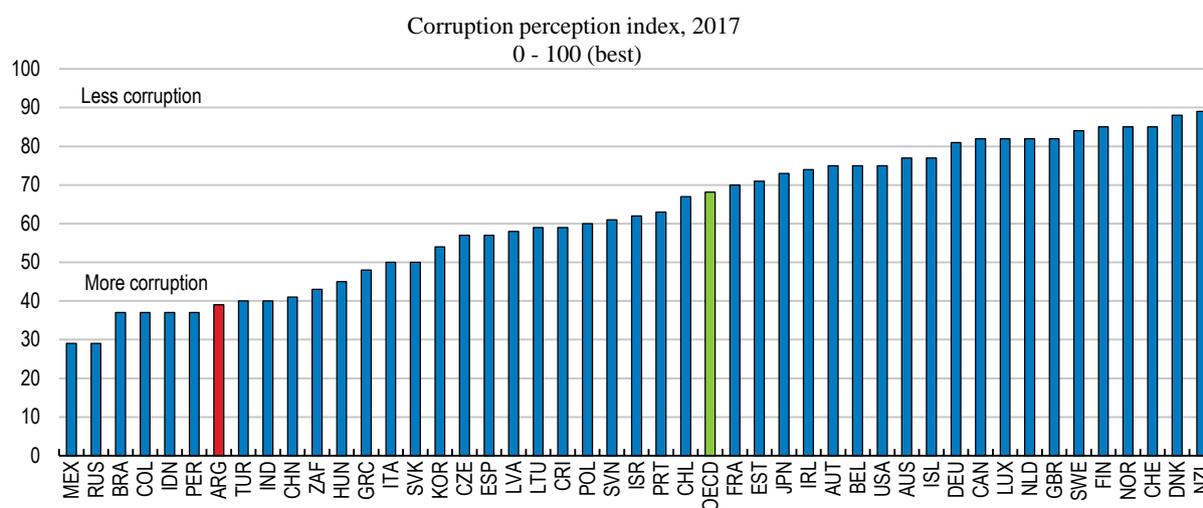
En dépit de récentes améliorations, les niveaux de perception de la corruption restent élevés. En 2017, l'Argentine s'est classée à la 35^e place sur 100 de l'indice de Transparency International (Graphique 31), loin derrière la moyenne des pays de l'OCDE. Elle a toutefois globalement gagné dix places dans ce classement en l'espace d'un an. La corruption sape la confiance dans les institutions publiques, détourne de précieuses ressources publiques et nuit à la qualité des services et des infrastructures publics dont dépendent une grande partie de la population dans sa vie quotidienne et en particulier les plus bas revenus. L'ouverture, il y a peu, d'enquêtes à l'encontre d'anciens agents publics et d'entreprises privées pour des actes de corruption a mis en évidence des affaires de corruption survenues dans le passé tout en témoignant de la détermination croissante des autorités judiciaires à engager des poursuites en cas d'allégations de corruption après plus d'une décennie d'inaction.

Héritant d'une situation complexe, l'administration centrale s'attaque à la corruption sur plusieurs fronts (OECD, 2019_[6]). La Loi de 2017 et les Lignes directrices de 2018 sur la responsabilité des entreprises ont dissipé les préoccupations relatives à l'absence de régime de responsabilité des personnes morales en cas de corruption. L'office de lutte contre la corruption, mis en place en 1999, mène depuis 2016 une action très visible et s'est avéré précieux pour accélérer les avancées de la lutte contre la corruption. Il a renforcé les procédures de prévention et de gestion des conflits d'intérêts au sein du pouvoir exécutif qui ont débouché sur plusieurs recommandations visant les hauts fonctionnaires. Il prend également acte des signalements anonymes de lanceurs d'alerte faisant état d'agissements répréhensibles auxquels il donne suite en menant des enquêtes. Une réforme de la Loi sur

l'éthique publique envisagée pour 2019 renforcera – entre autres – son autonomie opérationnelle et financière.

À la suite de ces actions, l'observation de l'obligation de divulgation des actifs par les hauts responsables publics de l'appareil exécutif a progressé, passant d'un taux de 50 % à un taux de 90 %. Les personnes concernées pourront bientôt s'y conformer par voie électronique. Il pourrait être judicieux d'étendre cette obligation aux administrations infranationales voire aux responsables syndicaux exerçant des fonctions publiques comme la gestion des régimes d'assurance santé ou la formation des enseignants. L'extension des possibilités d'action disciplinaire au sein du secteur public permettrait également de sanctionner plus efficacement les fautes.

Graphique 31. Les niveaux de perception de la corruption restent élevés



Source : Transparency International, consultable à l'adresse suivante : www.transparency.org/research/cpi/overview.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942866>

Les projets d'infrastructure, les industries extractives, les douanes, les marchés publics et les entreprises publiques font partie des domaines généralement exposés à un risque élevé de corruption. Dans tous ces domaines, la simplification des formalités administratives et le renforcement de la transparence peuvent contribuer à améliorer la situation. Ainsi, la mise en place de centrales d'achat et la dématérialisation des procédures de marché public restreignent les possibilités de paiements occultes et réduisent les coûts en limitant la collusion. Un déploiement plus large des technologies modernes dans l'administration publique peut largement en renforcer la transparence et y limiter le risque d'infractions (OCDE, 2011). Un récent décret vise à améliorer le recouvrement des actifs dans les affaires de corruption, conformément aux recommandations antérieures de l'OCDE.

Étendre les avancées institutionnelles réalisées au niveau de l'administration centrale à l'ensemble de l'administration publique sera le prochain grand défi, les administrations provinciale et municipale n'étant pas nécessairement aussi déterminées. Près de la moitié des provinces ne sont pas dotées d'une loi sur l'éthique publique et la Loi fédérale correspondante ne s'applique pas aux administrations provinciales. Même si le système fédéral impose des limites à l'influence de l'administration centrale vis-à-vis des provinces, le fait de conditionner certains transferts aux administrations infranationales aux progrès

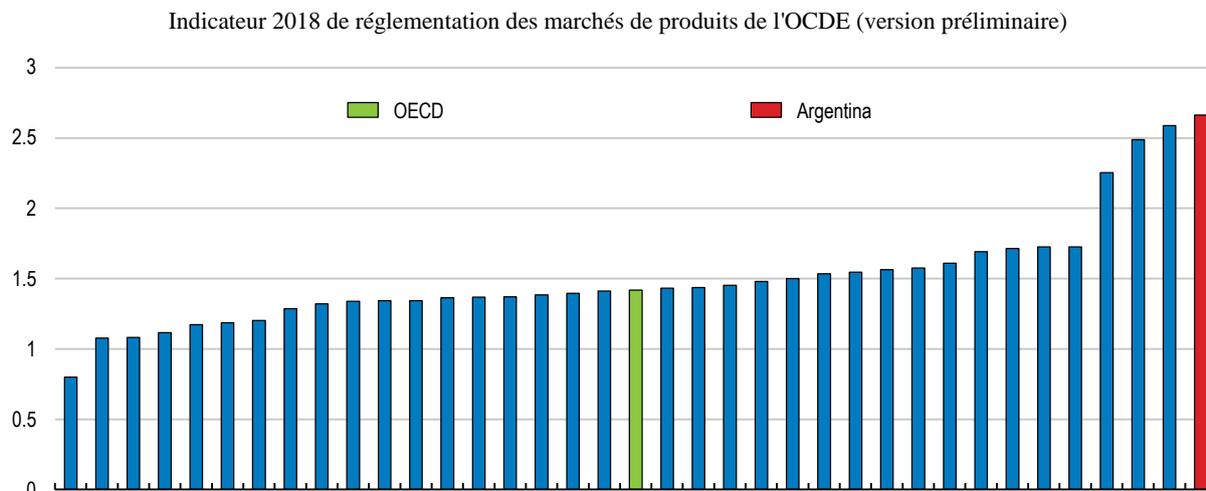
qu'elles réalisent dans le domaine de la prévention de la corruption et de la transparence pourrait faire avancer la situation.

La faiblesse de la productivité s'explique par les importants obstacles à la création d'entreprises, les obstacles aux échanges et les difficultés d'accès aux financements

Les difficultés macroéconomiques actuelles rendent d'autant plus importante une avancée rapide des réformes structurelles de nature à améliorer la productivité. Ce progrès est une condition essentielle pour accroître la prospérité, en particulier grâce à une meilleure qualité des emplois et des hausses de salaires, étant donné que de nombreux travailleurs se trouvent pris au piège d'activités peu susceptibles d'engendrer une croissance de la productivité. En l'état actuel de la situation, l'Argentine devrait privilégier une mise en œuvre rapide de réformes essentielles à même de stimuler la croissance de la productivité à moyen terme tout en favorisant l'investissement et la création d'emplois à court terme. Elle devrait ainsi donner priorité aux réformes des marchés de produits qui ont des retombées positives considérables sur la croissance, facilitent l'entrée de nouvelles entreprises et sont susceptibles de générer des créations d'emplois.

Les réglementations des marchés de produits servent toutes sortes d'objectifs légitimes mais peuvent imposer, si elles sont mal conçues, d'inutiles restrictions à la concurrence et, partant, à la croissance, aux niveaux de vie et au bien-être, en dernier ressort. La concurrence, qui incite les entreprises à devenir efficaces ou les pousse vers la sortie, n'est traditionnellement guère intense et les insuffisances des politiques publiques intérieures ont bridé la compétitivité des producteurs argentins, les empêchant d'exploiter pleinement leur potentiel à cet égard. L'indicateur de la réglementation des marchés de produits de l'OCDE et ses sous-indicateurs mesurent la restrictivité des réglementations des marchés de produits dans un large éventail de pays. Une récente mise à jour de l'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) fait apparaître que les réglementations des marchés de produits de l'Argentine sont les plus restrictives de tous les pays composant cet indicateur (Graphique 32).

Graphique 32. Il existe une marge de réduction de la restrictivité des réglementations des marchés de produits



Note : Les indicateurs de réglementation des marchés de produits de l'OCDE sont des indicateurs composites qui synthétisent un large éventail de dispositions réglementaires relatives aux marchés de produits dans différents pays, en mettant l'accent sur la mesure dans laquelle ces dispositions restreignent le jeu de la concurrence. Ils varient sur une échelle de 0 à 6 (allant du degré de restriction le plus faible au plus élevé). Ces données sont préliminaires et se rapportent à 2018. La moyenne de l'OCDE indiquée sur ce graphique ne tient pas compte des États-Unis ni du Japon.

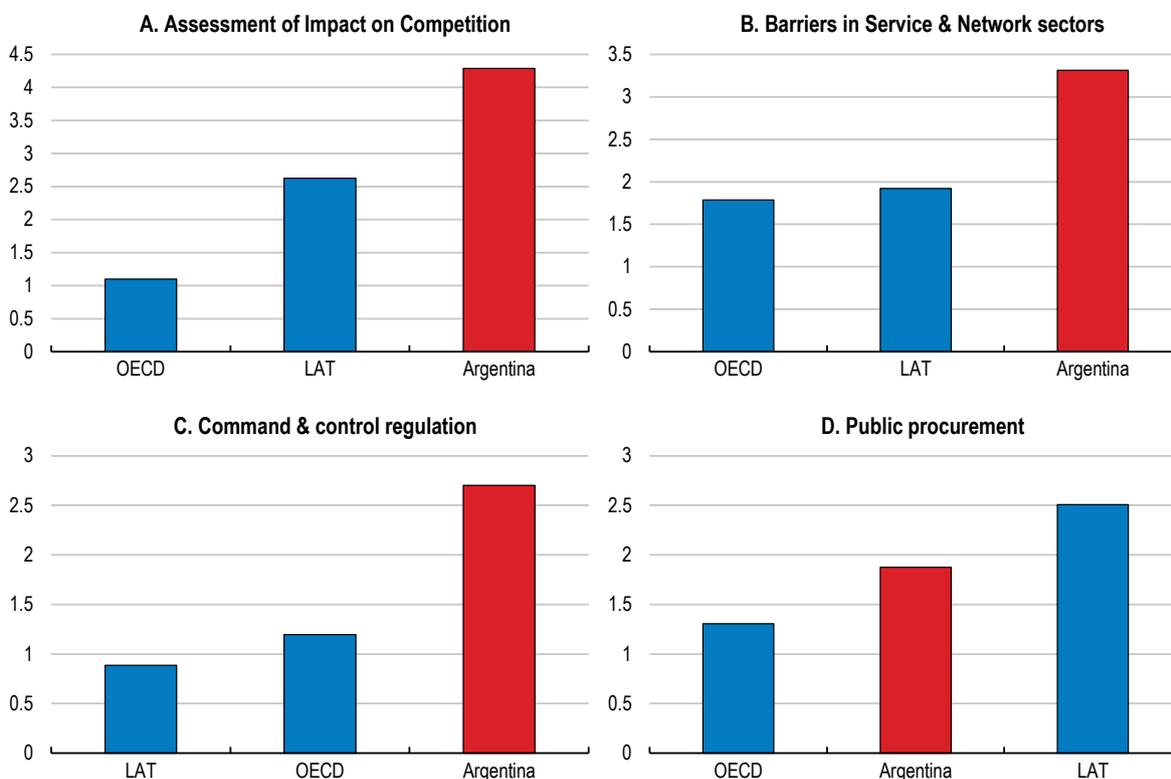
Source : Base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/>

L'Argentine se caractérise encore par les obstacles à l'entrée les plus élevés d'Amérique latine, qui sont nettement supérieurs à la moyenne du Brésil, du Mexique et du Chili (Graphique 33). Cette situation est principalement imputable aux importants obstacles à l'entrée présents dans les industries de réseaux et dans le secteur des services qui peuvent également avoir des effets en aval sur les secteurs non réglementés de l'économie utilisant comme intrants intermédiaires la production des secteurs réglementés (Arnold et al., 2016^[7]). La nouvelle Loi sur les entrepreneurs (*ley de emprendedores*) a constitué une mesure importante pour alléger les charges administratives entravant la création d'entreprises unipersonnelles, en facilitant la constitution d'entreprises par l'institution d'une nouvelle catégorie de sociétés qui peuvent être créées en un seul jour. Cela étant, les obstacles à la création de sociétés anonymes sont encore très importants, comme peut en témoigner le petit nombre de nouvelles entreprises présentes dans le secteur manufacturier. En moyenne, les entreprises argentines ont 27 ans, ce qui est bien plus que la moyenne de 21 ans dans les autres pays d'Amérique latine et de 17 ans dans les économies de l'OCDE (chapitre 1). Selon les travaux de l'OCDE fondés sur les niveaux de création d'entreprises à l'échelon international, certaines jeunes entreprises créent plus d'emplois (Criscuolo, Gal and Menon, 2014^[8]). Ces dix dernières années et dans tous les pays analysés, 42 % de l'ensemble des emplois ont été créés par des entreprises de moins de 5 ans qui ne représentent, en Argentine, que 6 % des sociétés.

Graphique 33. La réglementation des marchés de produits pourrait laisser jouer davantage la concurrence

Indicateur de réglementation des marchés de produits de l'OCDE (version préliminaire)



Note : La moyenne de l'OCDE indiquée sur ce graphique ne tient pas compte des États-Unis ni du Japon. LAT désigne la moyenne du Brésil, du Chili et du Mexique. Ces données sont préliminaires et se rapportent à 2018.
 Source : Base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits.

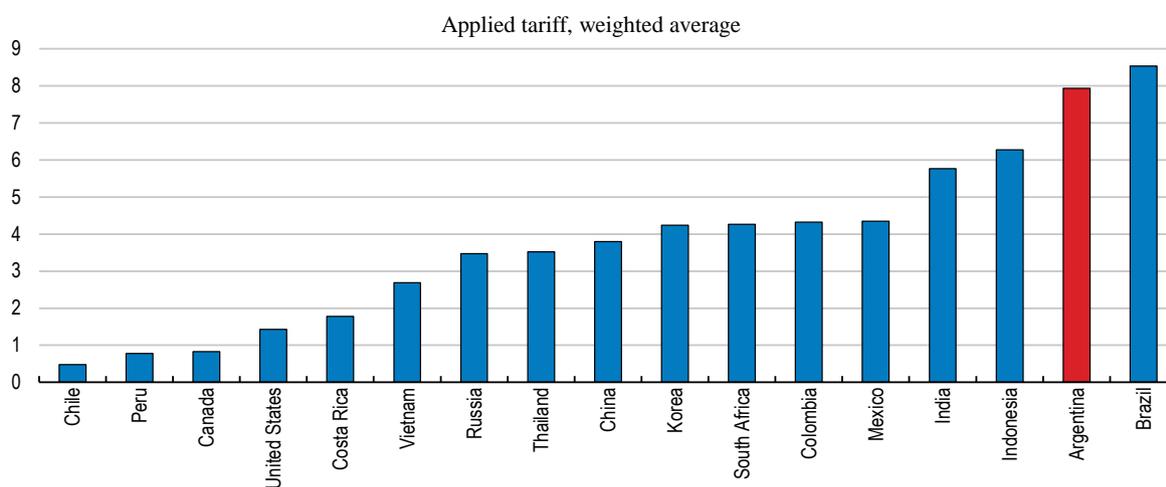
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/>

Outre les obstacles intérieurs, l'économie argentine est nettement moins intégrée dans l'économie mondiale que d'autres économies de marché émergentes puisque ses exportations et importations ne représentent que moins de 30 % de son PIB. Cette situation est largement la résultante d'obstacles aux échanges exceptionnellement importants par comparaison avec les autres pays (Graphique 34). Compte tenu du degré de fermeture de l'économie, une suppression rapide des obstacles aux échanges, qui commencerait dans les secteurs procurant des intrants intermédiaires et des biens d'investissement à d'autres pans de l'économie, pourrait favoriser des gains de productivité significatifs, comme on le verra au chapitre 1. Les catégories à plus bas revenus bénéficieraient disproportionnellement des avantages qui découleraient d'une intégration accrue dans l'économie mondiale.

Pour parvenir à une matérialisation rapide des retombées positives de cette intégration et à une minimisation des coûts d'ajustement, il est primordial de définir le meilleur calendrier de réforme des politiques publiques. Au vu des données empiriques très concluantes venant corroborer le fait qu'un accès accru aux intrants génère des avantages, priorité doit être donnée avant tout aux secteurs fournissant des intrants intermédiaires essentiels, mais aussi des biens d'investissement, à d'autres pans de l'économie. Une telle mesure bénéficierait à

tous les secteurs de l'économie et contribuerait ensuite à stimuler les exportations puisque les entreprises locales, qui auraient alors un meilleur accès aux technologies modernes procurées par les intrants importés de l'étranger, pourraient gagner en productivité et en compétitivité sur les marchés mondiaux (Amiti and Konings, 2007^[37]). La réduction des droits d'importation dans les secteurs intermédiaires et la suppression de la plupart des mesures non tarifaires constitueraient donc une première étape incontournable et pourraient immédiatement déboucher sur des créations d'emplois et l'exploitation de nouvelles capacités d'exportation, en particulier compte tenu de l'insuffisance de la demande intérieure. Les préoccupations budgétaires ne doivent pas freiner cette réforme dans la mesure où la totalité des recettes tirées des droits d'importation ne représente pour l'heure que 0.7 % environ du PIB et où les retombées d'une meilleure intégration sur la productivité se traduiraient sans doute par une expansion de l'activité et par des recettes fiscales supplémentaires liées à la croissance des secteurs en aval.

Graphique 34. Les droits d'importation sont élevés



Source : Base de données du système WITS (*World Integrated Trade Solution*).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942885>

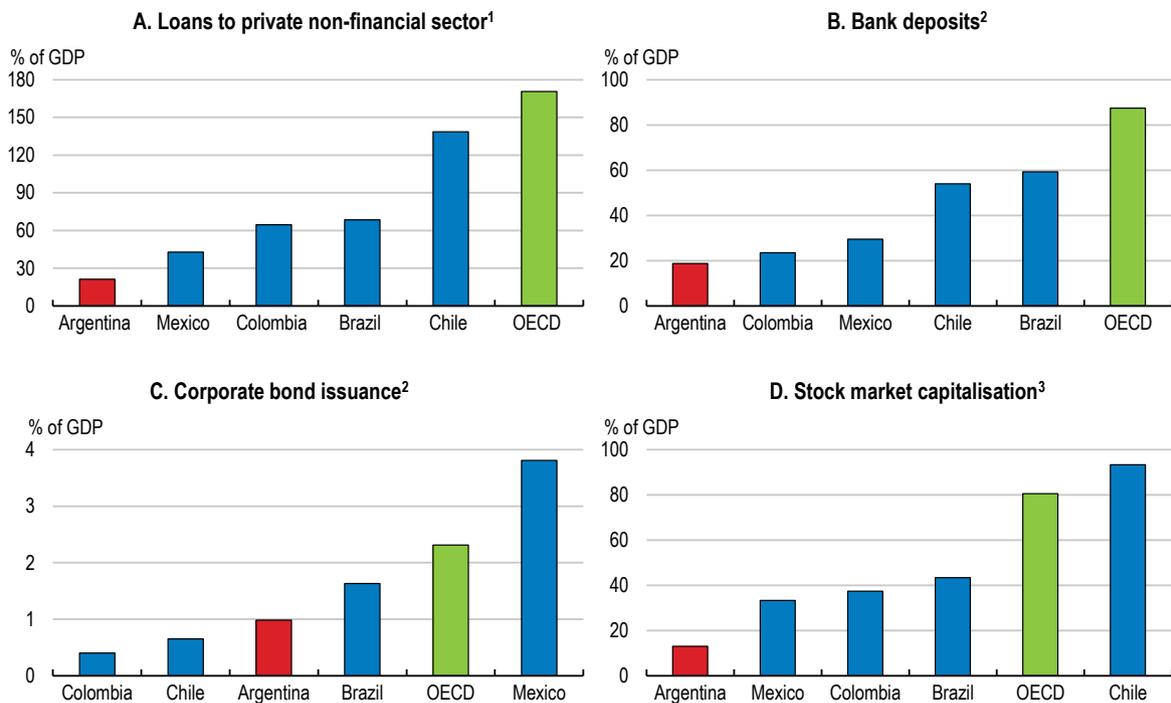
La suppression des obstacles à la concurrence, tant intérieure qu'extérieure, permettra l'émergence de nouvelles entreprises ou de nouveaux secteurs, qui ne pourront toutefois prospérer que si certaines activités du passé cèdent du terrain pour libérer des ressources au profit de ces nouveaux venus. Les structures économiques en place des secteurs et des entreprises ont évolué dans des conditions économiques très différentes, caractérisées par une concurrence insuffisante et un secteur productif lourdement réglementé et protégé. Les économies plus productives tirent des gains de productivité considérables d'un processus constamment à l'œuvre de réaffectation de la main-d'œuvre et du capital dans les différents secteurs et entreprises (Andrews and Cingano, 2014^[38]; Syverson, 2011^[39]; Olley and Pakes, 1996^[40]; Bartelsman, Haltiwanger and Scarpetta, 2009^[41]; Foster, Haltiwanger and Krizan, 2001^[42]).

L'économie politique d'adaptation à cette nécessaire transformation structurelle n'est pas chose aisée. La résistance des travailleurs dont les emplois risquent de disparaître ou de changer dans les différents secteurs et entreprises peut être, à tout le moins en partie, atténuée par un renforcement des filets de protection sociale visant à préserver les

travailleurs plutôt que les emplois. En revanche, il convient de répondre avec circonspection à la résistance des entreprises en place dont la protection contre l'apparition d'une nouvelle concurrence a pour effet de ralentir les nécessaires mutations. Définir le bon calendrier, déployer la bonne communication et mener des politiques d'accompagnement efficaces pour s'assurer que les bienfaits qui en résulteront seront partagés par tous pourraient grandement faciliter la mise en œuvre des réformes.

La faible pénétration du crédit rend très difficile l'accès aux financements et bride l'investissement. Le secteur financier est petit et sert principalement aux opérations de paiement plutôt qu'à l'intermédiation financière (Graphique 35). Les crédits au secteur privé représentent 15 % du PIB et équivalent à 84 % des dépôts. Dépôts et prêts étant largement axés sur le court terme, la transformation des échéances est minimale. L'absence quasi-totale d'investisseurs institutionnels argentins est un problème grave, même si le secteur des fonds communs de placement a pris de l'ampleur ces dernières années. Depuis l'adoption de la récente Loi sur les marchés financiers, la réglementation, désormais davantage fondée sur des règles que sur des principes, contribuera à développer d'autres sources de financement à l'avenir. Le secteur public, qui est l'émetteur d'instruments financiers le plus aguerri, devrait prendre l'initiative de commercialiser des instruments libellés en peso et continuer de construire une courbe de rendement qui serve à définir des prix de référence pour assurer le développement des marchés financiers privés.

Graphique 35. Le secteur financier est moins développé que dans d'autres pays



1. Données du 4^e trimestre de 2017.

2. Données de 2016.

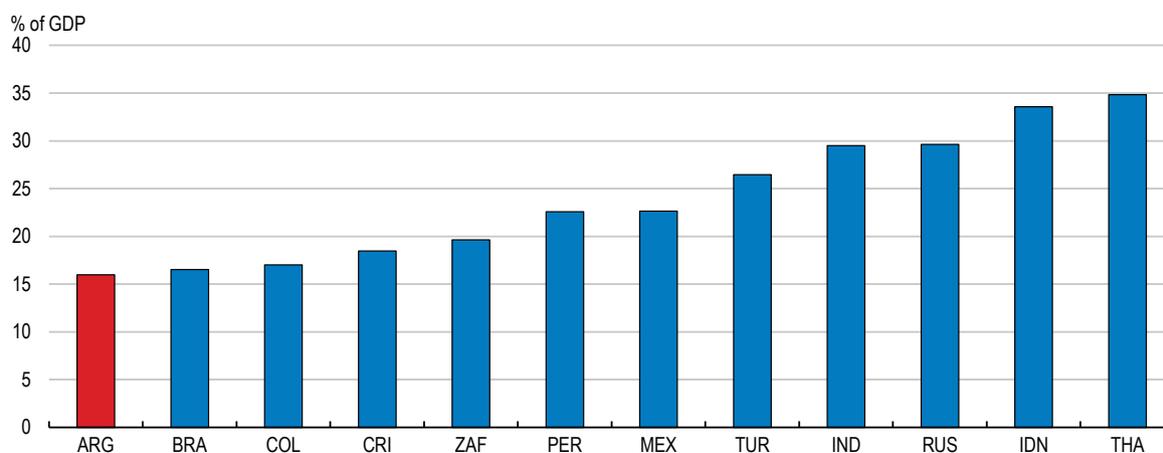
3. Données de 2017.

Sources : Banque des règlements internationaux (BRI) ; et Banque mondiale, *base de données sur le développement et la structure du secteur financier*.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942904>

La rareté de l'épargne intérieure est l'un des facteurs essentiels à l'origine du manque de profondeur des marchés de capitaux argentins et de la brièveté des échéances (Graphique 36). De plus, un grand nombre d'épargnants préfère se constituer une épargne en devises, souvent en dehors du système bancaire argentin. Les actifs libellés en dollar, notamment les actifs immobiliers locaux, sont traditionnellement un support d'épargne privilégié. Une hausse des dépôts, y compris ceux qui sont indexés sur l'inflation, permettrait aux banques d'amplifier leurs activités de prêt et réduirait la dépendance de l'Argentine à l'épargne extérieure. Toutefois, la restauration de la confiance des épargnants dans les intermédiaires financiers argentins prend du temps, surtout en raison des causalités circulaires entre la confiance des épargnants dans le système financier national et dans la monnaie du pays d'une part et la volatilité macroéconomique de l'autre.

Graphique 36. L'épargne intérieure brute est faible

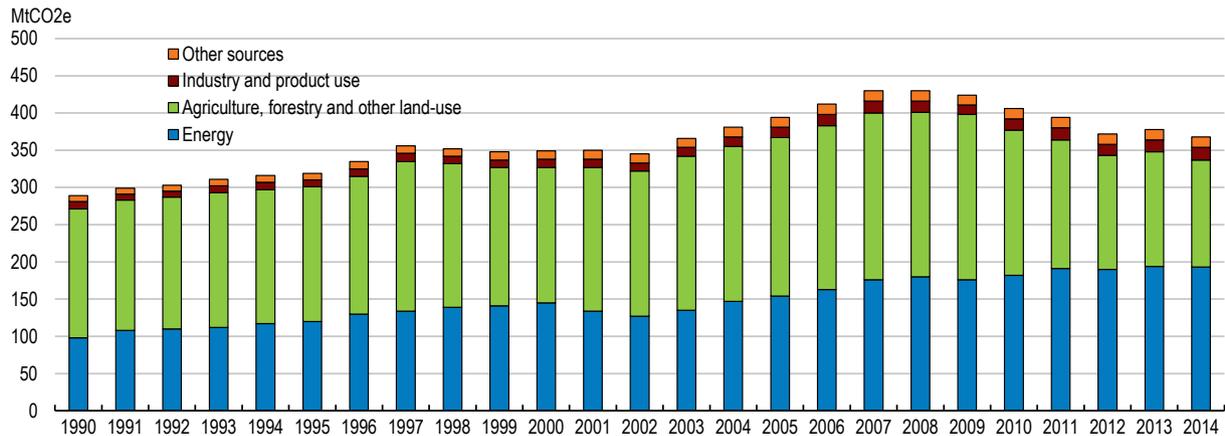


Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942923>

Une utilisation plus durable des ressources naturelles serait possible et pourrait aller de pair avec une baisse des émissions de gaz à effet de serre

Plus de 50 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'Argentine sont imputables au secteur de l'énergie, tandis que près de 40 % proviennent de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (Graphique 37). Les émissions ont baissé depuis 2008, surtout du fait du recul de la déforestation. Les objectifs actuels de réduction des émissions de 483 millions de tonnes d'équivalent CO₂ correspondent à une diminution de 18 % d'ici à 2030 par rapport au scénario de politiques inchangées (República Argentina, 2018^[43]). L'Argentine n'a pas défini d'objectifs à plus long terme mais prévoit de le faire en 2020. Comme beaucoup de pays, elle devrait se fixer des objectifs plus ambitieux pour que ceux de l'Accord de Paris soient atteints. Moyennant des politiques idoines, ces objectifs plus ambitieux pourraient être compatibles avec une croissance économique plus vigoureuse, plus durable et plus inclusive (OECD, 2017^[44]).

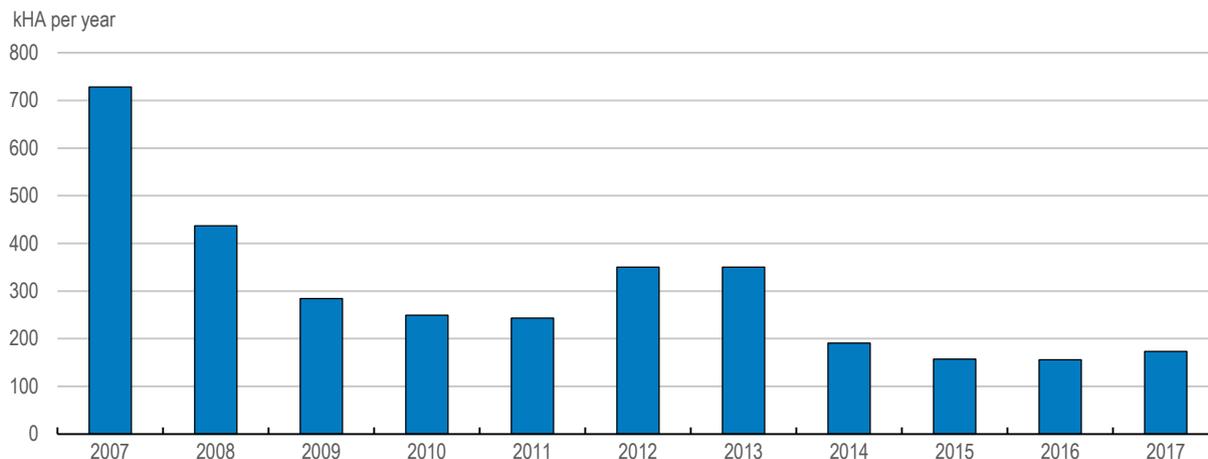
Graphique 37. Les émissions de gaz à effet de serre diminuent, sauf celles liées à l'énergie

Source : Secrétariat à l'environnement et au développement durable (*Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable*), *Emisiones de Gases de Efecto Invernadero*, disponible à l'adresse : <http://inventariogei.ambiente.gob.ar>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942942>

L'Argentine a perdu près de 13 % de sa superficie forestière depuis 2001, ce qui représente une surface supérieure au territoire des Pays-Bas (Graphique 38). Cette évolution a été associée entre autres à l'expansion de l'élevage et de l'agriculture industrielle, en particulier la production de soja, qui est devenu le principal produit agricole et le premier produit d'exportation du pays (World Bank, 2016_[3]).

La déforestation ralentit (Graphique 38). Elle a diminué de moitié à la suite de l'adoption, en 2007, d'une loi forestière qui protège 80 % des forêts naturelles contre le déboisement. L'efficacité des mesures de protection prévues par cette loi pâtit toutefois d'un déficit de moyens d'application au niveau des provinces. Le déclassement de zones forestières protégées par les autorités provinciales et les abattages illégaux ont entraîné une hausse des émissions de GES et un recul de la biodiversité (Aguilar et al., 2018_[45]; Volante and Seghezzi, 2018_[46]). L'Argentine met actuellement au point un système d'alerte rapide automatique destiné à détecter en temps réel les activités illégales de déboisement. En outre, des mesures sont prises pour restaurer les forêts naturelles et promouvoir les usages productifs durables de la forêt, notamment l'élevage durable pratiqué sur les terres forestières. Comme le montrent les succès remportés par le Brésil dans la lutte contre la déforestation grâce aux images satellitaires en temps réel, le recours à la technologie pour lutter contre les activités illicites peut être payant (OECD, 2015_[47]; Burgess, Costa and Olken, 2018_[48]).

Graphique 38. La destruction des forêts naturelles a ralenti mais reste soutenue

Source : Secrétariat à l'environnement et au développement durable (*Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable*).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933942961>

L'expansion de la superficie agricole, dans laquelle le développement de la production de soja a joué un rôle prépondérant, a été rendue possible par l'adoption rapide d'innovations technologiques conjuguant absence de travail du sol, application de glyphosate pour lutter contre les plantes adventives et emploi de variétés de soja génétiquement modifiées résistantes aux pesticides (OECD, 2019^[9]; World Bank, 2016^[3]). Cette démarche a permis d'accroître de 40 % le rendement des cultures de soja tout en augmentant les stocks de carbone et en préservant la structure des sols (Secretaría de Agroindustria, Accessed 2018^[50]).

L'utilisation d'insecticides et d'herbicides a augmenté depuis 1993, même si elle reste inférieure aux niveaux observés dans la zone OCDE. Les risques possibles pour la santé humaine ou l'environnement suscitent des débats dans le monde entier et sont entourés d'incertitudes. Une analyse plus systématique des dangers potentiels serait donc de mise. L'Argentine a progressé dans ce domaine, mais elle pourrait entreprendre d'évaluer de manière approfondie les externalités négatives associées à différents types de pesticides, leur degré d'utilisation et leur impact dans des endroits et des zones sensibles spécifiques, en vue de mettre en place des mesures ciblées pour encadrer l'emploi des pesticides. En Suède, au Danemark, en Norvège, en France, en Italie et au Mexique, par exemple, les pesticides sont frappés de taxes particulières et des règles sont en vigueur pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs agricoles.

La production d'énergie est à 60 % d'origine thermique (World Bank, 2016^[3]). En poursuivant les avancées récentes intervenues dans le développement des énergies renouvelables et en mettant à profit le nouveau cadre législatif relatif à ces énergies et à la production décentralisée, l'Argentine pourrait réduire sensiblement les émissions liées à l'énergie. Le potentiel hydroélectrique n'est exploité qu'à hauteur de 20 %, et des possibilités de production éolienne et solaire de grande qualité s'offrent respectivement en Patagonie et dans la région du Nord-Ouest (World Bank Group, 2019^[10]). Lorsque des subventions sont nécessaires pour stimuler l'investissement dans les énergies renouvelables, le recours à des enchères inversées permettrait d'assurer la mise en place des

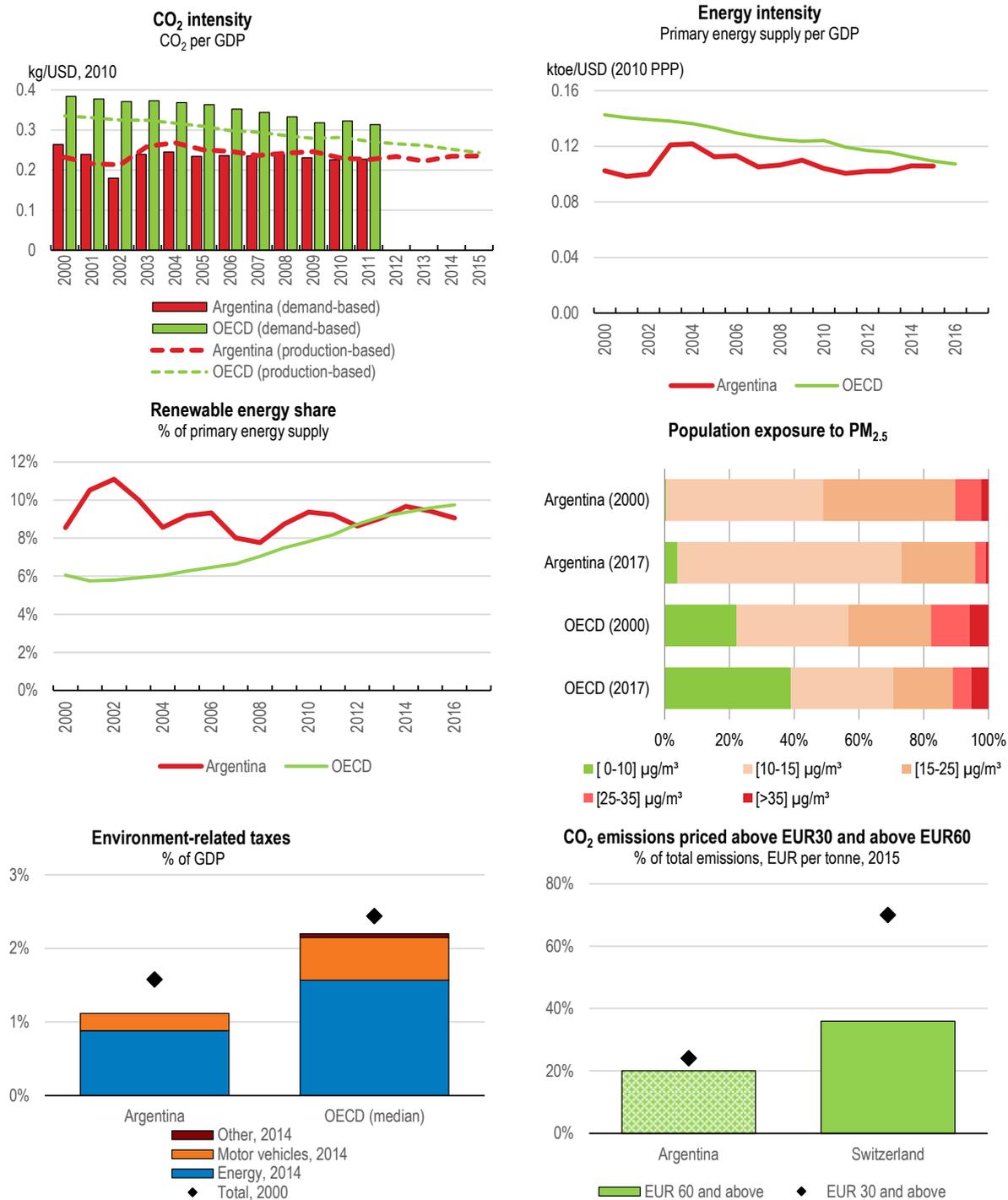
moyens de production en limitant au minimum les aides et pourrait être moins coûteux que le dispositif actuel de prix fixe garanti en monnaie étrangère.

L'intensité énergétique a diminué malgré l'existence de subventions – en cours d'élimination – et la faiblesse de la fiscalité, et elle reste inférieure à la moyenne de l'OCDE (Graphique 39). La part des émissions de CO₂ tarifées par les taxes énergétiques à au moins 30 EUR par tonne, niveau de référence le plus souvent retenu, s'établit à 25 % (OECD, 2018_[52]). Une taxe carbone d'environ 8.50 EUR a été instaurée en 2017. Le relèvement progressif de la fiscalité du carbone permettrait d'atteindre de manière plus efficiente les objectifs de la politique climatique et augmenterait les recettes fiscales. Un autre avantage des taxes énergétiques tient au fait qu'elles sont difficilement contournables. Un réexamen de l'exonération dont bénéficie le gaz naturel, éventuellement en liaison avec une amélioration des règlements de construction, renforcerait les incitations en faveur de l'efficacité énergétique. Alors que les systèmes de chauffage et de climatisation sont largement utilisés, même les logements hauts de gamme sont généralement dépourvus d'isolation thermique.

Le relèvement de la fiscalité sur le carbone pourrait tout à la fois procurer des recettes supplémentaires, faire baisser les émissions de GES liées à l'énergie et permettre de lutter contre la pollution de l'air, même s'il nécessiterait d'évaluer attentivement les conséquences redistributives dont pâtiraient les pauvres. La majeure partie des 92 % d'Argentins qui vivent en milieu urbain est exposée à des concentrations de particules fines qui dépassent la limite de 10 microgrammes par mètre cube recommandée par l'OMS, et qui sont même six fois supérieures à Buenos Aires (OECD, 2018_[53]).

Les informations sur la qualité de l'air restent lacunaires et devraient être améliorées, mais il apparaît que les véhicules de transport de personnes et de marchandises constituent d'importantes sources de pollution, vu que la moitié d'entre eux a plus de dix ans (22 % ont même plus de 20 ans) et que 35 % fonctionnent au gazole (World Bank, 2016_[3]). Le gazole est d'ailleurs plus faiblement taxé que l'essence, bien qu'il soit plus dommageable pour l'environnement, et l'agriculture est exonérée de taxes sur les carburants. L'Argentine compte aussi un nombre important de véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé, dont la combustion libère moins de gaz à effet de serre que l'essence ou le gazole. Si la fiscalité des véhicules était modulée en fonction de leurs émissions, notamment de CO₂ et de NO_x, ces émissions et la pollution pourraient diminuer. En l'occurrence, il s'agirait de taxer plus fortement les véhicules plus polluants et le gazole. Un premier pas sera franchi en 2020 avec l'entrée en vigueur de l'étiquetage énergétique obligatoire. Grâce à de nouveaux investissements dans la production de gaz naturel, le recours à ce combustible dans le secteur des transports devrait progresser et les émissions de GES et de particules devraient s'en trouver réduites.

Graphique 39. Indicateurs de croissance verte



Source: OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933942980>

Références

- Aguiar, S. et al. (2018), “¿Cuál es la situación de la Ley de Bosques en la Región Chaqueña a diez años de su sanción? Revisar su pasado para discutir su futuro”, *Ecología Austral*, Vol. 28/2, pp. 400-417, <http://dx.doi.org/10.25260/EA.18.28.2.0.677>. [45]
- Amiti, M. and J. Konings (2007), “Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity: Evidence from Indonesia”, *American Economic Review*, Vol. 97/5, pp. 1611-1638, <http://dx.doi.org/10.1257/aer.97.5.1611>. [37]
- Andrews, D. and F. Cingano (2014), “Public policy and resource allocation: evidence from firms in OECD countries”, *Economic Policy*, Vol. 29/78, pp. 253-296, <http://dx.doi.org/10.1111/1468-0327.12028>. [38]
- Arnold, J. and J. Jalles (2014), “Dividing the Pie in Brazil: Income Distribution, Social Policies and the New Middle Class”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1105, OECD Publishing, Paris. [16]
- Arnold, J. et al. (2016), “Services Reform and Manufacturing Performance: Evidence from India”, *Economic Journal*, Vol. 126/590, <http://dx.doi.org/10.1111/ecoj.12206>. [35]
- Artana, D. et al. (2015), “El sistema tributario argentino. Análisis y evaluación de propuestas para reformarlo”, *Documento de Trabajo*, No. 123, Fundación de Investigaciones Económicas Latinoamericanas (FIEL), https://twitter.com/Fundacion_Fiel (accessed on 14 September 2018). [18]
- Ayuso-i-Casals, J. (2012), *National Expenditure Rules : Why, How and When*, http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/economic_paper/2012/ecp473_en.htm (accessed on 14 September 2018). [20]
- Bartelsman, E., J. Haltiwanger and S. Scarpetta (2009), “Measuring and Analyzing Cross-country Differences in Firm Dynamics”, in Dunne, T., J. Jensen and M. Roberts (eds.), *Producer Dynamics: New Evidence from Micro Data*, University of Chicago Press, <http://www.nber.org/chapters/c0480> (accessed on 21 September 2018). [41]
- Baumann Fonay, I. and L. Cohan (2018), *Crecimiento, PTF y PIB Potencial en Argentina*, Subsecretaría de Programación Macroeconómica, Ministerio de Hacienda, https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/crecimiento-economico-ptf-y-pib-potencial-en-argentina_0.pdf (accessed on 26 September 2018). [6]
- Beetsma, R. et al. (2018), “Independent fiscal councils: Recent trends and performance”, *European Journal of Political Economy*, <http://dx.doi.org/10.1016/J.EJPOLECO.2018.07.004>. [21]
- Berganza, J. (2011), “Fiscal rules in Latin America: a survey”, *Occasional Papers*, <https://ideas.repec.org/p/bde/opaper/1208.html> (accessed on 14 September 2018). [19]
- Bergemann, A. and G. Van Den Berg (2006), *Active labour market policy effects for women in Europe - a survey*, <http://dx.doi.org/10.1920/wp.ifs.2006.0626>. [28]
- Bloom, N. et al. (2014), “The New Empirical Economics of Management”, *Journal of the European Economic Association*, Vol. 12/4, pp. 835-876, <http://dx.doi.org/10.1111/jeea.12094>. [33]
- Burgess, R., F. Costa and B. Olken (2018), *Wilderness Conservation and the Reach of the State: Evidence from National Borders in the Amazon*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w24861>. [48]

- Castro, L. and M. Barafani (2015), “Buscando la diagonal. Cómo reducir los subsidios protegiendo a los sectores vulnerables”, *Documento de Políticas Públicas*, No. 153, CIPPEC, Buenos Aires, Argentina, <https://www.cippec.org/publicacion/buscando-la-diagonal-como-reducir-los-subsidios-protegiendo-a-los-sectores-vulnerables/> (accessed on 12 September 2018). [1]
- Criscuolo, C., P. Gal and C. Menon (2014), “The Dynamics of Employment Growth: New Evidence from 18 Countries”, *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 14, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jz417hj6hg6-en>. [36]
- Edo, M. and M. Marchionni (2018), “Fading Out Effect or Long Lasting Nudge? The impact of a Conditional Cash Transfer Program Beyond Starting the School Year in Argentina”, *Documentos de Trabajo*, No. 225, CEDLAS, La Plata, Argentina, <http://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar> (accessed on 17 September 2018). [15]
- Edo, M. et al. (2017), “Compulsory education laws or incentives from CCT programs? Explaining the rise in secondary school attendance rate in Argentina”, *education policy analysis archives*, Vol. 25/0, p. 76, <http://dx.doi.org/10.14507/epaa.25.2596>. [14]
- Foster, L., J. Haltiwanger and C. Krizan (2001), “Aggregate Productivity Growth: Lessons from Microeconomic Evidence”, in Charles R. Hulten, Edwin R. Dean and Michael J. Harper (eds.), *New Developments in Productivity Analysis*, University of Chicago Press, <http://www.nber.org/chapters/c10129> (accessed on 21 September 2018). [42]
- Gennaioli, N. et al. (2014), “Growth in regions”, *Journal of Economic Growth*, Vol. 19/3, pp. 259-309, <http://dx.doi.org/10.1007/s10887-014-9105-9>. [8]
- González Rozada, M. (2017), *Brecha de ingresos laborales por género. Argentina 2016 – Foco Económico*, Foco Económico, <http://focoeconomico.org/2017/11/25/brecha-de-ingresos-laborales-por-genero-argentina-2016/> (accessed on 26 September 2018). [29]
- Hagemann, R. (2011), “How Can Fiscal Councils Strengthen Fiscal Performance?”, *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2011/1, http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2011-5kg2d3gx4d5c. [22]
- IERAL (2018), *Informe de Coyuntura 06-09-2018*, <http://www.ieral.org/noticias/importante-mejora-tipo-cambio-real-pesar-cambio-politica-comercial-3576.html> (accessed on 8 September 2018). [5]
- Ikeda, M. and E. García (2014), “Grade repetition: A comparative study of academic and non-academic consequences”, *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2013/1, https://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2013-5k3w65mx3hnx. [24]
- INDEC (n.d.), *Encuesta Permanente de Hogares (EPH)*, 2018, <https://www.indec.gov.ar/bases-de-datos.asp> (accessed on 26 September 2018). [30]
- Institute of International Finance (2018), *Capital Flows to Emerging Markets (October 2018)*. [2]
- ITF (2017), *Income Inequality, Social Inclusion and Mobility*, International Transport Forum, <https://www.itf-oecd.org/income-inequality-social-inclusion-mobility> (accessed on 7 October 2018). [12]
- Izquierdo, A., C. Pessino and G. Vuletin (eds.) (2018), *Better spending for better lives: how Latin America and the Caribbean can do more with less*, Inter-American Development Bank, <http://dx.doi.org/10.18235/0001217-en>. [13]

- Lakner, C. et al. (2016), “The Incidence of Subsidies to Residential Public Services in Argentina: The Subsidy System in 2014 and Some Alternatives”, *Documento de Trabajo*, No. 201, CEDLAS, La Plata, Argentina, <http://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar> (accessed on 18 September 2018). [11]
- Ministerio de Trabajo Empleo y Seguridad Social (2017), *Las mujeres en el mundo del trabajo*, http://trabajo.gob.ar/downloads/igualdad/DocumentoDEGIOT_Sep2017.pdf (accessed on 26 September 2018). [31]
- OECD (2019), *OECD Food and Agricultural Reviews: Agricultural Policies in Argentina*, OECD Publishing, Paris. [49]
- OECD (2019), *OECD Integrity Review of Argentina: Achieving Systemic and Sustained Change*, OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/g2g98ec3-en>. [34]
- OECD (2018), “Air quality and health: Exposure to PM2.5 fine particles - countries and regions”, *OECD Environment Statistics* (database), <http://dx.doi.org/10.1787/96171c76-en> (accessed on 11 December 2018). [53]
- OECD (2018), “Argentina”, in *Education at a Glance 2018: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-72-en>. [26]
- OECD (2018), *Effective Carbon Rates 2018: Pricing Carbon Emissions Through Taxes and Emissions Trading*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264305304-en>. [52]
- OECD (2018), *OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Argentina*, <http://www.oecd.org/countries/argentina/oecd-review-corporate-governance-soe-argentina.htm> (accessed on 13 September 2018). [9]
- OECD (2018), *Opportunities for All: A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264301665-en>. [7]
- OECD (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273528-en>. [44]
- OECD (2016), *PISA 2015 Results (Volume I): Excellence and Equity in Education*, PISA, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266490-en>. [23]
- OECD (2015), *OECD Environmental Performance Reviews: Brazil 2015*, OECD Environmental Performance Reviews, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264240094-en>. [47]
- OECD (2013), “How much scope for growth and equity-friendly fiscal consolidation?”, *Policy Notes*, No. 20, OECD Economics Department, Paris, <https://www.oecd.org/eco/public-finance/growthequityfriendlyfiscalconsolidation.pdf> (accessed on 21 December 2018). [3]
- OECD (2012), *Closing the Gender Gap: Act Now*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264179370-en>. [32]
- OECD (2012), *Education at a Glance 2012: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-en>. [25]
- Olley, G. and A. Pakes (1996), “The Dynamics of Productivity in the Telecommunications Equipment Industry”, *Econometrica*, Vol. 64/6, p. 1263, <http://dx.doi.org/10.2307/2171831>. [40]
- República Argentina (2018), *Primera Revisión de su Contribución Determinada a Nivel Nacional*, <http://www4.unfccc.int/ndcregistry/PublishedDocuments/Argentina%20First/17112016%20NDC%20Revisada%202016.pdf>. [43]

- Secretaría de Agroindustria (Accessed 2018), *Datos abiertos - Soja campaña 1992/1993 vs 2015/2016*. Available at: <https://www.agroindustria.gob.ar/datosabiertos/>, Secretaria de Agroindustria. [50]
- Syverson, C. (2011), “What Determines Productivity?”, *Journal of Economic Literature*, Vol. 49/2, pp. 326-365, <http://dx.doi.org/10.1257/jel.49.2.326>. [39]
- USDA (2018), *World Agricultural Supply and Demand Estimates*, United States Department of Agriculture, <https://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/latest.pdf> (accessed on 7 October 2018). [4]
- Volante, J. and L. Seghezzo (2018), “Can’t See the Forest for the Trees: Can Declining Deforestation Trends in the Argentinian Chaco Region be Ascribed to Efficient Law Enforcement?”, *Ecological Economics*, Vol. 146, pp. 408-413, <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.12.007>. [46]
- World Bank (2016), *Argentina Country Environmental Analysis Second Edition*, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25775/109527-ENGLISH-PUBLIC-ARG-CEA-Country-Environmental-Analysis-English.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (accessed on 30 September 2018). [27]
- World Bank (2015), *Argentina - Notas de políticas públicas para el desarrollo*, World Bank, Washington, D.C., <http://documents.worldbank.org/curated/en/899411467995396294/Argentina-Notas-de-pol%C3%ADticas-p%C3%ABlicas-para-el-desarrollo> (accessed on 12 September 2018). [10]
- World Bank (2015), *Social protection for the harder road ahead : containing the social costs of lower growth in Latin America and the Caribbean*, World Bank Group, Washington, D.C., <http://documents.worldbank.org/curated/en/582321468188664832/Social-protection-for-the-harder-road-ahead-containing-the-social-costs-of-lower-growth-in-Latin-America-and-the-Caribbean/> (accessed on 19 September 2018). [17]
- World Bank Group (2019), *Argentina: Escaping crises, sustaining growth, sharing prosperity*, World Bank, Washington, DC. [51]

Études économiques de l'OCDE

ARGENTINE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

D'importantes réformes ont été entreprises depuis 2015 pour renforcer la croissance et le bien-être, ainsi qu'il est évoqué dans l'Étude économique de l'Argentine 2017 de l'OCDE. L'Argentine a pu retrouver l'accès aux marchés financiers internationaux, ses statistiques nationales ont regagné en crédibilité et sa protection sociale s'est améliorée tandis que l'on taillait dans les dépenses inefficaces. Parmi les mesures engagées, l'on citera une réforme fiscale, une nouvelle loi sur la concurrence, des mesures pour améliorer la pérennité du système de retraite, un nouveau cadre institutionnel pour les marchés financiers et les partenariats public-privé, la création d'un conseil budgétaire indépendant et l'engagement des autorités de renforcer l'indépendance de la Banque centrale (BCRA).

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/1579d544-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2019/7
Mars 2019

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-79060-5



9 789264 790605